

L'ouverture de la onzième session des pourparlers de paix à Washington

Rapport de forces

La nouvelle percée qui est en train d'être réalisée sur le long chemin de la paix au Proche-Orient résulte d'un rapport de forces. Si l'on assiste aujourd'hui à de spectaculaires progrès, c'est bien parce que ce rapport est nettement en faveur d'Israël.

Initiateur d'une première démarche « historique », en se rendant soudain à Jérusalem, le main tendue, en 1977, le président Sadate l'avait bien compris : les Israéliens ne négocient pas en position de faiblesse. En 1973, lançant ses troupes à travers le canal de Suez, il ne voulait - initialement - que reconquérir une parcelle du Sinaï égyptien, occupé par les Israéliens, et obliger ainsi le gouvernement de Jérusalem à composer ensuite autour d'une table de négociations. Mais il a alors échoué parce que son armée avait été trop loin et avait été finalement défaite.

Quatre ans plus tard, convaincu que les Arabes ne pouvaient plus s'imposer par la guerre, certain que les Israéliens disposaient de l'arme nucléaire, il proposait la paix à un Menahem Begin pourtant peu accommodant. Il allait ainsi récupérer au moins le Sinaï, faute - notamment - d'avoir été suivi par ses partenaires arabes, afin d'obtenir davantage : entre autres objectifs, l'autonomie pour les Palestiniens des territoires occupés, projet déjà en discussion à cette époque.

En 1991, après la guerre du Golfe et alors que le « bloc soviétique », traditionnel allié des Arabes, achevait de s'écrouler, l'actuel processus de paix a pu être lancé à Madrid parce que les Américains, au faite de leur puissance, étaient en mesure de dicter leur point de vue à tous.

Si, à présent, Itzhak Rabin et Shimon Pérès considèrent qu'ils peuvent s'adresser à l'OLP, c'est qu'Israël n'a jamais été en meilleure situation pour faire des concessions. Israël a rarement été aussi sûr de son alliance avec les États-Unis. En dépit de quelques réserves, l'administration Clinton lui est sensiblement plus favorable que celle de George Bush - les dirigeants arabes ne cessent de s'en plaindre. Mais, surtout, l'OLP n'a peut-être jamais été aussi faible.

Pour avoir fait le mauvais choix durant le conflit du Golfe, en soutenant Saddam Hussein, Yasser Arafat a perdu une très grande partie de ses ressources financières, subitement privé de l'aide des riches monarchies de la péninsule Arabique, et donc d'un moyen important d'influence dans les territoires occupés, alors que les « jusqu'au-bourdes » islamistes font à l'OLP une rude concurrence, bénéficiant - eux - de soutiens substantiels. Mais il y a eu aussi évolution à l'intérieur d'Israël, car la « guerre des pierres », l'intifada, lancée par l'OLP, a conduit les Israéliens à comprendre que l'occupation, spécialement à Gaza, devenait intenable et qu'un début d'autonomie palestinienne était souhaitable, d'autant plus que l'intifada a été, ces derniers temps, récupérée par les extrémistes hostiles à la modération de l'OLP.

Là encore, rapport de forces. N'est-il pas trop tard ? L'OLP n'est-elle pas trop affaiblie ? Pour négocier, Israël a besoin de s'adresser à un interlocuteur représentatif, capable de contrôler des Palestiniens autonomes.

M0147 - 0901 0 - 7.00 F



La droite israélienne et les extrémistes palestiniens se mobilisent contre un accord sur Gaza et Jéricho

La onzième session des pourparlers de paix israélo-arabes devait s'ouvrir, mardi 31 août, à Washington. C'est au cours de cette session qu'il devrait être signé un accord de principe sur l'option « Gaza-Jéricho d'abord » négociée secrètement, en Norvège, au cours des dernières semaines, entre le chef de la diplomatie israélienne et un responsable de l'OLP. L'accord de principe à la négociation duquel les États-Unis n'ont pas été directement associés et à l'endroit duquel ils semblent manifester une certaine réserve a été approuvé, mardi, à la quasi-unanimité, par le gouvernement d'Itzhak Rabin. Les partis de droite et l'extrême droite israélienne, tout comme les mouvements palestiniens hostiles aux négociations, ont décidé de se mobiliser pour empêcher en échec cette ébauche de plan de paix.

« Prendre des risques pour la paix »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Tel-aviv. La Knesset, violente manifestation de la droite devant la résidence officielle du premier ministre, débats houleux dans les cafés et dans la rue, émissions-marathon à la radio et à la télévision, effervescence générale dans les ministères et les salles de rédaction... C'est dans une atmosphère d'intense fébrilité qui tranchait avec le lourd silence enregistré chez les Palestiniens des territoires occupés que le gouvernement a adopté, mardi 30 août, le premier accord préliminaire jamais conclu avec l'OLP.

En principe, cet accord devrait être paré, dès cette semaine ou au début de la semaine prochaine, par les délégations israélienne et palestinienne qui devaient reprendre, mardi, à Washington, les négociations de paix amorcées il y a près de deux ans à Madrid. Des rumeurs persistantes au ministère des Affaires étrangères laissent entendre que le chef de la diplomatie, Shimon Pérès, voire le premier ministre en personne, Itzhak Rabin, pourraient se rendre dans la capitale américaine au moment de la signature.

Cette éventualité n'est pas confirmée, mais pourrait bien être liée, non pas au projet d'au-

tonomie partielle offert aux Palestiniens, ni même à la « déclaration conjointe de principe » que les deux parties espèrent signer rapidement, mais à un traité de reconnaissance formelle entre l'OLP et l'État juif. Uri Savir, directeur général des Affaires étrangères, négocierait actuellement cet accord capital, « quelque part en Europe », avec des collaborateurs du « président » palestinien.

A la Knesset, Shimon Pérès a, pour la première fois, admis publiquement qu'Israël « peut reconnaître l'OLP à condition que celle-ci renonce aux passages de sa charte qui appellent à l'extermination de l'État juif et renonce définitivement au terrorisme ». « Camarades ! nous sommes très proches de cela », a lancé le chef de la diplomatie.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 6

Lire également

- Les principaux extraits des discours de M. Rabin
- 1985-1993 : Raids sur Tunis, Intifada, terrorisme...
- L'OLP, de la lutte armée à la négociation
- Dessins croisés, par PLANTU
- La visite à Paris du patriarche latin de Jérusalem

pages 6 et 7

Prudences américaines

WASHINGTON

de notre correspondant

Déclarations prudentes et absence de triomphalisme : l'administration américaine affichait une réserve délibérée alors que négociateurs israéliens et palestiniens devaient se réunir, mardi 31 août, à Washington, dans l'espoir de finaliser ce qui sera peut-être un accord de paix historique au Proche-Orient.

Certes, les États-Unis souhaitent une « conclusion rapide » des pourparlers israélo-arabes, a déclaré Michael McCurry, porte-parole du département d'État. « Mais je voudrais inciter à la prudence », a-t-il ajouté sans vouloir, pour autant, porter de jugement sur le fond.

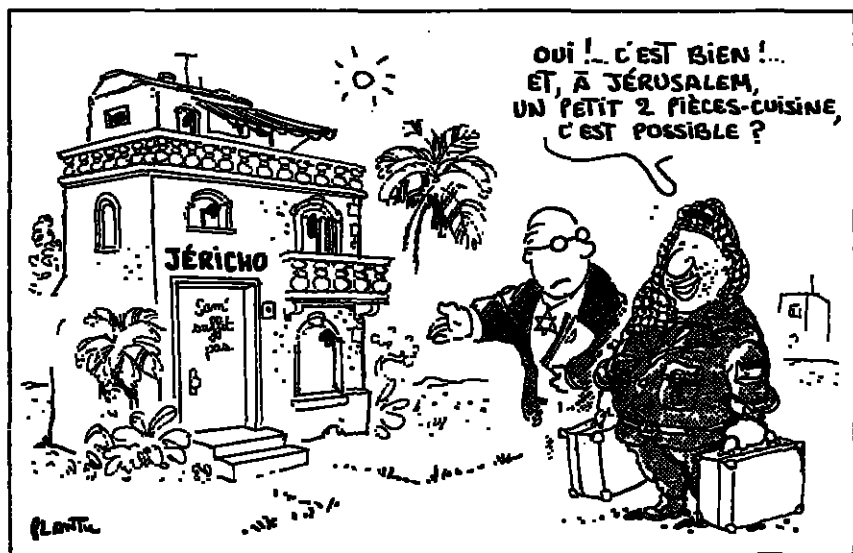
Au-delà du souci légitime de ne pas crier victoire avant un résultat tangible, faut-il déceler quelques réserves de l'adminis-

tration derrière la neutralité de ton observée à Washington ? A en croire de bonnes sources, la réaction américaine est mitigée. D'un côté, on se félicite de tout accord qui puisse faire avancer l'ensemble du dossier et avoir des répercussions positives sur le terrain. De l'autre, on éprouverait à tout le moins des doutes quant à l'option « Gaza-Jéricho d'abord ».

L'administration américaine serait sceptique sur la pertinence du choix de la bande de Gaza pour un premier essai d'autonomie. L'option est peut-être politiquement la plus aisée pour l'État juif : les Israéliens éprouvent peu d'attachement à l'égard de ce territoire.

Côté palestinien, l'affaire est plus problématique. Avec près d'un million d'habitants misérablement entassés sur une étroite bande de terrain, le long de la Méditerranée, avec un mouvement islamiste, le Hamas, partiellement actif et opposé à toute concession, avec des violences au quotidien sans égales en Cisjordanie, la bande de Gaza, ainsi incontrôlable par l'OLP, pourrait se révéler « le pire des choix » pour une première expérience d'autonomie.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 6



La BNP première privatisée

La Banque nationale de Paris sera la première grande entreprise privatisée, « dans quelques semaines, si les conditions de marché le permettent », a annoncé, mardi 31 août, le ministre de l'économie. Edmond Alphandéry a estimé que cette privatisation « aurait une signification très forte, compte tenu du rôle de la BNP dans l'économie française ».

Symbole

par Eric Leser

Pour la première privatisation de « grand style » du gouvernement Balladur, qui renoue ainsi avec les opérations de 1986 et 1987, la BNP représente un choix sans surprise, celui de la sécurité. Le passage du public au privé de la troisième banque française - dont les ancêtres, la BNCI et le Comptoir national d'escompte, avaient été nationalisés en 1945 - n'en a pas moins valeur de symbole. Le gouvernement veut réussir une opération exemplaire et d'importance.

Lire la suite et nos informations page 74

INITIATIVES

Sombres perspectives pour l'emploi

Outre les ouvriers et les employés, les cadres sont désormais touchés par le chômage et les jeunes diplômés en subissent les conséquences.

pages 21 à 32

SCIENCES • MÉDECINE

Psychiatrie de rue

Dans la capitale, la prise en charge de la maladie mentale s'enrichit de structures de proximité.

■ Mésopotamie : l'empire d'Akkad vaincu par la sécheresse.

page 11

La destruction du Boeing sud-coréen en 1983

De nombreuses ombres subsistent sur les conditions dans lesquelles les Soviétiques ont abattu, il y a dix ans, un avion civil de la KAL, provoquant la mort de 269 personnes.

page 4

La reprise du débat sur l'Europe

A moins d'un an des élections européennes, la majorité affiché, une nouvelle fois, ses divisions sur la conduite de sa liste, alors que les socialistes, dont le chef de file pourrait être Lionel Jospin, semblent gagnés par un certain « euroscepticisme ».

page 8

Les laissés-pour-compte du service militaire

L'armée de terre reconnaît, dans un rapport de son bureau de planification des ressources humaines, que ses appels sont des « citoyens de deuxième zone » par rapport à d'autres recrues.

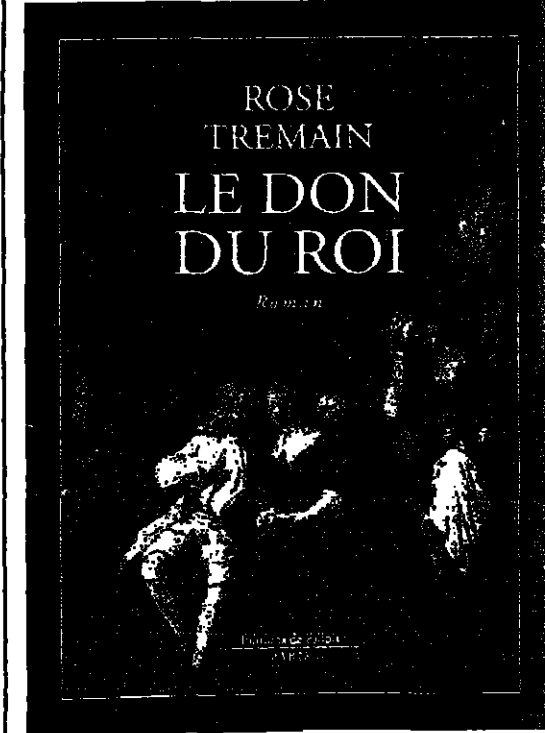
page 9

Wim Wenders, retour à Berlin

Dans *Si loin, si proche*, le cinéaste ranque avec les anges des Ailes du désir. Il s'explique de la difficulté à filmer un pays dont la réunification rassemble à « une erreur de montage ».

page 12

Le sommaire complet se trouve page 26



Grands succès de l'été

« Lâchez tout ! Abandonnez vos lectures en cours ! Précipitez-vous séance tenante sur *Le Don du Roi*, vous ne serez pas déçus : ce roman de 400 pages, bourré d'inventions, de folie, de fantaisie et doué d'une vie extravagante est proprement génial ».

ANNE WALTER «MARIE-CLAIRE»

Editions de Fallois
PARIS

DÉBATS

Loi Falloux

Attention, danger!

par Jean-Marie Girault

COMME il se devait, j'ai suivi de très près la discussion de la proposition de loi abrogeant la loi Falloux et autorisant les collectivités territoriales à participer aux dépenses d'investissement de l'enseignement privé lorsqu'elle est venue au Sénat les 29 et 30 juin.

Quoi que l'on pense légitimement de la mauvaise manière utilisée par les sénateurs socialistes, qui ont organisé l'obstruction à travers une pluie de trois mille cinq cents amendements, je crois que cette obstruction qui a empêché un vote identifié par le Sénat du texte voté par l'Assemblée nationale, c'est-à-dire à l'exclusion de tout amendement, même venu de la majorité sénatoriale, aura sans doute eu paradoxalement, rendu service au gouvernement et à la majorité qui le soutient.

En effet, le texte qui était proposé au vote des sénateurs n'est pas bon. Et si sa discussion doit être poursuivie au cours de la session ordinaire d'automne, sa rédaction doit être profondément modifiée, car le texte est à la fois mal rédigé, parfois imprécis, et surtout, s'il était adopté tel quel, de conflits dont notre majorité et l'enseignement privé porteraient la responsabilité, justifiée à mes yeux, devant l'opinion.

Je m'explique :

I. — En premier lieu, le fondement de la proposition de loi s'identifie, nous dit-on, à l'affirmation que l'enseignement public et l'enseignement privé doivent être, tendanciellement sinon totalement, traités sur un pied d'égalité. Je partage cette opinion, mais, dès lors qu'elle fonde la proposition de loi, ce n'est pas une faculté qui doit être donnée aux col-

lectivités territoriales en vue d'aider les investissements de l'enseignement privé, mais bel et bien une obligation.

En effet, dans la mesure où les collectivités territoriales sont tenues, dans le respect du principe de spécificité, d'assumer les investissements de l'enseignement public, il doit en être de même s'agissant de ceux de l'enseignement privé. A défaut, le risque est évident que d'une ville à l'autre, d'un département à l'autre, d'une région à l'autre, apparaissent des différences de traitement fondées sur des appréciations d'ordre politique ou financier conduisant nécessairement à établir en France un régime d'aide aux investissements d'enseignement privé qui se développerait à plusieurs vitesses.

Je ne suis pas sûr que le Conseil constitutionnel accepterait cette forme de discrimination, dont, s'agissant par exemple de raisons strictement politiques, la carte géographique peut d'ores et déjà être dressée. Affirmer pour la justifier que la proposition de loi respecte, en instituant une faculté, et non une obligation, la liberté des collectivités territoriales au nom des principes d'autonomie et de décentralisation revient à renoncer, sans le dire, à l'argument qui veut rapprocher les conditions d'existence de l'enseignement privé par rapport à celles qui sont faites à l'enseignement public, argument qui fut, durant les dix dernières années, l'inspiration de nos combats pour la liberté de l'enseignement.

II. — En deuxième lieu, la proposition de loi méconnaît implicitement mais à coup sûr le principe de

spécificité au nom duquel, c'est bien connu, les régions financent les lycées, les départements financent les collèges, les communes financent les écoles maternelles et primaires. Déjà, il y a environ un an, et alors qu'était examinée par la commission des lois du Sénat une proposition de loi de même nature, j'avais beaucoup insisté sur la nécessité de rappeler formellement le principe de spécificité.

Situations discriminatoires

Aujourd'hui, dans le texte tel qu'il est présenté au Sénat, ce principe est méconnu, car il ne s'agit pas d'une omission. On veut tout simplement permettre, par exemple, à une commune de participer à une dépense d'investissement pour un collège, investissant un département pour l'aide à la construction ou à la restructuration d'une école maternelle ou primaire, ou encore une région pour aider à la remise en état ou à la construction d'une école primaire ou d'un collège, etc.

Indépendamment de l'abandon du principe de spécificité — injustifiable en soi et peut-être constitutionnellement inacceptable puisque discriminatoire par rapport à l'enseignement public — on voit bien à quelles pratiques on aboutirait : d'une part, des marchandages continus entre collectivités territoriales favorables peu ou prou à l'enseignement privé, imposant par exemple la construction d'une école primaire dans une commune hostile à l'enseignement privé, etc. On assisterait à des situa-

tions discriminatoires entre des collectivités dites « pauvres » qui auraient du mal à assumer l'investissement sollicité par l'enseignement privé et d'autres qui, plus à l'aise, pourraient y faire face, sans parler de l'incitation aux financements croisés dont les effets pervers sont bien connus.

L'abandon du principe de spécificité n'est donc ni réaliste ni convenable. S'il est confirmé, il entraînera la guerre scolaire. Mais cette fois la responsabilité de cette situation devra être assumée par la majorité politique actuelle. Nous sommes loin, et, à certains égards, aux antipodes de ce que l'on appelait en 1984 la loi Savary.

III. — En troisième lieu, la détermination des critères, voire du plafonnement de l'aide envisagée est tout à fait imprécise, et l'exposé au Sénat de certains amendements proposés par les sénateurs socialistes est riche de réflexions à cet égard. Il n'est pas correct de laisser à un décret le soin de régler le cadre incertain dans lequel l'aide serait envisagée. De surcroît, la mécanique envisagée de se référer au coût des investissements consentis à l'enseignement public au cours des six exercices budgétaires précédents pour déterminer le plafonnement de l'aide à l'enseignement privé n'est pas réaliste.

En effet, selon les besoins formulés et rapportés à une telle période de six ans, cette mécanique ne peut de bon sens rendre compte de l'aide que l'enseignement privé peut légitimement attendre. Par exemple, dans un département qui a mené une

grande politique de restructuration, de création de collèges d'enseignement privé, l'aide à l'enseignement privé pourrait être élevée, tandis que, dans un département où une telle politique n'aurait pas été menée, l'enseignement privé qui se trouverait pénalisé par voie de conséquence.

Est-ce bijou ?

Péripétie de la session

Est-il, d'autre part, raisonnable de déterminer l'opportunité d'une aide à l'enseignement privé dans le cadre d'écoles maternelles ou primaires sans aucune référence à un schéma préalable d'administration ? En existe-t-il à l'échelle régionale pour les formations secondaires ? En effet, une aide telle que celle proposée à un bûche objectivement analysé. Or la position de loi est à cet égard totalement silencieuse. Elle esquive.

IV. — En quatrième lieu, le dernier article de la proposition de loi évoque un vrai problème qui mérite une réflexion approfondie. Dans l'enseignement public, on sait bien que la propriété des écoles, des collèges et des lycées, c'est-à-dire, dans tous les cas, des collectivités publiques. Dans le cas de l'enseignement privé, il s'agit d'associations, soit de sociétés immobilières, soit encore de personnes physiques. Il faut donc instituer un système de garantie sur lequel il faudrait très vite se prononcer. A cet égard, les formu-

lations de la proposition de loi sont tout à fait insuffisantes. L'octroi de fonds publics pour aider aux investissements d'enseignement privé vaut bien quelque rigueur.

Telles sont quelques-unes des réflexions que m'inspire ce débat. Je n'espère pas que le texte puisse rester en l'état ni revenir en discussion au Sénat lors de la session d'automne. Un renvoi en commission souhaité par le gouvernement et le rapporteur serait le bienvenu.

A écrire, franchement, je n'ai pas encore compris cette précipitation de fin de session au cours de laquelle certains ont voulu passer à force alors qu'il n'y avait le feu ni part. Je suis pour tout dire surpris que les responsables nationaux de l'enseignement privé, à l'égard desquels j'ai beaucoup de considération, se soient laissés entraîner à accepter la proposition de loi telle qu'elle va franchir les mois de l'été et telle qu'elle ne doit pas être maintenue.

La liberté de l'enseignement et son renforcement ne passent pas par la liberté de n'importe quel vote au prétexte qu'une majorité politique, au demeurant fortement incitée par un lobby pressant, s'y trouve disposée.

Ainsi est faite, et l'on voudra bien m'en excuser, ma fidélité au premier ministre, en qui j'ai grande confiance, et à l'enseignement privé. Jean-Marie Girault est sénateur du Calvados, maire de Cam (UDF-FR).

Affaires

Les infortunes de la vertu

par Raymond Jean

FIN (ou presque) de ce qu'on a appelé le feuilleton de l'été. Je connais, peu, Bernard Tapie, mais il m'arrive de le croiser dans les couloirs du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, où nous siégeons ensemble sous la houlette débonnaire et méridionale du président Gaudin.

Je voudrais lui dire qu'il a réussi cette performance de semer le doute dans mon esprit sur des notions aussi simples que le blanc et le noir, le oui et le non, le vrai et le faux, l'ubiquité et son contraire. Des notions pas simples d'un point de vue philosophique, s'entend. Mais du point de vue de la réalité quotidienne concrète, dans ce qu'elle peut avoir de plus élémentaire. A force de voir se multiplier les indices contradictoires sur cette fameuse affaire OM-Valenciennes, la canicule aidant au fil de la saison estivale, ma vue s'est brulée. Et la vérité aussi.

Peut-être d'ailleurs, pour penser comme Brecht, dans un monde où elle est si souvent absente, le mensonge est-il une vertu. C'est un ren-

versement dialectique qu'il faut considérer avec sérieux. Les écrivains le savent mieux que personne, pour qui le mot de fiction n'a que des résonances honorables. Pourtant dans cette affaire, il faut bien que la fiction soit d'un côté et la vérité de l'autre et j'avoue que certains jours l'esprit vacille légèrement, de ne plus savoir où placer la première et où repérer le second.

Cela aura été le grand dilemme des mois de l'été. Et aussi l'un de leurs authentiques apogées. Car la chasse à l'indice qui nous a amenés deux fois par jour devant nos écrans de télé, chaque matin et chaque soir devant notre journal, a eu un caractère d'indivisibilité, plaquant, pour notre curiosité, le feuilleton à battes de plusieurs longueurs Taggart, Tatou, Maigret et Navarro réunis. Et jamais le suspense n'a rebondi aussi bien que dans cette suite à tirons et à surprises.

Reste à savoir si le jeu (drôle de jeu !) en valait, comme l'on dit, la chandelle. À lire les interviews et déclarations de Bernard

Tapie, qu'il estime que non et est sincèrement convaincu que, à faire tant de bruit pour si peu de chose, l'on dépense de manière déshonorante. S'il entend dire, ça et là, à plusieurs reprises, sur le ton de l'ironie blâmée, qu'il s'agit en effet de très peu de chose, de très peu d'argent (pour ceux qui en ont beaucoup) et que ces pratiques dites, à grand fracas de vocabulaire, de « corruption » étaient, pour les initiés, banales et de monnaie courante (c'est le mot !).

Le prix de la démocratie

Qui s'en étonnerait ? Nous sommes dans un monde, chacun le sait ou le voit, où la logique du « marché » recouvre un à tous les domaines, tous les territoires de la vie, ce qui ne peut être autrement, car c'est une logique tentaculaire. Simplement, on aura constaté au fil des dernières années, que les domaines réputés les plus préservés, les plus protégés, y possèdent à leur

tour. Celui de la santé et de la vie humaine (sang contaminé). Celui de l'honneur compétitif et du fair play (sport). Celui, bien sûr, du loisir et du dimanche. Demain, peut-être, celui de l'amour, du sexe, de l'enfance, de la famille, de la vie la plus intime, si ce n'est déjà fait. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir déferler la vague.

Devant ce déferlement, il faut bien que certains défendent la vertu. Je ne parle pas de la vertu, énergie civique et virile à la romaine. Ce serait plutôt vous qui, en un sens, l'incarneriez, cher Bernard Tapie. Je n'oublie pas que vous avez été un ministre de la Ville dévoué et efficace. Et surtout que vous avez été un des rares à avoir assez de voix et de ton pour affronter Jean-Marie Le Pen dans un beau match que vous avez gagné sans dessous de table. Vous avez d'ailleurs des supporters en de multiples lieux, dans la foule de la Canebière comme sur les sommets, et même du côté de Marguerite Duras.

Non, je parle de la vertu toute nue, toute simple, que s'obstinent à défendre certains magistrats et cer-

tains journalistes. Peut-être a-t-on un peu trop et ressemblent à ces parents qui nous traquaient quand nous étions enfants, en nous montrant du doigt et en nous disant qu'il était très vilain de mentir, comme si cela ne leur avait jamais été par le passé. On ne peut pas tout à fait dire que les premiers faussaires, cela pour méditer leur figure et les seconds pour vendre du papier ou des images, certes la vertu n'est pas un compte. En outre, on sait depuis longtemps qu'elle ne gagne rien, en politique, à devenir trop puritaine et que les usages n'ont pas intérêt à devenir déshabillés. On ne saurait toutefois reprocher aujourd'hui de faire au grand jour ce qui se faisait trop souvent dans l'ombre et de mettre au jour les dessous de table des hommes ou non. A condition que ce public de voir si elles sont bises ou non. A condition que ce public ne soit pas une « meute » : les métaphores canines se sont beaucoup répandues ces derniers temps sur ceux qui défont et défont l'union. Il serait préférable qu'elles se réfèrent pas à une réalité.

L'embarras du choix

Le harcèlement n'est jamais une chose souhaitable, pour qui ce soit, et je conçois que, certains jours, du point de vue de l'individu, on en envie de larguer (mais pas de jeter à l'eau !) tout ce qui pouvait être ressenti par vous, vos proches, votre femme, vos enfants, comme une excessive « traque ». C'est sans doute le prix, pour les personnalités du domaine public (comme on dit en littérature), de la démocratie aujourd'hui. Mais on peut tout de même prendre comme un progrès que la justice ne mette plus au pilori les seuls petits et moyens délinquants, prévenus ou témoins, réservant sa discrétion et sa courtoisie aux grands.

Justice ? Démocratie ? On prononce ces mots aujourd'hui à une cadence répétitive qui doit bien traduire un malaise dans cette France molle. Sans doute pour les raisons indiquées plus haut. Mais quelques réflexions me viennent à ce propos sur la carrière politique de Bernard Tapie. Je me suis longtemps demandé ce qui avait pu le rendre si rapide et fulgurant, en dehors, bien sûr, du talent et des aptitudes personnelles dont je parlais tout à l'heure. J'ai compris. C'est probablement sa capacité de « reprendre » d'affaires.

Il y a tant de partis politiques à « reprendre » aujourd'hui, qu'il

n'avait que l'embarras du choix. Il a opté pour les radicaux de gauche. Mais, avec un peu d'audace, il aurait pu reprendre le Parti communiste. Avec un peu de cran, le Parti socialiste. Peut-être même les écologistes. C'est la gauche tout entière qui est une affaire en faillite. Et il est évident que les affaires en faillite appellent des initiatives hardies : pour le meilleur comme pour le pire.

On verra bien. Mais, que Bernard Tapie soit là, en permanence, sur le devant de la scène publique, qu'on ait parlé de lui tous les jours, tout au long de cet été, me paraît symptomatique de notre temps. Toutefois, à la raison de penser que maintenant le jeu a trop duré. Quand on regarde chaque soir, à la télévision, les images de honte, d'horreur et de sang qui viennent de certaines parties du monde, on se dit qu'il n'est pas possible de continuer, sans une totale indécence, à se passionner pour le petit feuilleton français de l'été.

Raymond Jean est sénateur du Calvados (PS) et conseiller régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 820 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0183-2019

PRINTED IN FRANCE

Imprimé aux Éditions du Monde

12, rue M. Gambetta, 94822 Ivry-Paris Cedex

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 208.808 F

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cressat

Membres du comité de direction :

Jacques Gélis

Isabelle Tardieu

15-17, rue du Calvados-Pierre-Aria

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-77

Téléc : 40-65-71-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-50-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-50-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif

FRANCE

SUISSE, BELGE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

3 536 F 572 F 790 F

6 1 036 F 1 123 F 1 560 F

12 1 890 F 2 066 F 2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Vous faire parvenir l'obligation d'adhésion tous les ans

301 MON 01

PP-Paris RP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 820 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0183-2019

PRINTED IN FRANCE

Imprimé aux Éditions du Monde

12, rue M. Gambetta, 94822 Ivry-Paris Cedex

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 208.808 F

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cressat

Membres du comité de direction :

Jacques Gélis

Isabelle Tardieu

15-17, rue du Calvados-Pierre-Aria

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-77

Téléc : 40-65-71-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-50-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-50-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif

FRANCE

SUISSE, BELGE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

3 536 F 572 F 790 F

6 1 036 F 1 123 F 1 560 F

12 1 890 F 2 066 F 2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Le conflit en Bosnie

Le rapport de M. Mazowiecki constate que la situation s'est « dramatiquement détériorée » à Sarajevo

Tadeusz Mazowiecki, ex-premier ministre polonais, désigné en février par la Commission des droits de l'homme de l'ONU rapporteur spécial pour enquêter sur la situation des droits de l'homme en ex-Yougoslavie, a rendu public, lundi 30 août, son dernier rapport consacré à la mission qu'il a effectuée à Sarajevo ce mois-ci, constatant que les conditions de vie se sont « dramatiquement détériorées » depuis sa mission précédente, en octobre 1991.

GENÈVE

de notre correspondant

La pénurie d'électricité a eu pour effet indirect la réduction drastique de l'alimentation en eau, mais aussi la baisse du volume de l'approvisionnement en vivres, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'étant vu obligé de remplacer dans ses convois les denrées alimentaires par du combustible dans une proportion de 70 %. Le HCR déplore, selon le rapport, que le cinquième de ce qui reste et qui est destiné aux civils soit détourné au profit des forces armées ou du marché noir.

Le HCR affirme cependant que les rations quotidiennes de nourriture sont de l'ordre de 380 grammes par personne, mais les organisations de secours locales estiment que le chiffre de 150 grammes serait plus proche de la réalité. Malgré les défaillances constatées par le rapporteur spécial, celui-ci se félicite de « l'effort notable de coopération » et de l'efficacité des quatre principales organisations (Médecins du monde, Caritas, Benevolencia, représentant respectivement les communautés musulmane, serbe, croate et juive) grâce

auxquelles l'aide alimentaire est « équitablement répartie parmi la population ».

Il reste, toujours selon le rapport, que ce sont les catégories les plus défavorisées et vulnérables de la population de la ville assiégée qui souffrent le plus de la situation actuelle : malades, infirmes, femmes enceintes ou mères de nourrissons. L'hôpital central de Sarajevo (hôpital Kosevo) a été bombardé à 176 reprises, alors qu'il est parfaitement reconnaissable depuis les positions serbes. Cet établissement, de même que tous les autres services médicaux, court des risques particulièrement graves du fait des coupures d'électricité : à l'hôpital de Dobrinja (quartier de Sarajevo particulièrement touché par les combats), les opérations se font à la lumière des bougies. Le manque d'eau augmente les risques d'épidémie : déjà 2 000 cas d'entérococcite ont été relevés au cours du premier semestre de cette

année (ils étaient au nombre de 76 pour la période correspondante de l'an passé), et ce n'est là qu'un exemple. M. Mazowiecki évoque, en outre, le terreur que font régner les tirs isolés, ainsi que les arrestations arbitraires. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), entre 150 et 200 personnes ont été arbitrairement arrêtées par le gouvernement bosniaque et autant dans la partie de la ville contrôlée par les Serbes.

En conclusion de son enquête, le rapporteur de l'ONU demande que certaines mesures « intermédiaires » soient prises impérativement et sans délai dans chacun des domaines où il signale des violations des droits de l'homme, si l'on veut qu'un jour « la tragédie de Sarajevo approche de sa fin ». Il recommande, notamment, entre autres, que les tireurs isolés soient jugés pour crimes de guerre.

ISABELLE VICHNIAC

Les négociations de Genève reprennent dans un climat de pessimisme

Les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ont repris, mardi 31 août, en présence des responsables politiques des trois communautés bosniaques — musulmane, serbe et croate. Sont également invités les présidents croate et serbe, Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic. Cette nouvelle session s'ouvre alors que seuls les Serbes ont accepté inconditionnellement le plan international de partage du pays en trois Républiques unies au sein d'une confédération aux liens très lâches.

actuelles. « Rien ne sera facile à Genève, mais notre délégation fera tout ce qu'elle peut pour que la Bosnie reste un pays où personne ne sera humilié du fait de sa nationalité, de sa religion ou de ses opinions politiques », a-t-il ajouté.

De son côté, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a renouvelé ses menaces : « Si les Musulmans acceptent de signer le plan, sinon ils risquent de tout perdre. » Il a insisté, a-t-il poursuivi, de perdre un Etat musulman du fait des événements, et non pas de notre fait. S'ils continuent à se battre, la Bosnie pourrait être en fait divisée en deux parties seulement (serbe et croate).

Dans les milieux de l'ONU à Genève, on estime que toute tentative pour redessiner la carte de la future Bosnie est « périlleuse ». « Tout le monde connaît le danger consistant à renégocier les mesures équilibrées », des modifications mineures sont possibles, mais « il n'est pas possible que quelqu'un entre dans la salle avec toute une liste de demandes ».

Par ailleurs, le président Bill Clinton a rappelé que les Etats-Unis étaient prêts à s'engager dans une force multinationale de maintien de la paix en Bosnie si un règlement juste est trouvé, s'il est soutenu par le gouvernement bosniaque et s'il est applicable. — (Reuters)

La Russie retire ses dernières troupes de Lituanie

Après une longue partie de bras-de-fer entre Moscou et Vilnius, le président lituanien, Algirdas Brazauskas, a confirmé que les derniers soldats russes quitteraient son pays le mardi 31 août.

MOSCOU

de notre correspondant

Tout est bien qui finit bien ? Le président lituanien, Algirdas Brazauskas, a annoncé, lundi 30 août, à ses compatriotes une « bonne nouvelle » : une « cérémonie d'adieu » serait organisée dès le lendemain pour le départ des dernières troupes russes du territoire national. M. Brazauskas venait d'avoir un entretien téléphonique avec Boris Eltsine, au cours duquel un « compromis » avait été trouvé. Les troupes (environ 2 400 hommes) partiraient à la date initialement prévue, les négociations sur les « compensations » auraient lieu plus tard, et la rencontre entre les deux présidents, reportée à deux reprises, pourrait se tenir à la mi-septembre. M. Brazauskas ajoutait quelques paroles « chaleureuses » à l'intention de « la démocratie russe naissante », et des « dirigeants de ce grand pays ». En écho, le ministre russe des affaires étrangères confirmait qu'un accord sur le retrait des troupes avait été conclu et, un peu plus vaguement, qu'il serait « prochainement mis à exécution ».

Le chaud et le froid

Oublié donc, apparemment, le coup de colère des dirigeants russes, vieille d'à peine plus d'une semaine, du même ministre des affaires étrangères affirmant que la Russie se considérait comme « libérée de ses engagements », et informait la Lituanie « en temps utile » de ses intentions concernant la présence de ses troupes. Oubliés aussi, — mais cela sera plus difficile, dans un pays occupé en 1940 et soviétisé de force aux termes du pacte germano-russe, — les propos, certes, généralistes du porte-parole de la présidence russe, M. Kostikov, selon laquelle la Lituanie appartenait à la « zone géopolitique d'intérêt de la Russie », et ferait bien de se souvenir qu'elle avait bénéficié des apports « matériels et intellectuels » de cette même Russie.

Le subit raidissement russe se présentait comme une réaction aux exigences de « compensations » avancées par les Litoniens. Les autorités

de Vilnius, tout en admettant avoir fait preuve de « maladresse », avaient pourtant plusieurs fois affirmé que le chiffre de 146 milliards de dollars mentionné devant la presse par un membre de leur délégation n'avait jamais figuré dans aucun de leurs documents officiels. Du côté russe, tout en soulignant avec ironie l'énormité de la somme réclamée, on insistait surtout sur une question de principe : il n'est pas question de reconnaître une quelconque faute, une quelconque responsabilité. La Russie, qui se considère à certains égards comme la seule héritière légitime de l'URSS (quand il s'agit des armes nucléaires, ou des biens matériels à l'étranger), refuse par contre d'assumer son passé « totalitaire ». Dans le cas des pays baltes, cette position de principe s'enracine d'ailleurs dans des motivations plus profondes : la majorité des Russes, qu'ils soient « démocrates » ou « conservateurs-nationalistes », sont toujours persuadés que ces petits pays doivent beaucoup à une Russie qui sans doute les a engoulés, mais les a ensuite libérés de l'occupation allemande.

En pratique pourtant, la position de Moscou, tout spécialement à l'égard de la Lituanie, où la minorité russe, relativement peu nombreuse (moins de 10 % de la population), n'a pas de griefs particuliers, était difficilement tenable. Les Etats-Unis avaient fait connaître leur mécontentement, les Européens avaient entrepris des démarches de conciliation. De plus, la prochaine arrivée, le 4 septembre, du pape à Vilnius — la première visite du chef de l'Eglise catholique dans un pays de l'ex-URSS — constituait une raison supplémentaire de faire place nette pour ne pas s'exposer à des commentaires embarrassés.

Restera à mener à bien l'évacuation des deux autres pays baltes (Estonie et Lettonie), où le processus est bloqué, Moscou posant des exigences concernant le statut des fortes minorités russes. Le régime de la douche écossaise subi par les Litoniens inciterait-ils les dirigeants estoniens et lettons à considérer que ces salves de menaces périodiques (« La Russie a les moyens de rappeler ») à l'Estonie « certaines réalités géopolitiques et démographiques », déclarait fin juin Boris Eltsine) ne sont qu'un rideau de fumée destiné à calmer les « nationalistes » russes ?

JAN KRAUZE

Les cinquante ans du quotidien « Oslobodenje »

Oslobodenje, le seul quotidien de Sarajevo qui ait continué à paraître sans un seul jour d'interruption malgré dix-sept mois de guerre, a fêté lundi 30 août, avec un peu d'avance, le 50^e anniversaire de sa création. Dans l'immeuble du journal, en grande partie dévasté par l'artillerie des forces serbes, le directeur de la rédaction, Kemal Kurupahic, a indiqué : « Mon équipe et moi sommes fiers d'avoir maintenu le journal en vie pendant dix-sept mois de siège et d'avoir pu continuer à travailler dans ces conditions, en manquant de papier, d'électricité, d'eau, de fournitures essentielles », rapporte l'AFP. Malgré un vaste soutien international, tous les problèmes techniques d'Oslobodenje ne sont pas encore résolus, le principal étant

que la fourniture de papier « n'est toujours pas régulière », a ajouté M. Kurupahic. Pour cette raison, le journal ne tire qu'à 5 000 exemplaires, alors que la demande se situe autour de 25 000.

A l'occasion de cet anniversaire, le Monde et d'autres journaux français soutiennent la parution d'un disque compact édité par l'AFP et Reporters sans frontières, au profit d'Oslobodenje (1). Ce Journal de guerre en français de Zvezko Dizdarevic est une chronique de Sarajevo assiégée par le « rédacteur en chef de guerre » du quotidien bosniaque.

(1) Journal de guerre, 90 francs franco de port. Les chèques bancaires à l'ordre de Reporters sans frontières/Oslobodenje sont à adresser à RSF, 17, rue de l'Abbaye, 92015 Nanterre.

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

La police craint la constitution d'un « réseau national » néonazi

Eckart Werthebach, directeur des services de sécurité intérieure allemands a estimé, dimanche 29 août, lors d'un entretien avec la chaîne de télévision publique ZDF que des « stratégies d'alliances d'action » se dessinent pour la première fois entre les dizaines de mouvements qui composent la nébuleuse néonazie dans le pays. « Ce sont les premiers pas vers [la création d'] un réseau (...) L'objectif est de constituer un front uni », a-t-il souligné. Un nouvel incendie xénophobe a été commis lundi à Ider-Oberstein, dans l'Ouest, contre une maison dont l'occupant, un Afghan, a été légèrement blessé. Enfin, des croix gammées ont été gravées samedi sur des stèles du camp de concentration de Sachsenhausen, également dans l'ex-RDA, après une centaine de tombes d'un cimetière juif à Wernitz, dans le Sud-Ouest. — (AFP, Reuters)

CENTRAFRIQUE

La coopération entre Paris et Bangui devrait reprendre prochainement

« Dès lors que le processus démocratique aura bien repris son cours », la France « rétablira sa coopération avec la République

centrafricaine », a indiqué à Paris le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Richard Dugué, lundi 30 août, au lendemain de la suspension de la coopération française (le Monde du 31 août). Le haut représentant spécial de la France en Centrafrique, Michel Lunven, a pour sa part indiqué lundi que « la reprise de la coopération entre Paris et Bangui ne saurait tarder ». De leur côté, les sept candidats d'opposition à l'élection présidentielle du 22 août ont rendu hommage, dans un communiqué, « au peuple centrafricain pour son courage et son sens élevé des responsabilités, ainsi qu'au gouvernement français pour la justesse de sa position qui a permis d'éviter à la République centrafricaine un drame inutile ». Les résultats des élections présidentielle et législatives du 22 août, qui auraient dû légalement être rendus publics lundi, devaient l'être finalement mardi. — (AFP)

CHINE

Un journaliste condamné à la prison à vie

Un journaliste de l'agence officielle chinoise Chine nouvelle a été condamné, lundi 30 août, à la prison à vie pour « vente de secrets d'Etat à l'étranger ». Wu Shishan est accusé d'avoir copié et transmis — contre environ 5 000 francs — à une journaliste du quotidien de Hongkong en langue chinoise Express le discours que devait prononcer, quelques jours plus tard, le secrétaire général du Parti communiste, Jiang Zemin, devant le XIV^e congrès du PCC en octobre

1992. Un autre journaliste, Ma Tao, avait déjà été condamné à six ans de prison pour avoir donné ce texte à sa concubine de Hongkong, qui avait elle-même été détenue pendant une semaine avant d'être expulsée. — (UPI, AP, AFP)

MAROC

Hassan II a inauguré la grande mosquée de Casablanca


Hassan II a inauguré, lundi 30 août, la grande mosquée de Casablanca qui porte son nom (le Monde du 29-30 août), en dévoilant une plaque commémorative, puis en accomplissant la prière du soir, en présence notamment de plusieurs personnalités étrangères. Le roi avait à ses côtés les présidents gabonais, guinéen et malien, Omar Bongo, Lansana Conté et Alpha Konaré, ainsi que le premier ministre libanais, Rafic Hariri, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Méguid. La cérémonie s'est achevée sur l'intervention d'une femme, Amina Mrini, qui avait remporté le quatrième prix d'un concours de poésie organisé à l'occasion de l'inauguration de la mosquée. Elle a lu un poème dans la salle de prières réservée aux hommes. Le roi a justifié cette antenne à la coutume en rappelant que le prophète Mahomet adorait écouter les écrits de la grande poétesse al-Khansa, avant de rendre hommage « non seulement à la femme marocaine mais aussi à la femme arabe et musulmane ». — (AFP)

EN BREF

■ ESPAGNE : la direction de l'ETA n'est pas en France, selon le Parti nationaliste basque. — Le président du Parti nationaliste basque (PNV, nationaliste modéré), Xabier Arzalluz, a déclaré, dimanche 29 août, que l'organisation indépendantiste basque ETA est « finie », qu'elle se trouve actuellement « sans ligne de conduite » et « sans leadership défini ». « La direction de la bande n'est pas à Paris mais de ce côté de la frontière », a-t-il précisé. La semaine dernière, le vice-ministre de l'intérieur du gouvernement autonome basque, José Manuel Mariarena, avait affirmé que les nouveaux dirigeants de l'ETA se cachaient

dans la capitale française (le Monde du 26 août). — (AFP) ■ GRÈCE : un proche de M. Mitsotakis inculpé dans une affaire d'écoutes téléphoniques. — Nikos Gryllakis, ancien proche conseiller du premier ministre grec, Constantin Mitsotakis, a été inculpé, lundi 30 août, dans une affaire d'écoutes téléphoniques. M. Gryllakis, général en retraite qui, jusqu'à la semaine dernière, était conseiller à la sécurité du parti au pouvoir, la Nouvelle démocratie (conservateur), est accusé d'avoir monté une opération d'écoutes téléphoniques visant des hommes politiques de l'opposition socialiste et des rivaux de M. Mitsotakis au sein de son

propre parti de 1988 à 1990. — (Reuters) ■ TURQUIE : Mesut Yilmaz réélu à la tête du Parti de la mère patrie. — Le Parti de la mère patrie (ANAP), principal parti d'opposition turc, a réélu à sa tête Mesut Yilmaz, ancien ministre de l'intérieur, qui le dirige depuis deux ans, au terme de son quatrième congrès, qui s'est réuni, samedi 28 août, à Ankara. M. Yilmaz était le seul candidat à sa propre succession à la présidence du parti fondé par Turgut Ozal, président de la République récemment décédé. Les prochaines échéances électorales, pour lesquelles M. Yilmaz doit préparer l'ANAP, devraient être les municipales, prévues pour 1994. — (AFP)



MICHEL RIO
LE PRINCIPE D'INCERTITUDE

ROMAN SEUIL

EDITIONS DU SEUIL

Le Monde

Rédaction : 11, rue de la Harpe, 75004 Paris
 Téléphone : 01 44 61 61 61
 Abonnements : 11, rue de la Harpe, 75004 Paris
 Téléphone : 01 44 61 61 61
 Distribution : 11, rue de la Harpe, 75004 Paris
 Téléphone : 01 44 61 61 61

ASIE

Le mystère du vol 007

De nombreuses ombres subsistent sur la destruction du Boeing de la KAL, drame de la guerre froide qui fit, il y a dix ans, 269 victimes

18 h 25 : 11 : Je me rapproche de l'objectif. Je suis en verrouillage.
18 h 25 : 46 : Z. O. [têtes de missiles verrouillées].
18 h 26 : 20 : J'ai exécuté le lancement.

18 h 26 : 22 : L'objectif est détruit.

18 h 26 : 27 : Je romps l'attaque.

18 h 26 : 33 : Quelles sont mes instructions ?

La diffusion, le 6 septembre 1983 par les Américains, de cette conversation du lieutenant-colonel Osipovitch, fit froid dans le dos au monde entier. Elle décrivait, dans le style télégraphique militaire, la destruction en temps de paix d'un Boeing 747 de la compagnie sud-coréenne KAL par un SU-15 soviétique, une semaine plus tôt. Le vol 007 avait disparu le 31 août dans le crépuscule arctique à proximité de l'île de Sakhaline, après s'être longuement écarté d'un plan de vol qui devait le mener d'Anchorage, en Alaska, à Séoul. Il y avait 269 passagers et membres d'équipage à son bord. Aucun ne survécut.

Les réactions d'indignation furent immédiates. Le président américain Reagan, qui avait «diabolisé» l'URSS, décréta des sanctions limitées contre Moscou, qui se retrouva mise au ban des nations. C'était trois ans et demi après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, et alors que Ronald Reagan s'apprêtait à se lancer dans son rêve de «guerre des étoiles». La tension Est-Ouest, quelques mois après la mort de Brejnev, était à nouveau à son comble.

Les justifications soviétiques, inscrites dans leur traditionnelle langue de bois, ne firent qu'envenimer les choses. Alors que les familles se demandaient comment, et surtout pourquoi, leurs proches avaient été tués froidement, Moscou «rejetait l'entière responsabilité» de l'incident sur les Etats-

Unis accusés d'avoir exposé sciemment les passagers à un danger mortel en envoyant le vol 007 violer l'espace aérien soviétique, tandis que ses généraux s'en tenaient au manuel pour justifier ce qui apparaissait aux yeux de tous comme un crime commis de sang-froid. Comment pouvait-on comparer une erreur de cap, même grave, commise par un équipage indolent, avec l'acte de destruction ordonné à Gueennadi Nikolaïevitch Osipovitch ?

Cérémonie funèbre à Sakhaline

Dix ans plus tard, après de multiples polémiques et péripéties et deux enquêtes aux résultats fort différents de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), l'heure de départ de l'avion et le nombre de victimes semblent être les deux seuls éléments sur lesquels tout le monde s'accorde. Car, après les accusations américaines selon lesquelles l'appareil avait été délibérément abattu après s'être écarté de plusieurs centaines de kilomètres de sa trajectoire et l'aveu, par Moscou, que ses aviateurs avaient ouvert le feu, les choses se sont compliquées. On en serait sans doute resté là sans l'effondrement de l'ex-URSS - qui a délié bien des langues - et sans l'obstination de deux hommes, un ex-pilote français, Michel Brun, et un ancien diplomate américain, John Keppel (le Monde du 1^{er} mars 1990).

Et l'histoire se serait achevée sur les excuses soviétiques. Puis par l'inauguration d'un monument et des cérémonies religieuses, mercredi 1^{er} septembre au port de Nevelsk, à Sakhaline et en pleine mer, près de l'île de Moneron où, selon les Américains, le vol 007 se



serait abîmé dans les flots après avoir été touché par un ou deux missiles. Une cérémonie en partie patronnée par le quotidien moscovite *Izvestia*, qui n'a pas peu contribué à éclaircir l'affaire par une longue enquête publiée en 1991.

Pourtant, que n'a-t-on pas écrit sur ce mystérieux et dramatique vol ! Et alors que toutes les parties concernées paraissent vouloir oublier une affaire dont elles ont tenté, les unes et les autres, de tirer profit. Que ce soient les Américains, qui ont reconnu qu'un de leurs avions-espions RC-135 (1) se trouvait dans les parages ; les Russes, divisés entre ceux qui veulent minimiser leurs responsabilités et ceux, plus pragmatiques, qui sont prêts à avaliser la théorie américaine pour en finir ; les Sud-Coréens, qui n'ont guère envie que

l'on s'étende sur les erreurs de navigation du capitaine Chun Byong-in et d'un équipage que l'on a dit assoupi en raison de rotations infernales. Enfin, les Japonais, dont le rôle dans ce drame ne cesse d'être dénoncé.

Eux qui, avec les Américains, avaient les meilleurs moyens de savoir ce qui s'était passé à proximité de leur territoire, dont les révélations, directes ou indirectes, avaient contribué à fragiliser la thèse de Washington, et qui, aujourd'hui, selon de bonnes sources, tenteraient de récupérer les documents disponibles. N'auraient-ils pas essayé de dégrader discrètement, par ces révélations, leur responsabilité sur le dos des Américains ?

Un travail de bénédictin

Dans son ultime rapport, daté du 14 juin, l'OACI est revenue sur son enquête précédente, accablante pour l'URSS, en reconnaissant que «la proximité du RC-135 et du 007 a provoqué une confusion et conduit l'URSS à penser que l'appareil qui se dirigeait vers l'URSS était un RC-135». Elle ajoutait néanmoins qu'il n'y a pas eu d'efforts exhaustifs de la part de l'URSS pour identifier l'appareil intrus alors que des doutes subsistent sur son identité, enfin que l'équipage ne se livrait pas à l'espionnage mais qu'il a été victime d'une erreur de navigation. Philippe Rochat, secrétaire général de l'OACI, nous a affirmé que les documents fournis par les différentes parties concordent et étaient donc authentiques ; sinon «il faudrait qu'il y ait eu une manipulation concertée par plusieurs Etats et sources», ce qu'il exclut. Pour lui, l'incident est clos.

Quand Michel Brun et John Keppel ont mis le nez dans l'affaire du vol 007, ils ne savaient sans doute pas dans quel guépier

ils se fouraient. D'abord dans l'indifférence générale, voire une certaine suspicion, ils se sont livrés à une étude minutieuse des conversations des pilotes, à la comparaison de leur trajectoire, à l'analyse des débris retrouvés et des courants qui les avaient portés, ce qui leur a permis d'affirmer que certains de ces débris n'appartenaient pas au 747, mais à des appareils militaires. Ils ont utilisé la compétence de laboratoires, des informations précieuses de sources japonaises, et surtout un travail de bénédictin pour aboutir à une théorie surprenante, dérangeante.

«Guerre des nerfs»

Nous avions reçu Michel Brun, au début de 1990, au Monde, avec scepticisme, jusqu'à ce qu'il étale sur le bureau une masse de pièces à conviction, qu'il a continué à étayer depuis lors. Il en ressortait que l'avion de la KAL ne se serait pas abîmé au large de Moneron, mais bien plus au sud dans la mer du Japon, et trois quarts d'heure plus tard, selon des écoutes japonaises. En témoignaient aussi les débris recueillis qui, suivant les courants allant du sud vers le nord dans le secteur seraient remontés vers l'île de Hokkaido, alors qu'il leur était impossible de descendre vers le nord, venant de Moneron.

Plus intéressant encore, le vol 007 aurait malencontreusement pénétré dans un véritable nid de guêpes, arrivant dans une zone des plus sensibles de la défense soviétique en même temps qu'un avion-espion américain, et alors que l'US Air Force s'y montrait très active. L'incident aurait été «plus grave» - à en croire les écoutes de pilotes soviétiques - que le 4 avril précédent, alors que des appareils américains avaient violé l'espace aérien sibérien près de Zeleny, dans les Kouriles.

Michel Brun aurait ainsi dépisté une dizaine d'avions intrus ; une partie aurait été abattue par la chasse soviétique, dont de nombreux appareils auraient été mobilisés. Ce qui expliquerait les incohérences des bandes d'enregistrement dont il affirme qu'elles ont été profondément expurgées et modifiées, par les Soviétiques comme par les Américains.

Osipovitch aurait donc pu abattre le RC-135, et non le Boeing 747. Ce qui expliquerait pourquoi, après être présenté en public et félicité, il fut - selon les *Izvestia* - ulcéré de voir la médaille lui échapper au profit d'un compagne de vol. Le quotidien moscovite a retrouvé le lieutenant-colonel, qui a pris sa retraite dans le sud de la Russie, où il s'adonne à la culture des fraises. Il explique que, pour lui, «1983 fut une année difficile, une constante guerre des nerfs, les Américains ayant développé leurs activités d'espionnage dans la région».

SRI-LANKA

Une purge aurait eu lieu chez les «Tigres» tamouls

Un important commandant de la guérilla tamoule aurait été arrêté dans le cadre d'une lutte pour le contrôle du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) a assuré dimanche 29 août, un porte-parole des forces srilankaises. Gopalswamy Mahendrarajah, ex-n°2 du LTTE, aurait été arrêté début août dans la partie du pays qui contrôlent les rebelles, sur ordre du «chef suprême», Velupillai Prabhakaran.

Une centaine de ses partisans seraient aussi détenus. M. Mahendrarajah avait mené des pourparlers de paix avec le gouvernement de Colombo. Des rebelles tamouls luttent depuis 1983 pour obtenir l'indépendance du nord et de l'est du Sri Lanka. Le LTTE aurait, par ailleurs, proposé un plan de paix en vue de mettre fin à la guerre civile, écrit mardi le «journal officiel» *Daily News*. Le ministre du tourisme, M. Thondaman, chef d'une importante communauté tamoule vivant au centre de l'île, a eu de longs entretiens avec des dirigeants du LTTE en Europe. Il s'est dit prêt à se rendre dans le bastion tamoul de Jaffna pour discuter avec les dirigeants rebelles. Les Tamouls sont environ

deux millions et demi, sur un total de dix-sept millions de Sri Lankaïses. En dix ans, ce conflit a fait 30 000 morts. Enfin, une canonnière srilankaise a sombré le 29 août à la pointe nord du pays après avoir été attaquée par un commando suicide tamoul. Les douze hommes d'équipage, dont quatre officiers, sont portés disparus. - (Reuters)

■ CAMBODGE : réunion des dirigeants khmers à Pyongyang. - Le président de l'Assemblée constituante cambodgienne, Son Sann, ainsi que les co-premiers ministres Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh, ont rencontré le prince Norodom Sihanouk, lundi 30 août, à Pyongyang, a indiqué l'agence nord-coréenne KCNA. M. Son Sann devait remettre deux projets de Constitution au prince Sihanouk, chef de l'Etat cambodgien. L'un de ces projets confère de larges pouvoirs au président, l'autre projet est fondé sur la Constitution de 1947 qui, s'il est adopté, rétablirait une monarchie constitutionnelle. - (AFP)

L'enquête des *Izvestia* est dans le style du journalisme d'investigation. Mais elle ne va pas jusqu'au bout des explications des causes du drame. Dans cette région où souvent les boussoles s'affolent, à proximité directe des Etats-Unis, les Soviétiques avaient accumulé un arsenal offensif - sous-marins et missiles nucléaires, avions... - et défensif (radars...). La présence d'un avion civil coréen avait toutes les chances d'activer leurs systèmes de défense, dont les avions-espions américains à proximité pouvaient ainsi détecter les caractéristiques ultra-sécrètes.

Au contraire, l'errance du 007 plaçait l'état-major soviétique dans une situation impossible : non seulement sa couverture radar s'était montrée incapable de suivre tout le trajet de l'avion, mais il semble bien que la somnolence ou l'état d'ébriété de nombreux servants y ait aussi été pour quelque chose. Pour ne pas perdre la face, il fallait donc réagir, et fort.

Depuis, alors que les principaux protagonistes auraient bien voulu que l'affaire se classe, MM. Keppel et Brun ont poursuivi leur enquête. Moscou s'est excusé. Se rendant à Séoul en novembre 1992, Boris Eltsine a remis aux Sud-Coréens les «boîtes noires» du 747. Mais elles étaient tellement trafiquées qu'elles étaient devenues inexploitable. Malveillance des militaires qui auraient caviardé les bandes avec un rasoir électrique ou toujours ce maudit alcool ?

Finalement, Moscou a donné en janvier à l'OACI une ultime copie des bandes contenues dans les boîtes noires qui ont été analysées dans un laboratoire français. C'est de cette analyse qu'est tiré le rapport de l'Organisation, qui semble satisfaire tout le monde (2). Sauf, encore, MM. Brun et Keppel, qui n'y voient qu'une volonté de camoufler une réalité peu reluisante au travers d'enregistrements qu'ils qualifient de «véritable patchwork» tiré d'au moins sept documents différents. Un point de vue qui, curieusement, ne suscite guère de réactions des intéressés. Les 269 passagers du vol 007 n'ont pas eu de chance : si le commandant Chun avait fait la même erreur aujourd'hui, elle se serait achevée par une protestation diplomatique et un blâme pour l'équipage.

PATRICE DE BEER

(1) Appareil dérivé du Boeing 707.
(2) La commission d'enquête formée par Boris Eltsine a rendu ses conclusions le 30 août. On y lit que «les résultats objectifs de l'enquête ne confirment pas d'une part, la déclaration du président Reagan, présentée à grand renfort de publicité, selon laquelle les Soviétiques seraient les seuls responsables de la catastrophe, et d'autre part, ne confirment pas l'affirmation de l'ex-direction soviétique que le Boeing-747 effectuait une mission extrêmement risquée des services spéciaux américains». La tragédie résulte donc «d'un enchevêtrement total d'erreurs et d'abus et non pas de desseins cruels».

■ HONGKONG : arrestation d'un chef de gang spécialisé dans le trafic d'immigrants chinois. - Le chef présumé d'un gang new-yorkais d'origine chinoise, spécialisé dans le trafic d'immigrants clandestins chinois vers les Etats-Unis, a été arrêté, vendredi 27 août, à Hongkong, a annoncé dimanche la police de la colonie britannique. Kwok Ling-kay organisait le transport, à bord de cargos bondés et peu sûrs, de milliers de Chinois qui payaient 35 000 dollars pour leur passage. Un bateau de ce type s'était échoué en juin près de New-York avec trois cents personnes à bord. Les Etats-Unis ont demandé son extradition pour meurtre et enlèvement. - (AFP)

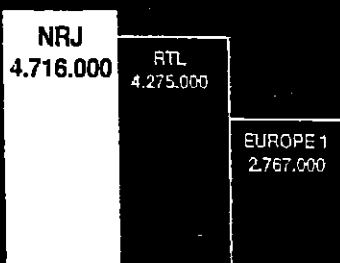
■ INDE : recrudescence d'incidents violents au Cachemire. - Au moins trente-six personnes ont été tuées, lundi 30 août, au Cachemire, lors d'acrochages entre forces de l'ordre indiennes et séparatistes musulmans. De source officielle, la plupart d'entre elles seraient des militants cachemiris. - (AFP, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

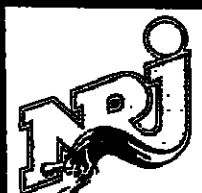
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

L'ECART SE CREUSE

NRJ
1^{ERE} RADIO DE FRANCE
SUR LES MOINS DE
50 ANS*



AUDITEURS DE - DE 50 ANS



C'était historique : en mars 93 NRJ devenait la première radio sur les moins de 50 ans. Les derniers sondages Médiamétrie confirment largement cette position. Non seulement NRJ reste leader sur cette cible mais accroît encore son avance.

* ENQUÊTE 75000 RADIO MÉDIAMÉTRIE : avril-juin 93, audience cumulée, moyenne (lundi-vendredi), 5 h à 24 h.

كلنا من الوطن

1999

n. D'abord dans l'in-
 grès, voire une cen-
 taine de pages livrées à
 diverses fois conver-
 ses à la composition
 vers, et à l'analyse des
 vers, et des courants
 parties, ce qui leur a
 permis de constater
 qu'ils ne sont pas au
 des appareils mili-
 taires la compétence
 des informations
 sources japonaises, et
 fait de l'indépendance
 des théories surpren-
 nantes.

NOTES

Michel Brun,
du *Aréole*, avec
ce qu'il était
mange de pûces
à continué à
se remémorait
Al ne se serait
de Moneron.
dans la mer
d'heure
toutes lapa-
ment aussi les
sautant les
vers le nord
remontés
autres qu'il
des cordes
Alphonse

1. **Le rôle de la**
 2. **technologie**
 3. **et de la**
 4. **communication**
 5. **pour**
 6. **le développement**
 7. **économique**
 8. **et social**
 9. **des pays**
 10. **en**
 11. **voie**
 12. **de**
 13. **développement**
 14. **économique**
 15. **et**
 16. **social**
 17. **des**
 18. **pays**
 19. **en**
 20. **voie**
 21. **de**
 22. **développement**
 23. **économique**
 24. **et**
 25. **social**
 26. **des**
 27. **pays**
 28. **en**
 29. **voie**
 30. **de**
 31. **développement**
 32. **économique**
 33. **et**
 34. **social**
 35. **des**
 36. **pays**
 37. **en**
 38. **voie**
 39. **de**
 40. **développement**
 41. **économique**
 42. **et**
 43. **social**
 44. **des**
 45. **pays**
 46. **en**
 47. **voie**
 48. **de**
 49. **développement**
 50. **économique**
 51. **et**
 52. **social**
 53. **des**
 54. **pays**
 55. **en**
 56. **voie**
 57. **de**
 58. **développement**
 59. **économique**
 60. **et**
 61. **social**
 62. **des**
 63. **pays**
 64. **en**
 65. **voie**
 66. **de**
 67. **développement**
 68. **économique**
 69. **et**
 70. **social**
 71. **des**
 72. **pays**
 73. **en**
 74. **voie**
 75. **de**
 76. **développement**
 77. **économique**
 78. **et**
 79. **social**
 80. **des**
 81. **pays**
 82. **en**
 83. **voie**
 84. **de**
 85. **développement**
 86. **économique**
 87. **et**
 88. **social**
 89. **des**
 90. **pays**
 91. **en**
 92. **voie**
 93. **de**
 94. **développement**
 95. **économique**
 96. **et**
 97. **social**
 98. **des**
 99. **pays**
 100. **en**
 101. **voie**
 102. **de**
 103. **développement**
 104. **économique**
 105. **et**
 106. **social**
 107. **des**
 108. **pays**
 109. **en**
 110. **voie**
 111. **de**
 112. **développement**
 113. **économique**
 114. **et**
 115. **social**
 116. **des**
 117. **pays**
 118. **en**
 119. **voie**
 120. **de**
 121. **développement**
 122. **économique**
 123. **et**
 124. **social**
 125. **des**
 126. **pays**
 127. **en**
 128. **voie**
 129. **de**
 130. **développement**
 131. **économique**
 132. **et**
 133. **social**
 134. **des**
 135. **pays**
 136. **en**
 137. **voie**
 138. **de**
 139. **développement**
 140. **économique**
 141. **et**
 142. **social**
 143. **des**
 144. **pays**
 145. **en**
 146. **voie**
 147. **de**
 148. **développement**
 149. **économique**
 150. **et**
 151. **social**
 152. **des**
 153. **pays**
 154. **en**
 155. **voie**
 156. **de**
 157. **développement**
 158. **économique**
 159. **et**
 160. **social**
 161. **des**
 162. **pays**
 163. **en**
 164. **voie**
 165. **de**
 166. **développement**
 167. **économique**
 168. **et**
 169. **social**
 170. **des**
 171. **pays**
 172. **en**
 173. **voie**
 174. **de**
 175. **développement**
 176. **économique**
 177. **et**
 178. **social**
 179. **des**
 180. **pays**
 181. **en**
 182. **voie**
 183. **de**
 184. **développement**
 185. **économique**
 186. **et**
 187. **social**
 188. **des**
 189. **pays**
 190. **en**
 191. **voie**
 192. **de**
 193. **développement**
 194. **économique**
 195. **et**
 196. **social**
 197. **des**
 198. **pays**
 199. **en**
 200. **voie**
 201. **de**
 202. **développement**
 203. **économique**
 204. **et**
 205. **social**
 206. **des**
 207. **pays**
 208. **en**
 209. **voie**
 210. **de**
 211. **développement**
 212. **économique**
 213. **et**
 214. **social**
 215. **des**
 216. **pays**
 217. **en**
 218. **voie**
 219. **de**
 220. **développement**
 221. **économique**
 222. **et**
 223. **social**
 224. **des**
 225. **pays**
 226. **en**
 227. **voie**
 228. **de**
 229. **développement**
 230. **économique**
 231. **et**
 232. **social**
 233. **des**
 234. **pays**
 235. **en**
 236. **voie**
 237. **de**
 238. **développement**
 239. **économique**
 240. **et**
 241. **social**
 242. **des**
 243. **pays**
 244. **en**
 245. **voie**
 246. **de**
 247. **développement**
 248. **économique**
 249. **et**
 250. **social**
 251. **des**
 252. **pays**
 253. **en**
 254. **voie**
 255. **de**
 256. **développement**
 257. **économique**
 258. **et**
 259.

1. The first step is to identify the problem.
 2. The second step is to analyze the problem.
 3. The third step is to develop a solution.
 4. The fourth step is to implement the solution.
 5. The fifth step is to evaluate the solution.

you have to start
 to, or you
 are completely
 very present
 in the world
 as you're making
 sense of it
 something that
 is fundamental to
 a religious faith
 is an experience
 which is essential
 to the way we
 think about the
 world around us
 and the experience

Neu nals

[illegible][illegible]

L'enquête des Soviétiques en ce
sujet du programme d'immigra-
tion. Mais elle ne va pas au
delà de l'explication du « cas
drame. Dans cette région, se
sent les puissances d'afro-
provinces directes des Etats
les Soviétiques avaient accu-
sés un arsenal offensif - sous-mu-
nissiles nucléaires, avions,
défense (traduit). La prise
d'un avion est le corollaire de
les charges d'activer leur na-
tionalité, dont les avions-
défenseurs à proximité pou-
raient détecter les caractères
ultra-sécrétés.

Au contraire l'errance de
 plaignant l'état-major soviétique
 une situation impossible. Né-
 lement sa couverture contre
 mouille incapable de rendre le
 trajet de l'aviation, mais il se
 bien que la complaisance des
 d'échelle de nombreux vols
 au aussi été pour quelque
 Pour ne pas perdre la face de
 dom. Leiger et fort

Depuis lors que les premiers protagonistes auraient bien pu que l'affaire se classe. MM. le et Brard ont pourtant voulu que Mowatt s'est excusé. Se remuant le 10 novembre 1997, le 11ème a permis aux Soudanais les «horribles images» du 24 juillet, étaient tellement tragiques qu'ils étaient insupportables. Maintenant des réfugiés ont été tués, des blessés, avec un grand nombre de victimes. Les médias ont été accusés de

Totalement. Mais c'est aussi en matière de CMAI l'unique copie des données contenues dans les boîtes à lettres et les adresses dans les annuaires téléphoniques de votre entreprise. C'est de votre responsabilité d'appuyer ces données, sachant que l'appareil n'est pas mondial. Sans parler de MM. Bouchard et de la sécurité de votre données. Elles sont toutes perdues si vous ne faites pas de sauvegarde.

... de la différence de po-
sition géographique et de la
population des régions du centre
et du sud, les régions du sud
ont une densité de population
plus élevée que celle du centre
et du nord. La population
est plus élevée dans le sud
que dans le centre et le nord.

[illegible][illegible]

dont incidents au Clachem
murs brûlés des zones
lignes d'approvisionnement
l'énergie et autres et sepa-
rément de l'autre côté du
mur d'enceinte.

DEMANDE NOTRE SUPPLEMENT

Le Mond

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84



154 Photo Elliott Erwitt/Magnum

PROCHE-ORIENT

et l'accord de principe sur l'option « Gaza-Jéricho d'abord »

1985-1993 : raid sur Tunis Intifada, terrorisme...

1985
1^{er} octobre : un raid de l'aviation israélienne contre le quartier général de l'O.L.P. près de Tunis, fait une soixantaine de morts.

1986
6 août : le Parlement israélien vote une loi interdisant, sous peine de prison, tout contact avec des dirigeants de l'O.L.P. qualifiée de groupe « terroriste ».

1987
9 décembre : l'Intifada, un soulèvement populaire palestinien, éclate dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

1988
12 septembre : le pacifiste israélien Abie Nathan rencontre Yasser Arafat à Tunis. Il sera condamné à dix-huit mois de prison, pour infraction à la loi de 1986.

15 novembre : le Conseil national palestinien (CNP), réuni à Alger, approuve la résolution 242 des Nations unies, reconnaissant ainsi implicitement l'existence d'Israël. Simultanément, Yasser Arafat proclame la création d'un Etat indépendant en Palestine.

14 décembre : Yasser Arafat déclare, à Genève, reconnaître le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité » et « renoncer totalement » au terrorisme.

1989
2 mai : Yasser Arafat déclare, au cours d'une visite officielle à Paris, que la charte nationale palestinienne est « caduque ».

1990
2 janvier : Ezer Weizman, ministre des sciences (devenu, depuis, président de l'Etat) est limogé pour avoir secrètement rencontré un responsable de l'O.L.P.

13 mars : en raison d'un désaccord persistant sur les projets de dialogue avec les Palestiniens, le premier ministre Itzhak Shamir destitue Shimon Pérès, vice-premier ministre et ministre des finances.

20 juin : après dix-huit mois de dialogue, les Etats-Unis suspendent leurs rencontres avec l'O.L.P., qui refuse de condamner un attentat en Israël, revendiqué par le Front de libération de la Palestine (FLP).

1991
12 mars : pour la première fois, un secrétaire d'Etat américain - en l'occurrence James Baker - rencontre, à Jérusalem, des personnalités palestiniennes des territoires occupés.

23 septembre : le CNP, réuni à Alger, donne son accord à la participation des Palestiniens des territoires occupés au processus de paix.

30 octobre : la conférence de paix israélo-arabe s'ouvre à Madrid et donne lieu à une première série de rencontres bilatérales.

10 décembre : de nouvelles négociations bilatérales s'ouvrent à Washington.

1992
14 janvier : les Palestiniens remettent à la délégation israélienne leur projet d'autonomie dans les territoires occupés.

28 janvier : les négociations multilatérales sur l'avenir du Proche-Orient s'ouvrent à Moscou, en l'absence de toute délégation palestinienne.

2 mars : à la reprise des négociations de Washington, le « document de travail » israélien sur l'autonomie des territoires occupés est jugé, par la délégation palestinienne, en retrait par rapport aux accords de Camp David de 1978.

15 avril : Yasser Arafat rencontre, au Caire, les vingt-cinq délégués palestiniens aux négociations de paix.

27 avril : la cinquième session des pourparlers israélo-arabes s'ouvre à Washington, en présence de quatre « observateurs » de l'O.L.P., auxquels les Etats-Unis ont accordé des visas, en dérogation d'une loi antiterroriste.

2 juin : après la victoire du Parti travailliste aux élections législatives israéliennes, Itzhak Rabin déclare : « Notre priorité, c'est la paix ».

18 septembre : Haïdar Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne, se dit disposé à un « partage des prérogatives législatives » en Cisjordanie et à Gaza.

21 septembre : le F.D.L.P. et le F.L.P. forment un « front du refus » pour s'opposer à l'autonomie des territoires occupés.

22 septembre : le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, évoque, devant une commission de la KNESSET, l'hypothèse d'une « confédération ou d'une fédération » israélo-jordano-palestinienne.

23 décembre : une délégation du mouvement Hamas, hostile au processus de paix, se joint à une réunion des dirigeants de l'O.L.P. à Tunis, après l'expulsion de 415 islamistes par Israël, au Liban sud.

1993
19 janvier : le Parlement israélien abroge l'interdit frappant les contacts entre Israéliens et Palestiniens membres de l'O.L.P.

21 janvier : pour la première fois, Yasser Arafat s'adresse de vive voix à l'opinion publique israélienne, dans un message téléphonique transmis en direct de Tunis. Il en appelle à « une rencontre des braves pour une paix de braves ».

9 avril : Israël accepte l'intégration de Fayçal Hussein, principal représentant de l'O.L.P. dans les territoires occupés, dans la délégation palestinienne aux pourparlers de paix.

7 mai : la délégation israélienne à Washington se déclare favorable à « un contrôle international des élections dans les territoires occupés ».

4 juillet : le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, annonce d'abandonner son rôle de médiateur devant la multiplication des critiques palestiniennes et israéliennes.

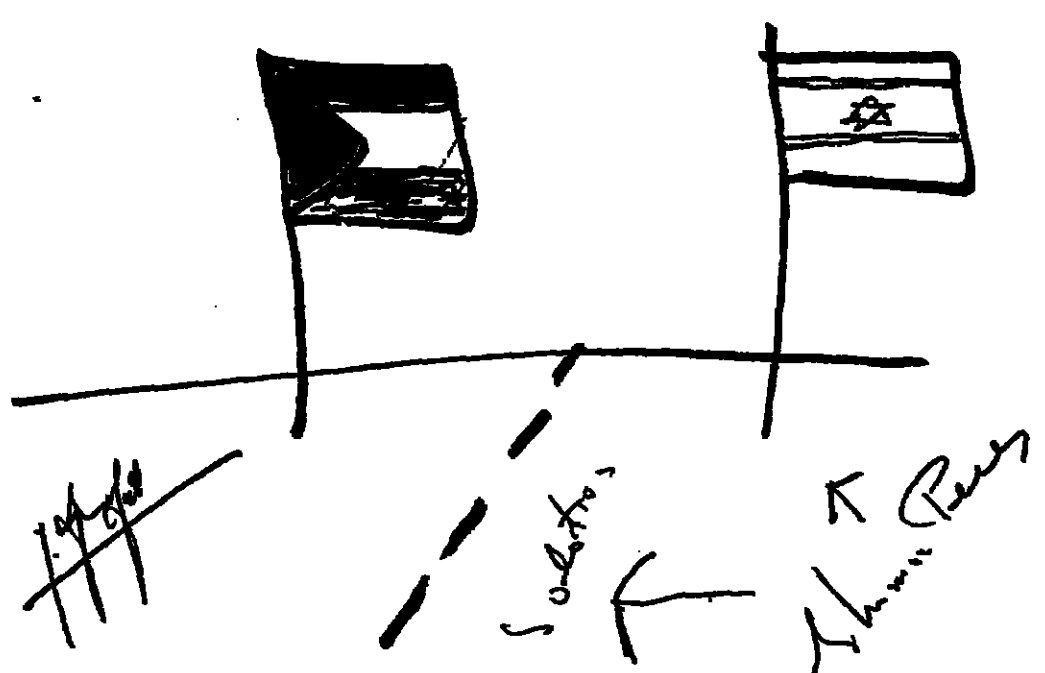
12 juillet : après les révélations du journal israélien *Haaretz*, Yasser Arafat confirme l'existence de contacts secrets entre l'Etat juif et la direction de l'O.L.P., puis revient sur sa déclaration.

5 août : la radio israélienne révèle que Yossi Sarid, ministre israélien de l'environnement, aurait secrètement rencontré, au Caire, un proche collaborateur de Yasser Arafat, Nabil Chastah.

8 août : en désaccord sur le processus de paix, trois dirigeants palestiniens « de l'intérieur » offrent leur démission à Yasser Arafat, puis la retirent.

26 août : le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, qui a rencontré secrètement quel que soit plus tôt à Oslo un représentant de l'O.L.P. chargé du suivi des négociations, annonce qu'Israël est disposé à se retirer de Gaza et de Jéricho.

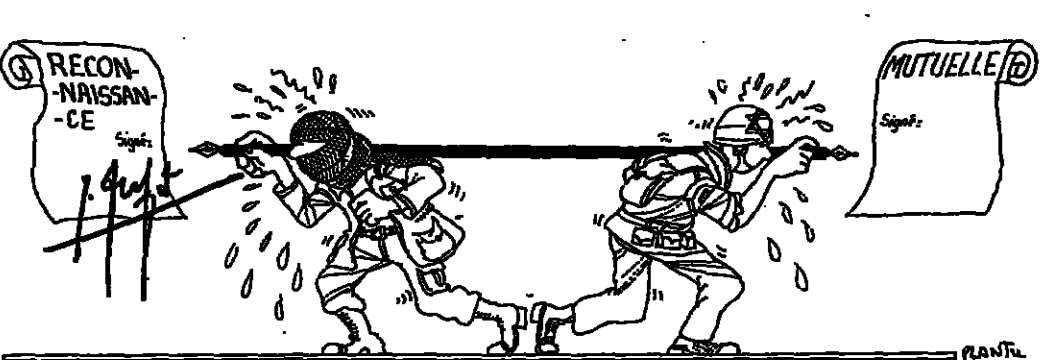
Dessins croisés



En mai 1991, rencontrent Yasser Arafat à Tunis, Plantu obtenait que le chef de l'O.L.P. dessine de sa propre main les drapeaux palestinien et israélien, de chaque côté d'une ligne de partage. C'était, pour M. Arafat, une manière de confirmer une fois de plus l'abandon de la revendication de « tout ou rien » - la création d'un « Etat démocratique » de la Méditerranée au Jourdain - et la « reconnaissance » de l'existence de l'Etat juif, longtemps exigée des Palestiniens par les Israéliens. Comme pour mieux signifier celle-ci, M. Arafat a apposé son paraphe sur le deuxième dessin portant sur la « reconnaissance mutuelle ». Geste que Shimon Pérès était disposé à faire de son côté, lors

d'une rencontre avec Plantu en novembre 1992, mais à condition que la mention « two states » (deux Etats), ajoutée par M. Arafat, soit supprimée. M. Pérès vient encore de rappeler, dimanche, qu'il n'est pas du tout question, dans le cadre actuel des négociations (sur l'autonomie), de discuter de la création éventuelle d'un Etat palestinien. En revanche, M. Pérès a mis sa signature sur le premier dessin où figure le « drapeau de la Palestine », en ajoutant le mot « solutions » pour indiquer qu'à son avis il ne s'agit que d'une de celles envisagées par les différentes parties au processus de paix.

Two States



En visite à Paris à l'invitation de l'épiscopat français

Le patriarche latin de Jérusalem se réjouit des « signes nouveaux dans le processus de paix »

Patriarche latin de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah est arrivé lundi 30 août à Paris. Reçu par Mgr Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France, et Mgr Jacques Delaporte, président de la commission Justice et Paix, Mgr Sabbah a été reçu lundi soir par Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. Palestinien lui-même, il évoque la « question » de Jérusalem qui, jusqu'à ces dernières semaines, bloquait les négociations entre Israéliens et représentants des territoires occupés, ces derniers exigeant qu'elle soit au moins énoncée dans la déclaration de principes à l'étude pour relancer le processus de paix.

Mgr Sabbah est le chef d'une communauté de soixante-cinq mille fidèles catholiques de rite latin vivants en Israël, dans la partie arabe de Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie et jusqu'à Chypre. A 90 % arabe, cette population chrétienne ne cesse de fondre. Jérusalem même ne compte plus que dix mille chrétiens de toute dénomination sur six cent mille habitants. Dans les

années 40, ils étaient trois fois plus nombreux pour une population trois fois moins grande.

Sa nomination par le pape, le 28 décembre 1987, avait été une surprise. Pour la première fois depuis la reconstitution par Pie IX, en 1847, du patriarcat latin fondé par les croisés, un Arabe était nommé à la tête de ce diocèse de Terre sainte, d'ordinaire réservé à de pâles prélats italiens. Depuis 1987, Mgr Sabbah, un Palestinien de cinquante-neuf ans, s'est totalement identifié à la lutte pour les droits de son « peuple » - la violence et le terrorisme en moins - passant même dans certains milieux israéliens pour un porte-parole des nationalistes arabes, dépassant son rôle d'évêque.

« La liberté religieuse »

L'histoire de son pays lui a appris la prudence. Mais les perspectives d'accord entre Israël et l'O.L.P. le rendent modérément optimiste : « Ce sont des signes nouveaux dans le processus de paix », déclare Mgr Sabbah au Monde. S'ils sont sincères, c'est un premier pas vers la liberté et la justice pour le peuple palestinien, vers une sécurité plus grande pour le peuple israélien. Sincérité, justice : il répète plusieurs fois ces mots : « S'ils manquent, la violence

continuera de plus belle ; s'ils sont là, les extrémistes de chaque camp se rangeront et le processus de paix pourra s'élargir ».

A l'entendre, la situation sur place est la plus paradoxale qui soit. Jamais l'accord n'a été aussi proche. Or, à cause de la situation économique, des tensions avec les islamistes et du « bouclage » de Jérusalem par les autorités israéliennes, « les territoires occupés vivent la situation la plus dure qu'ils aient connue depuis l'éclatement de l'Intifada », dit Mgr Sabbah. Parce qu'il empêche l'accès normal des lieux saints de Jérusalem aux fidèles des territoires occupés non munis d'un permis spécial, le « bouclage » a soulevé les protestations de toutes les Eglises. « Quelles que soient les raisons alléguées - raisons politiques ou mesures de sécurité - la fermeture de Jérusalem fait violence à la nature même de la Ville sainte », dit le patriarche. Les croyants devraient pouvoir y accéder librement, sans devoir faire la queue ni subir des humiliations.

« Si c'est pour garantir les conditions de la liberté religieuse, oui ; mais à quel bon discours avec Israël, si Jérusalem reste bouclée, si les négociations de paix n'avancent pas, si on n'améliore pas l'existence concrète des Palestiniens ? », interroge le patriarche latin de Jérusalem.

Dira-t-il la même chose demain ? « Il y a un problème de justice, qui oppose le peuple palestinien aux Israéliens. Lorsque le premier verra reconnus ses droits, alors, oui, l'Eglise pourra signer un accord avec Israël. Mais reconnaître aujourd'hui cet Etat, ce serait consacrer une injustice. »

HENRI TINCO

aélo-arabes à Washington

Après la signature de l'accord de principe sur l'option « Gaza-Jéricho d'abord », le processus de paix a-t-il été relancé ?

« Oui », estime, par l'intermédiaire du porte-parole du Quai d'Orsay, que l'adite option peut être « un progrès significatif » la paix », après avoir constaté qu'il existe, de part et d'autre, une volonté de donner une impulsion décisive, processus de paix ».

Pour sa part, Yasser Arafat, en tête d'une délégation au Proche-Orient, rencontré, lundi, à Sanaa, au Yémen, l'ancien président américain Jimmy Carter. Le chef de l'O.L.P. lui a demandé de déployer des efforts pour que la « administration américaine puisse créer, d'urgence, une position bien définie, à tous les niveaux, de manière à servir le processus de paix et la paix arabe ».

INS

En mai 1991, rencontrent Yasser Arafat à Tunis, Plantu obtenait que le chef de l'O.L.P. dessine de sa propre main les drapeaux palestinien et israélien, de chaque côté d'une ligne de partage. C'était, pour M. Arafat, une manière de confirmer une fois de plus l'abandon de la revendication de « tout ou rien » - la création d'un « Etat démocratique » de la Méditerranée au Jourdain - et la « reconnaissance » de l'existence de l'Etat juif, longtemps exigée des Palestiniens par les Israéliens. Comme pour mieux signifier celle-ci, M. Arafat a apposé son paraphe sur le deuxième dessin portant sur la « reconnaissance mutuelle ». Geste que Shimon Pérès était disposé à faire de son côté, lors

En mai 1991, rencontrent Yasser Arafat à Tunis, Plantu obtenait que le chef de l'O.L.P. dessine de sa propre main les drapeaux palestinien et israélien, de chaque côté d'une ligne de partage. C'était, pour M. Arafat, une manière de confirmer une fois de plus l'abandon de la revendication de « tout ou rien » - la création d'un « Etat démocratique » de la Méditerranée au Jourdain - et la « reconnaissance » de l'existence de l'Etat juif, longtemps exigée des Palestiniens par les Israéliens. Comme pour mieux signifier celle-ci, M. Arafat a apposé son paraphe sur le deuxième dessin portant sur la « reconnaissance mutuelle ». Geste que Shimon Pérès était disposé à faire de son côté, lors

nces caines

La parenthèse d'Oslo

La parenthèse d'Oslo, celle qui a été ouverte par le processus de paix, est-elle destinée à durer ?

« Oui », estime, par l'intermédiaire du porte-parole du Quai d'Orsay, que l'adite option peut être « un progrès significatif » la paix », après avoir constaté qu'il existe, de part et d'autre, une volonté de donner une impulsion décisive, processus de paix ».

Pour sa part, Yasser Arafat, en tête d'une délégation au Proche-Orient, rencontré, lundi, à Sanaa, au Yémen, l'ancien président américain Jimmy Carter. Le chef de l'O.L.P. lui a demandé de déployer des efforts pour que la « administration américaine puisse créer, d'urgence, une position bien définie, à tous les niveaux, de manière à servir le processus de paix et la paix arabe ».

ALAIN FRACHON

DÉFENSE

Les laissés-pour-compte du service militaire

L'armée de terre reconnaît que ses appelés sont des « citoyens de deuxième zone » par rapport à d'autres recrues

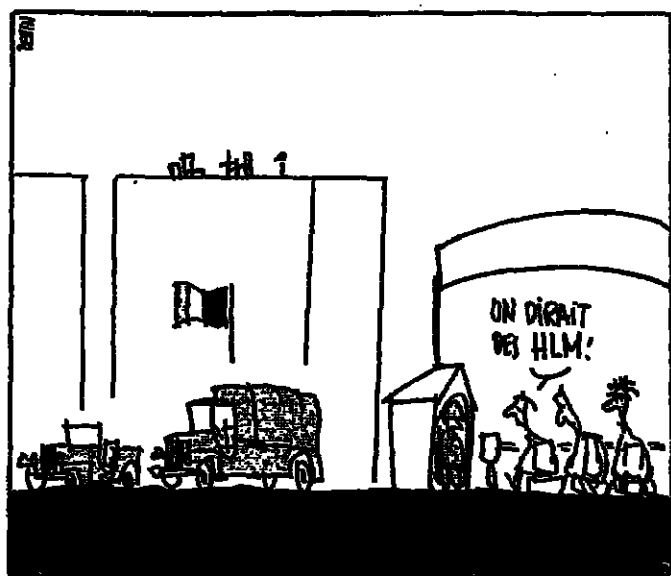
Les appelés qui servent dans des régiments de l'armée de terre française sont aujourd'hui des « laissés-pour-compte de la conscription » ou des « citoyens de deuxième zone ». Il est urgent d'insérer l'idée que le service national est devenu une vaste loterie de laquelle on pourrait tirer son épingle du jeu par le seul effet de ses relations ou de ses diplômes universitaires. Ce jugement émane de l'état-major de l'armée de terre lui-même, plus spécialement de son bureau de planification des ressources humaines.

La lettre hebdomadaire d'informations stratégiques TTU (« très très urgent » dans le langage militaire) en donne un aperçu dans son édition datée du mercredi 1^{er} septembre. Le Monde est, pour sa part, en mesure de publier de plus amples extraits de ce document de cinquante pages, dont il a pu se procurer un exemplaire.

En 1992, reconnaît l'état-major, un jeune Français sur quatre — soit exactement 110 000 sur une ressource globale de 437 000 jeunes gens en âge d'être incorporés — est affecté à un corps de troupe de l'armée de terre, c'est-à-dire à un régiment du corps blindé et mécanisé ou de la force d'action rapide. Les trois autres sont ou exemptés, dispensés ou versés dans des unités des deux autres armées, dans la gendarmerie ou ils servent au profit de formes civiles du service national.

Des conscrits « de bas niveau »

« En s'éloignant chaque jour de ses fondements, écrit le rédacteur du rapport, le service national accumule les distorsions et les inégalités, et il s'achemine vers une crise grave. Le service militaire dans l'armée de terre est devenu à bien des égards le laissé-pour-compte du système ». Dans les unités de combat est concentrée la ressource la plus démunie. En 1992, près de 82 % des appelés dits « de bas niveau », c'est-à-dire



ceux qui cumulent les divers handicaps scolaires et sociaux, ont servi dans l'armée de terre. Affectés de plus en plus loin de leur domicile au fur et à mesure que le format des armées se restreint, soumis à toutes les épreuves, les appelés des régiments des forces terrestres, constate le rapport de l'état-major, subissent aujourd'hui toutes les contraintes du système. Les quelques compensations dont ils bénéficient sont sans commune mesure avec les conditions de vie qu'ils connaissent.

Ainsi, un même régiment peut administrer un appelé dit « volontaire-protocole », qui sert auprès d'un organisme civil proche de son domicile, et un appelé « grenadier-voltigeur », éloigné de chez lui de plusieurs centaines de kilomètres et astreint à toutes les servitudes militaires. Le premier doit trente-neuf heures par semaine, il jouit de tous ses week-ends et de ses soirées, et il peut recevoir entre 2 200 et 3 500 francs par mois. Le second est disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, il est de corvée ou de permanence deux à trois week-ends par

mois, et il perçoit 487 francs par mois : 61 % d'entre eux ont recours à leur famille pour boucler leur budget. Mieux encore : une recrue volontaire pour servir à Sarajevo n'aura reçu, en dix mois passés sous les drapeaux, que 600 francs de plus que son homologues affecté — au titre du protocole conclu entre les armées et l'éducation nationale — comme enseignant dans un lycée de la ville dont il est issu.

Une croissance inquiétante de la délinquance

Le « déficit d'intégration sociale » des appelés aux origines sociales modestes peut expliquer, dans certains cas, la croissance (environ 8,5 % par an) — jugée « inquiétante » par le rapport — de la délinquance dans les régiments des forces. « Le taux de conduites inadéquates ou délictueuses croît de façon sensible et continue depuis 1965, avec une recrudescence à partir de 1988 », constate l'état-

major qui évalue en 1991 (dernière statistique connue) à 9 731 le nombre des cas de délinquance, à 2 632 celui des affaires de drogue et à 330 celui des voies de fait. « Cette croissance est due pour les deux tiers à l'augmentation du nombre des délinquances et pour 20 % à celle des affaires de stupéfiants ». Cette croissance est moindre dans l'armée de l'air et dans la marine, en raison probablement de « la meilleure qualité de la ressource » et du taux d'encadrement supérieur à celui de l'armée de terre.

A cette situation d'« appauvrissement », comme l'estime la lettre d'informations TTU, des formes militaires du service national, il convient d'ajouter « la constante dégradation des conditions d'exercice et d'entraînement » dans les unités de l'armée de terre, pour reprendre une expression du document officiel de l'état-major. Certes, les appelés sont demandeurs d'activités opérationnelles. Mais les crédits alloués ne correspondent pas à cet objectif. Il s'en faut de beaucoup : les dotations en munitions réservées à l'entraînement ont été diminuées de 35 % entre 1990 et 1993. « La plupart des appelés s'estiment correctement instruits, est-il écrit, mais ils se disent insuffisamment entraînés ». Les deux tiers d'entre eux demandent une intensification de l'entraînement collectif.

« La diversité du service militaire, conclut le bureau de planification des ressources humaines de l'état-major, rend de plus en plus difficile l'appréhension de sa réalité. La vieille institution renvoie aujourd'hui l'image brouillée d'un « jour-tout » où se croisent indistinctement le fantasme des « marches de l'Est », le « pistonné » parisien, le volontaire pour l'action extérieure ou le lycée de banlieue (...). Au moment où les Français redécouvrent la guerre et la nécessité d'une armée pour la mener, il est dangereux de laisser se développer le sentiment que le service des armes puisse un jour devenir le redoutable privilège de citoyens de deuxième zone ».

J. I.

RELIGIONS

La mort de Mgr Maxime Charles

Le fondateur du Centre Richelieu était le père spirituel de plusieurs générations d'étudiants parisiens

Mgr Maxime Charles, fondateur du Centre Richelieu (aumôneries catholiques des universités de Paris), ancien recteur de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, est décédé dimanche 29 août près de Saint-Raphaël (Var) à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Ses obsèques auront lieu au Sacré-Cœur, samedi 4 septembre à 9 heures, présidées par le cardinal Lustiger.

Pour les soixante-quinze ans de Mgr Charles, le livre d'hommage qui lui avait été offert intitulait *Le Pédagogue de la mystique*. Aucun titre ne pouvait mieux définir l'œuvre de « l'abbé Charles ». Une perception aiguë des réalités suraffectées n'écartera jamais Maxime Charles des préoccupations de la cité. Non pas en termes de politique politicienne, mais dans un souci de l'engagement personnel des chrétiens, de leur compétence professionnelle et de leur familiarité avec la doctrine sociale de l'Eglise.

Au lendemain de la guerre, il se retrouve en première ligne dans les affrontements intellectuels entre marxistes et catholiques. Aumônier des étudiants parisiens, il met l'accent sur la qualité de la formation intellectuelle, sur l'engagement personnel dans l'apostolat et le caractère fondateur de la prière. Il reste attentif aux grands rassemblements, dont l'intérêt est retrouvé, quarante ans plus tard, par les jeunes catholiques : le pèlerinage de Chartres, les soirées de la Mutualité ou de Pieyl, les pèlerinages en Italie, en Espagne ou en Terre sainte.

Ces quinze ans de rayonnement ont marqué la vie intellectuelle parisienne et des milliers d'étudiants. Autour de lui, des foyers chrétiens se fondent, tandis que les vocations de prêtres naissent ou s'affermissent, comme celle de son successeur au Centre Richelieu, l'abbé Jean-Marie Lustiger.

Recteur au Sacré-Cœur de Montmartre, à partir de 1959, il rénove l'adoration eucharistique en la nourrissant d'une réflexion doctrinale, créant des mouvements de jeunes travailleurs et d'étudiants et multipliant les revues et les grandes occasions liturgiques. Les Pères Le Guil-

lou, Daniélou, Balhassar, Bouyer, Faillat sont mobilisés pour encadrer des étudiants, aujourd'hui actifs dans la revue *Communio*.

Mgr Charles applique la réforme liturgique, commente et diffuse les enseignements de Vatican II. Son attachement aux sources bibliques et patristiques, son intérêt pour la philosophie, son ouverture curieuse aux recherches contemporaines ne font pas de Montmartre un « conservatoire », mais un laboratoire d'idées et de discussions.

Un éveillé d'âmes

Une telle personnalité ne pouvait que susciter des passions opposées. Débateur habile, homme du verbe, des longs sermons et des bonnes histoires, il est resté lui-même un homme passionné, où son tempérament péroratoire rejoignait son attachement à l'Eglise. Il avait une haute idée de l'honneur de Dieu et de l'avenir de l'Eglise. Il y a travaillé à sa manière, avec méthode : d'abord préparer le terrain, choisir les « missionnaires » que l'on va former, puis les envoyer annoncer l'Evangile, en former d'autres à leur tour.

Dans cette chaîne d'influences et de rencontres, c'est tout un kaléidoscope qui s'est trouvé reconnu et promu, des années 50. Les opinions et les choix purent ensuite diverger, mais beaucoup reconnaissent ce qu'ils ont appris à l'école du Centre Richelieu, en rédigeant *Talor Sorbonne ou Résurrection*, en participant aux « conciles » de Cabourg ou d'Houlgate ou dans les « chapitres » du pèlerinage de Chartres.

Mépris son admiration pour le cardinal de Richelieu, l'abbé Charles ne fut jamais évêque, ni ministre : pourtant, il a marqué sur deux générations l'histoire de l'Eglise de France d'une trace ineffaçable, celle d'un « condottiere » d'Evangile, d'un éveillé d'âmes.

JEAN-ROBERT ARMOGATHE
aumônier de l'Ecole normale supérieure

(Né le 26 mai 1908 à Ribérac (Dordogne), Mgr Charles a été ordonné prêtre à Paris en 1935. Prêtre, puis évêque pendant la guerre, il devient à la Libération aumônier des étudiants à la Sorbonne, puis fonde le Centre Richelieu. Il est recteur de la basilique de Montmartre de 1959 à sa retraite en 1983.)

A Sarajevo

M. Léotard défend les troupes de marine impliquées dans des affaires de brimade

Le ministre de la défense, François Léotard, a manifesté son soutien, lundi 30 août, aux troupes de marine impliquées récemment dans des affaires de brimades en France. Lors d'une « tournée des popotes » chez les marins (le surnom donné aux soldats de l'infanterie de marine) déployés à Sarajevo, M. Léotard a tenu à souligner les qualités des troupes de marine, dont la fête annuelle intervient chaque 1^{er} septembre à l'occasion de la commémoration des combats de Bazeilles, dans l'est de la France, pendant la guerre de 1870.

En venant à Sarajevo, « je tenais à manifester la confiance du gouvernement » dans les troupes de marine, notamment celles du 21^e régiment d'infanterie de marine, venu de Fréjus — la ville dont M. Léotard est maire — en mission dans la capitale bosniaque et « mis en cause de façon un peu générale et hâtive », a expliqué le

ministre de la défense. Il est « tout à fait regrettable qu'on puisse laisser entendre qu'une corporation tout entière, un régiment entier, une nation tout entière, puissent être collectivement responsables d'actes éventuellement délictueux commis par quelques-uns », a souligné M. Léotard en faisant allusion aux affaires de brimades récemment révélées à Fréjus et au 3^e régiment d'infanterie de marine à Vannes. « Je souffre beaucoup personnellement de cette attitude qui consiste à discréditer avant même d'avoir essayé d'établir les preuves. S'il y a faute, il y aura sanction très dure », a ajouté le ministre.

L'armée « est une profession qui ne peut pas se défendre parce qu'elle est tenue au devoir de réserve et qu'il n'y a pas de syndicats. Il faut bien que quelqu'un défende les militaires, et c'est mon devoir », a fait valoir M. Léotard.

Les journées nationales des scouts de France

M^{lle} Alliot-Marie annonce la création de dix mille emplois d'animateurs en deux ans

Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, a annoncé, lundi 30 août, à l'occasion des journées nationales des Scouts de France, que quelque dix mille emplois d'animateurs sportifs, culturels et sociaux pourraient être proposés à des jeunes au cours des deux prochaines années. Ces emplois de proximité, créés en liaison avec des associations ou des collectivités locales, devraient être destinés à entretenir des équipements et à aider des jeunes en difficulté. Le ministre a précisé que pour faciliter l'accès des jeunes à ces emplois, le ministère de la jeunesse et des sports va mettre en

place des contrats d'apprentissage aux métiers du sport et de l'animation sportive, culturelle et associative.

Les journées nationales des Scouts de France, qui ont eu lieu du 27 au 30 août au château de Jambville (Yvelines), ont été l'occasion pour les responsables du mouvement de tracer les grandes lignes de son développement et de recevoir un soutien remarqué du premier ministre, M. Balladur, et de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

Petits budgets et insécurité pour les touristes des pays de l'Est

Voyageurs sans abri

Réfugié dans un square du dix-neuvième arrondissement de Paris pour y passer la nuit, un couple de Tchèques a été retrouvé mort le 12 août (le Monde du 14 août). Ils sont ainsi des centaines de touristes venus des anciens pays de l'Est à dormir dans les rues de la capitale. Pour ces visiteurs au maigre budget, les vacances s'apparentent à un parcours difficile dans une société aux règles peu communes.

Taches de couleurs vives entre les socles métalliques de la tour Eiffel, des alignements de sacs de couchage émergent dans le clair-obscur du matin. Depuis le mois de juin, des dizaines de jeunes venus des quatre coins de l'Europe, et surtout de l'Est, investissent chaque nuit le giron du monument le plus célèbre de la capitale. Dormir sur un tapis de paille, mais avec le symbole de Paris comme ciel, beaucoup se contentent, faute d'argent, de ces miettes de ville-lumière.

Originaire de Turin, sur la Vistule, Monika, jeune Polonaise, a voyagé en stop pour rallier Paris. Depuis une vingtaine de jours, Monika « fait » la route de l'Italie à l'Allemagne, en passant par la Côte d'Azur, la Suisse et le Benelux. Avec en poche 80 dollars, 20 marks et 600 francs... « Je dors toujours à la belle étoile, précise l'étudiante en architecture de vingt ans. Je passe la nuit dans des campings, sur la plage ou dans des parkings. Mais j'avais entendu dire dans mon pays que l'on pouvait dormir au Champ-de-Mars. C'est intéressant de dormir ici : il y a

beaucoup de bruits dans le silence. » Elle ne sous-estime pas les risques encourus. Aggravés, renforcés des espèces vives à l'hôtel de Ville, déplore l'absence de toits bon marché pour les touristes. « Je les oriente vers les structures existantes, dit-il, mais je ne suis pas chargé de l'accueil à Paris. »

Pris de court après la chute du mur de Berlin, les professionnels du tourisme ont surmonté un léger mépris : ils débarquaient n'importe où dans leurs cars bricolés... Ils monopolisaient l'eau chaude des aires d'autoroute, etc. Ils se sont organisés pour améliorer les conditions de séjour de ces nouveaux touristes de l'Est, même si certains n'hésitent pas à soutenir qu'il faut avoir les moyens pour visiter Paris.

100 francs la nuit

Le raisonnement est un peu rude, selon Michel Gombert, chef du département des affaires internationales au ministère du tourisme. Pour lui, il est nécessaire de mieux recevoir ces hôtes d'Europe occidentale et orientale : « Leur économie va redémarrer : c'est donc un investissement à faire. » Envisagée un temps, l'idée de loger ces visiteurs dans les établissements scolaires, inoccupés durant les vacances, a été toutefois abandonnée.

Des brochures en russe, polonais, hongrois, tchèque et slovaque, censées donner des « clés pour la France », ont été distribuées, avant leur départ, à des visiteurs au budget vacances limité. Hongrois et Tchèques, par exemple, ne sont pas autorisés à

sortir plus de 1 500 francs en devises de leur pays. De l'auberge de jeunesse à l'hôtel étoilé, en passant par la cité universitaire, tous les modes d'hébergement « routards » sont proposés. A la seule condition de pouvoir déboursier cent francs, minimum absolu pour une nuit, au camping du bois de Boulogne.

Parisiens de quelques heures, ils adoptent le système D des vagabonds désargentés, expédient une toilette sommaire dans les gares et les cafés. Le sac à dos fait office de garde-manger. Monika achète juste des « baguettes » au supermarché. Rafal et les quarante membres de sa troupe de danseurs de Tomaszow puisent dans une énorme valise en skis les boîtes de conserve apportées de Pologne.

Comme Margaret, venue de Taizé avec son groupe d'étudiants, il a dû dépenser toutes ses économies au paiement d'une amende de 5 000 francs, parce que le chauffeur, ignorant la réglementation française, n'avait pas respecté l'arrêt obligatoire toutes les dix heures. La maigre budget du voyage en a été d'autant diminué.

FLORENCE DUTHEIL

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

SOCIÉTÉ

Après les incidents au Parc des Princes

M. Pasqua se dit opposé à l'adoption d'une loi spécifique pour lutter contre la violence dans les stades

A la suite des incidents du Parc des Princes, samedi 28 août, lors du match de football PSG-Caen, le parquet de Paris a ouvert, lundi 30 août, une information judiciaire pour « coups et blessures volontaires sur agent de la force publique ayant entraîné une interruption temporaire de travail de plus de huit jours, et dégradations volontaires ». Une réunion devait se tenir, mardi après-midi, entre le ministre de la Justice et des Sports, Michel Ailliot-Marie, le premier adjoint au maire de Paris, Jean Tiberi, les dirigeants du club parisien, et les responsables du football français. S'exprimant mardi matin sur Europe-1, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a estimé que la France n'a « pas besoin » d'une loi spécifique ou d'une loi anticasseurs pour lutter contre la violence dans les stades.

Dénouant les actes de violence ayant marqué le match entre le Paris Saint-Germain et Caen, les principaux syndicats de policiers en tenue se sont interrogés sur le dispositif de maintien de l'ordre mis en place, samedi 28 août, au Parc des Princes, lors d'une soirée au cours de laquelle dix CRS ont été blessés (le Monde du 31 août). Selon la préfecture de police, quatre cent cinquante policiers, de différents services, avaient été mobilisés pour cette rencontre qui a attiré vingt mille spectateurs.

Organisation majoritaire chez les gardiens de la paix et gradés, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) s'est ainsi étonnée « de la faiblesse du dispositif mis en place pour assurer, dans ce lieu sensible, la sécurité ». Aussi la FASP s'est-elle adressée « aux dirigeants du PSG, ainsi qu'aux pouvoirs publics, pour que tous les moyens, administratifs et juridi-

ques, soient mis en œuvre afin que de tels événements ne se reproduisent pas ». Affilié à la FASP où il représente les policiers parisiens, le Syndicat général de la police (SGP) a estimé que « avant toute législation nouvelle (...), les dirigeants du Paris-SG doivent prendre toutes les responsabilités et ne plus tolérer, comme c'est le cas depuis des années, que la tribune "Boulogne" soit le théâtre d'éléments violents ».

Le SGP souligne en effet qu'« il est de notoriété publique que cette tribune est infestée par les militants se réclamant du nazisme ; d'ailleurs, les mots d'ordre et les slogans racistes sont monnaie courante tout au long des matches se déroulant au Parc ». De son côté, l'Union des syndicats catégoriels de police (USC, 31 % de voix aux élections chez les policiers en tenue) s'est interrogée « sur le laxisme qui semble animer nos supérieurs hiérarchiques au fait de ce problème [de la violence au Parc des Princes], mais incapables d'agir en conséquence ».

Intervenant mardi matin sur Europe-1, le ministre de l'Intérieur s'est dit opposé à la création de brigades spéciales anti-hooligans, comme le demandent les dirigeants du PSG. M. Pasqua a déclaré que l'adoption d'une loi spécifique ou « anticasseurs » pour lutter contre la violence dans les stades n'était pas envisageable. « Je ne crois pas que nous en ayons besoin », a déclaré M. Pasqua. Nous verrons si nous en avons besoin (...). Il faut maintenant étudier les mesures nécessaires pour empêcher le renouvellement de tels agissements, non seulement en fonction de ce qui s'est passé au Parc des Princes, mais en se projetant dans la perspective de la Coupe du monde 1998. Indiquant que la décision relative au Grand Stade, où devra se tenir cette Coupe du monde, devrait être prise « avant la fin du mois de septembre », le ministre a précisé « qu'il est bien évident que, dans le cadre de la préparation de ce stade, il faudra tenir compte des problèmes de sécurité ».

Organisation majoritaire chez les gardiens de la paix et gradés, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) s'est ainsi étonnée « de la faiblesse du dispositif mis en place pour assurer, dans ce lieu sensible, la sécurité ». Aussi la FASP s'est-elle adressée « aux dirigeants du PSG, ainsi qu'aux pouvoirs publics, pour que tous les moyens, administratifs et juridi-

COMMUNICATION

L'Université d'été de la communication

Journaux en quête de proximité et de lecteurs

HOURTIN

de notre envoyé spécial
Les différentes propositions d'aménagement de l'audiovisuel annoncées lundi 30 août par Alain Carignon, ministre de la communication (le Monde du 31 août), ont largement alimenté les conversations et les commentaires des participants à la 14^e Université de la communication de Hourtin. Quitte à couper un peu l'herbe sous le pied aux débats de l'après-midi.

L'un de ceux-ci, une des rares rencontres consacrées à la presse écrite, intitulé « Gagner des lecteurs, c'est à son époque », fut ainsi l'occasion de révéler, si ce n'est la réparation du quotidien le Jour de Jean-Christophe Nothias, prévue pour octobre, que les éditeurs présents à ce débat - Jean-Louis Péninou (Libération), Jean-Christophe Nothias (le Jour), Henri de Grandmaison (Sud-Ouest), Manuel Luchet (le Monde), - les recettes destinées à faire gagner des lecteurs aux journaux se résument à deux grands principes : être plus proches d'eux physiquement (par l'amélioration de la distribution) et intellectuellement (par la proximité).

Portage à domicile
Le portage à domicile figure parmi les recettes de Libération ou de Sud-Ouest : la fidélisation des abonnés et le développement des points de vente en région livrant le journal dans la soirée parmi celles du Monde, tandis que le Jour compte s'implanter plus solidement dans les kiosques. Aux dépens de la crise, « qui devient un mode de distribution de plus en plus difficile, l'agressivité des vendeurs de nouveaux titres lancés pour et par les sans domicile fixe, comme Macadam Journal et le Réverbère, posant un problème », fait remarquer Jean-Christophe Nothias.

Cette proximité de l'information service ou parlant de sa vie quoti-

dienne fait partie des remèdes permettant d'attirer de nouveaux lecteurs. Reste le problème du prix de vente des journaux. Si l'exemple britannique de baisse des prix enclenchée par le Sun, le Daily Telegraph et bientôt sans doute par le Times fait réfléchir les éditeurs français, ces derniers estiment « actuellement impossible de baisser le prix de vente des quotidiens », mais ils veulent, en revanche, « stabiliser ce prix et éviter de nouvelles hausses ».

Information et spectacle
« La question du prix de vente d'un journal renvoie à l'importance que l'on attribue à la presse et à l'écrit dans notre société », explique l'un des participants du Monde, l'environnement médiatique fait qu'il y a dépréciation de l'écrit et des journaux, alors que personne ne s'occupe de l'abonnement mensuel à Canal Plus ou la redondance audiovisuelle.

Le débat du soir, « Cartes sur table », réunissant Axel Ganz (administrateur délégué de la CLT) sur le thème « L'information demain : vérité ou spectacle », a incité les deux hommes, trop différents sans doute pour ne pas s'évertuer poliment à trouver un terrain d'entente, à échanger leurs points de vue en face d'une salle comble, au sein de laquelle était présent M. Jean-François Lemoine, PDG de Sud-Ouest, dont c'était la première apparition publique depuis son accident.

L'information doit sans cesse être une quête de la vérité, ont-ils dit en substance tous deux, mais le spectacle, dont les médias se sont fait les seuls initiateurs face aux hommes politiques avides de petites phrases ou de rampes médiatiques, reste inextinguible lié à la communication et à son univers marchand.

YVES-MARIE LABÉ

SPORTS

VOILE : la Solitaire du « Figaro »

Vittet vainqueur dans la mer de la tranquillité

Dominic Vittet (O'FM-Fimotel) a remporté, lundi 30 août, la 24^e édition de la Solitaire du Figaro. De Saint-Malo à Saint-Quay-Portrieux, en passant par la Corogne (Espagne), Douarnenez et Kinsale (Irlande), il a parcouru 1 600 milles en 308 heures, 40 minutes et 59 secondes. La dernière étape, marquée par le manque de vent, a été remportée par Eric Drouglazet (skipper Elf-93). Jean Le Cam, parti favori, termine deuxième à 2 heures 39 minutes et 7 secondes de Dominic Vittet.

SAINT-QUAY-PORTRIEUX

de notre envoyé spécial

Un dernier regard en arrière, comme pour prendre l'horizon à témoin, et Dominic Vittet franchit la ligne d'arrivée, un poing levé en signe de victoire. Il est 18 h 34, la marée va « se renverser » : plus de doute, son rival, Jean Le Cam, ne le rattrapera plus. A trente-six ans, sans avoir gagné une étape, Dominic Vittet remporte une épreuve à laquelle il participe pour la cinquième fois.

Vittet le blond, Le Cam le

brun. Tous deux avaient la même hargne, nourrie de déceptions similaires, et les mêmes chances. Le Cam, le Finistérien du Fous-nant, en était à sa dixième participation en quinze ans. Toujours frustré, il avait dû se contenter des mauvaises places. Vittet, son aîné de deux ans, est arrivé tard à la voile. Jeune Parisien débarqué pour l'été aux Glénans, il ne quittera plus l'océan, deviendra moniteur, puis équipier. Eugène Riguidel le romancier, lui donne sa chance, partageant embruns et trophées avec Le Cam. « Minot » et « Jeanot », qui s'appréciaient, ont même couru ensemble en « transit ».

Mais dans la Solitaire, il ne font pas de quartier. Au départ du port irlandais de Kinsale, pour la dernière étape, Le Cam est donné favori. Son avance n'a fait que se renforcer au fil de la course. Douze minutes à la Corogne. Quarante-quatre à Douarnenez. Une heure vingt et une en Irlande (une heure quarante-six par rapport à Vittet). « Jean a fait une seule erreur, analyse Vittet : il a manqué son départ. C'est très cruel, il doit

beaucoup souffrir. » « Minot » en sait quelque chose. L'an passé, un démolage de dernière minute à l'approche de l'Ile d'Yeu l'a privé de la victoire. « Statistiquement, une telle dévotion ne pouvait pas se répéter cette année, ironise-t-il, je ne devais compter que sur moi-même ».

L'élève de Riguidel

« Pendant deux mois, raconte sa femme, Anne, il a fait des simulations dans son bureau pour tout prévoir. » Le 27 août au matin, il analyse le bulletin météo. Scrutant son baromètre, il discerne une « bulle anticyclonique » qui s'apprête à phagocyter la flotte. A l'intérieur de cette bulle, il le sait, c'est le sur-place assuré. Il faut à tout prix rester aux marges de la bulle. Un compagnon s'engage avec lui : Eric Drouglazet. Complices, ils enchaînent les relais et prennent le large. Mais l'amitié n'exclut pas les ruses. « Eric a même mis une gaffe à l'avant de son bateau pour me faire croire qu'il avait jeté l'ancre », raconte Vittet, l'œil pétillant. Il en faut plus pour leurrer l'élève de Riguidel.

La dernière nuit, profitant de son assoupissement, Drouglazet joue le « fils de l'air ». Il tire à la

main sur ses drisses pour éviter les cliquets des winches. Vittet réagit trop tard et laisse filer l'étape, dix minutes derrière son silencieux camarade. Dans le lointain, Le Cam est à nouveau trahi par le petit temps, comme à Douarnenez où il avait été contraint par le courant de jeter l'ancre pour ne pas reculer. Impuissant, il s'est regardé Dominic Vittet et les autres concurrents grignoter de précieux quarts d'heure d'avance. Il n'a pourtant pas à les regretter, ils n'auraient pas suffi à lui assurer la victoire.

A l'arrivée, au clair de lune, à Saint-Quay-Portrieux, il a deux heures trente-neuf minutes de retard sur Vittet, qui n'a jamais été aussi à l'aise que dans le petit temps.

Le Cam, « le maudit de la pétrole », a craqué dans la dernière étape, la plus longue et la plus usante. Lui ne retient que le hasard : il a choisi de « marquer » le mauvais concurrent, l'échec de la proie pour l'ombre. « Une demi-heure après le départ, c'était déjà trop tard », reconnaît-il, fataliste. « Que l'on gagne ou que l'on perde, la Solitaire nous rend philosophes », lui répond Vittet.

HERVÉ MORIN

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

La journée des seconds couteaux

Sept têtes de série seulement (cinq femmes et deux hommes) ont disputé, lundi 30 août, le premier tour des Internationaux des Etats-Unis, à Flushing-Meadow. Seule petite surprise de la journée, le Tchèque Petr Korda (n° 9) a été éliminé par le Sud-africain Wayne Ferreira, dix-huitième joueur mondial. Les Français Stéphane Simian et Jean-Philippe Fleurian ont été battus par le Suédois Jonas Björkman et le Tchèque Martin Damm. Chez les femmes, deux joueuses françaises sur quatre se sont qualifiées pour le deuxième tour : Alexandra Fusai, qui a battu l'Américaine Kathy Rinaldi, et Karine Quémener, qui l'a emporté sur la Britannique Jo Duria.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

La nuit new-yorkaise inspire-t-elle les joueurs de tennis, ou bien sont-ils cabotins qu'ils aiment se pavaner à la lumière des projecteurs ? Comme s'il suffisait d'éteindre la lumière, il a fallu attendre que le soleil se couche pour que le spectacle commence sur la scène de Flushing-Meadow, appelé d'autres intrigues, des coups de théâtre, des coups fourrés, quelques thrillers en cinq sets.

La première journée s'était plutôt mal passée, comme un

interlude paresseux. Le programme n'annonçait que peu de vedettes. Seules dignes de ce rang, Steffi Graf, numéro un mondiale, et Martina Navratilova, tête de série n° 3 du tournoi, étaient venues se débarrasser de leurs adversaires. Les Internationaux des Etats-Unis ont pour particularité de programmer le premier tour sur trois jours. Parce qu'ils ne veulent pas laisser pendant quarante-huit heures avant de disputer leur deuxième match, les Agassi, Courier ou Sampras ont fait pression sur les organisateurs pour s'échouer le lundi. Le seul événement s'est passé hors des courts. Monica Seles a, en effet, accepté de répondre aux questions de la presse, rassemblant autant de photographes que Madonna à la veille d'une tournée.

A l'exception de cet entracte plus douloureux que plaisant, où la joueuse a encore raconté son agression à Hambourg (le Monde du 31 août), le casting de la journée n'offre qu'une kyrielle de rencontres entre des joueurs de second rang. Un programme sans embuscadés, puisque sans gros gibier à attraper. Il y eut bien l'Américain Jonathan Stark. Le quatre-vingtième joueur mondial pour s'échouer le lundi. Le seul quant de battre la tête de série n° 14, le Russe Alexander Volkov mais les deux hommes étaient relégués sur le court n° 1, niché à l'ombre des immenses tribunes du central. Là, on aurait cru voir un fantôme. Ses cheveux fraîchement coupés, Patrick McEnroe ressem-

blait comme deux gouttes d'eau à son frère aîné John, dans l'ombre duquel il vit depuis le début de sa carrière.

Sous la lune, la rencontre tendue et agressive entre David Wheaton et Paul Haarhuis a fort bien résumé cette journée, rappelant qu'un tournoi est aussi fait de ces quantités ou cinquante-cinq minutes, des qualifications ou des invités, des anonymes qui disparaissent pour aller chercher des cachets dans des compétitions plus modestes. Ainsi le Français Stéphane Simian, défait par le Suédois Jonas Björkman, a-t-il expliqué qu'il allait rejoindre les tournois satellites, la deuxième division du circuit professionnel, pour gagner l'expérience et la maturité.

Seizième-de-finaliste, en 1992, avant d'être battu par Greg Fegget, David Wheaton s'est arrêté dès le premier tour. Deux fois quart-de-finaliste, en 1991, aux

Internationaux d'Australie et à l'US Open, il n'en finit plus de courir après une gloire qui ne veut pas vraiment de cet enfant turbulent.

Il a aujourd'hui vingt-quatre ans et n'est plus qu'un ex-enfant prodige. Lui qui fut un des juniors les plus prometteurs de son pays, vainqueur, dans cette catégorie, à Flushing-Meadow, en 1987. Sa bannière étoilée serrée en bandeau dans ses cheveux, ses yeux roulant des regards menaçants, n'ont pas suffi pour battre Paul Haarhuis et pour enthousiasmer le public, qui, comme on préfère une saga sur grand écran à un téléfilm, attend l'entrée en scène de Pete Sampras, Jim Courier, Michael Chang et Andre Agassi, quatre Américains, prétendants sérieux à la victoire.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du lundi 30 août

Premier tour

SIMPLE MESSIEURS

Trotisième quart de tableau

1. Steinerink (PB) b. R. Weiss (EU), 6-7, 6-4, 7-6, 7-6 ;

2. Poliakov (Rus) b. G. Gatt (EU), 6-3, 6-2, 6-2 ;

3. A. Volkov (Rus, n° 14) b. J. Stark (EU), 1-6, 6-3, 6-4, 6-7, 6-3 ;

4. Ulyest (RSA) b. A. O'Brien (EU), 6-3, 5-7, 5-7 ;

5. Haarhuis (PB) b. D. Wheaton (EU), 6-4, 7-6, 6-4 ;

6. McEnroe (EU) b. M. Ondruska (RSA), 6-7, 3-6, 6-2, 6-1, 6-2 ;

7. G. Pozzi (Ita), 3-6, 7-6, 6-4, 6-1 ;

8. J. Björkman (Sud), 6-4, 6-3 ;

9. A. Mansdorf (Ita) b. G. Stafford (RSA), 2-6, 6-7, 6-2, 1-0 (ab.) ;

10. C. Adams (EU) b. C. Woodruff (EU), 6-3, 6-4, 6-6, 6-4 ;

11. J. Svensson (Sud) b. G. Pripic (Cro), 6-1, 6-2, 7-6 ;

12. K. Novacek (Rép. Tch.), b. M. Tobutt (EU), 6-3, 6-2, 6-3 ;

Quatrième quart de tableau

1. N. Pereira (Ven) b. C. Carati (Ita), 6-2, 6-4, 4-6, 6-3 ;

2. N. Kuiti (Sud) b. M. Zocche (All), 7-6, 6-4, 7-5 ;

3. J. Yzaga (Pér) b. A. Chesnokov (Rus), 6-7, 6-3, 6-2, 6-1 ;

4. M. Dunn (Rép. Tch.) b. J.-P. Fleurian (Fra), 6-2, 2-6, 6-3, 6-4 ;

5. W. Ferreira (RSA) b. P. Korda (Rép. Tch., n° 9), 7-6, 4-6, 7-6, 3-6, 6-2 ;

6. L. Bale (RSA) b. C. Arriens (All), 6-1, 6-0, 6-2 ;

7. S. Matsuzuka (Jap) b. A. Olhovskiy (Rus), 6-2, 6-3, 6-2 ;

8. B.-O. Pedersen (Norv.), 6-3, 6-3, 6-2 ;

9. C.-U. Steeb (All) b. J. Stolberg (Aus), 1-6, 6-3, 6-4, 6-2 ;

10. Vacek (Rép. Tch.) b. C. Dosedel (Rép. Tch.), 2-6, 7-6, 6-7, 6-4, 6-1 ;

SIMPLE DAMES

Premier quart de tableau

1. S. Graf (All, n° 1) b. R. White (EU), 6-3, 6-0 ;

2. P. Paradis-Mangon (Fra), 6-2, 6-7, 6-4 ;

3. S. Farina (Ita), 5-7, 6-4 ;

4. J. Wiesner (Aut.) b. M. Jagard-Lai

(Aus.), 7-5, 4-6, 6-4 ;

5. S. Meier (Aut) b. N. Ereogovic (Cro), 6-7, 6-4, 6-4 ;

6. N. Schultz (PB) b. P. De Los Rios (Par), 6-2, 7-6 ;

7. S.-T. Wang (Tai) b. S. Rotter (PB), 6-0, 6-2 ;

8. P. Hy (Can) b. N. Sawamatsu (Jap), 4-6, 6-1, 7-6 ;

9. J. Halard (Fra) b. P. Kamstra (PB), 6-4, 7-6 ;

10. G. Heggson (EU) b. J. Watanabe (EU), 7-5, 6-4 ;

Deuxième quart de tableau

1. C. Martinez (Esp., n° 4) b. S. Testud (Fra), 6-2, 6-3 ;

2. M. Nims-Jagerman (PB) b. A. Strnadova (Rép. Tch.), 6-4, 6-4 ;

3. K. Hradec (Arg), 6-0, 6-2 ;

4. K. Quentree (Fra) b. J. Durie (GB), 6-4, 1-6, 6-4 ;

5. S. Stafford (RSA), 6-4, 7-6 ;

6. H. Cioffi (EU), 6-4, 7-6 ;

7. A. Hobst (All, n° 9) b. K. K. Schmidt (Lux), 6-2, 6-2 ;

8. C. Wood (GB) b. M. Oremans (PB), 6-3, 6-1 ;

9. L. Golars (Ita) b. R. Dragomir (Rou), 6-2, 6-3 ;

10. A. Fusai (Fra) b. E. Rinaldi (EU), 6-4, 6-3 ;

11. M. Majoli (Cro) b. R. McQuillan (Aus), 6-3, 6-3 ;

Troisième quart de tableau

1. E. Reinach (RSA) b. A. Grossman (EU), 7-5, 6-2 ;

2. M. Malero (Bul, n° 10) b. M. Werde (EU), 7-5, 6-4 ;

3. D. Monami (Bel) b. M.-F. Bentivoglio (Ita), 7-5, 6-2 ;

4. S. Appelmanns (Bel) b. V. Basuki (Indo), 7-5, 6-2 ;

5. M. Navratilova (EU, n° 3) b. G. Pizzichini (Ita), 6-0, 6-1 ;

Quatrième quart de tableau

1. E. Zardo (Sul) b. C. Papadaki (Grè), 6-1, 6-1 ;

2. R. Radford (Aus) b. C. Kuhlman (EU), 3-6, 7-6, 6-3 ;

3. L. Raymond (EU) b. L. Fernandez (Ita), 6-3, 7-6 ;

4. C. Singer (All) b. N. Dahlgren (Fin), 7-6, 6-4 ;

5. E. Likhovtseva (Rus) b. A. Leano (EU), 6-3, 6-2 ;

6. L. Harvey-Wild (EU) b. I. Gorochategui (Arg), 6-2, 6-0 ;

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série)

SCIENCES

Psychiatrie

La prise en charge de la violence

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

La violence est un phénomène complexe, qui implique de nombreux facteurs, tels que la génétique, l'environnement, les troubles mentaux, etc. La prise en charge de la violence doit donc être globale et multidisciplinaire, impliquant des professionnels de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, etc.

CULTURE

FRIGOR NOIR

ter en s'amusant
Dix stagiaires au travail
vrairie Nubar et Dalton Baldwin

(Dordogne) L'été spécial chœur à long terme s'est tenu à l'Académie de la Chanson. Le chœur, dirigé par Nubar et Dalton Baldwin, a travaillé pendant dix semaines sur des chants de la région. Les stagiaires ont été accueillis par les habitants de la région, qui ont organisé de nombreuses fêtes et animations.

de France, du de Coré et des habitants pour s'inscrire à la Nubar et Dalton Baldwin. Elle est arrivée à l'Académie de la Chanson, où elle a été accueillie par les habitants de la région. Elle a travaillé pendant dix semaines sur des chants de la région, et a participé à de nombreuses fêtes et animations.

de table

ment une équipe de chercheurs en biologie moléculaire, qui ont travaillé pendant plusieurs années sur la compréhension des mécanismes de la maladie.

Après le succès de leur premier album, les membres de la bande ont décidé de se consacrer à la musique. Ils ont écrit et enregistré de nouvelles chansons, et ont commencé à donner des concerts.

du Wilson du Duc des Lombards

homme de joie
Le chanteur Joe Lee Wilson s'appelle
et d'une dénomination justifiée

ville du monde entier, sur le thème de la joie. Le chanteur a écrit et enregistré de nouvelles chansons, et a commencé à donner des concerts.

Francis Marmant, directeur de la programmation, a annoncé que le chanteur Joe Lee Wilson donnera un concert à l'Académie de la Chanson.

Michael Jackson annule un concert à Singapour

Le chanteur Michael Jackson a annulé son concert à Singapour, en raison de problèmes de santé. Il a été annoncé que le concert sera reporté à une date ultérieure.

MUSIQUES

Michel Rivard, sage et joueur
Rencontre avec l'ex-chanteur de Beau Dommage,
figure de proue de la chanson québécoise

Depuis le début de l'été, Michel Rivard a été l'invité principal de nombreux festivals de la chanson québécoise. Il a été accueilli par les habitants de la région, qui ont organisé de nombreuses fêtes et animations.

Le Goût de l'eau, un album paru en 1987 chez Audioton, est devenu un classique de la chanson québécoise. Il a été enregistré pendant une tournée de Michel Rivard, et a été très bien accueilli par le public.

Le Festival international du Peuple, 49, rue du Général Foy, 24290 Montignac, a organisé une série de concerts de la chanson québécoise. Les artistes ont été très bien accueillis par le public.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6117

Qui devrait être remplacé.

VERTICALEMENT

- Repris comme un morceau.
- N'est pas un cor ou pied.
- Conjonction. Rivière.
- Mot qui évoque la fermeture.
- Arrive toujours avec ses gros sabots.
- Danse ancienne. Se laisse aller.
- Perce bien quand elle est bonne. Des jours ordinaires.
- Pays. Qui n'a pas bavé.
- Berceau pour des princes.
- Crie comme une bête. Des hommes de poids.
- Au fond du calice. Un fruit.

Solution du problème n° 6116

Horizontalement

- Contant.
- Heurme. Do.
- Adieu. Ver.
- Révoltes.
- Emèse. Ne.
- Net.
- Fers.
- Escorte.
- VIII. Au.
- Aura.
- IX. Incurable.
- X. Saine. Lin.
- XI. Eu. Ascète.

Verticalement

- Charentaise.
- Cédème.
- Unau.
3. Netveté. Cl.
- Tués. Sauna.
5. Emule.
- Curé.
6. Ne. For.
7. Vénéral.
8. Désert. Lit.
9. Cor.
- Sélène.

GUY BROUTY

Le Monde EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Dominique CHASSARD, M. et M^{me} Louis DEFONTAINE sont heureux de faire part du mariage de

Olivier et Anne,

le 4 septembre 1993.

Ambassade de France à Bonn (RFA), 62300 Saint-Martin-au-Laër.

Décès

Le professeur Jean-Paul Binet, Le centre chirurgical Marie-Lanette, M^{me} Nadine Vernier, M^{me} Martine Brundie et ses enfants, M. et M^{me} Antoine Vernier et leurs enfants, M. et M^{me} Francis-Philippe Vernier et leurs enfants, M. et M^{me} Patrice Vernier et leurs enfants, Le professeur et M^{me} Jacques-Louis Binet et leurs enfants, M. et M^{me} Charles-Henri Filippi et leurs enfants, M^{me} Violaine et Sonia Binet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Paul BINET, née Bella Verla.

La messe sera célébrée par le Père Tiberghien, en l'église Saint-Sulpice, le mercredi 1^{er} septembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Son père, Sa mère, Ses frères et sœurs, Ses proches, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Alain BRAIK, « l'architecte Liberté », architecte DPLG, philosophe et éditeur, survenu vendredi 27 août 1993, dans sa cinquante-troisième année.

L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise, le jeudi 2 septembre, à 12 h 15.

Le Québec à Saint-Malo le 2 septembre à 21 heures. Chantal Blanchet et Plume Latraverse. Le 4 septembre à 21 heures. Daniel Bélanger et Sylvie Tremblay. Le 6 septembre à 18 heures. Michel Rivard. Tél. : 99-81-82-81.

Discographie : le Goût de l'eau, un album paru en 1987 chez Audioton, est devenu un classique de la chanson québécoise.

L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), Ses vingt-cinq mille adhérents, Son conseil d'administration, Et son président, tiennent à saluer la mémoire de

Marc BÉLIER, sénateur de la Gironde, membre de l'ADMD depuis 1987, décédé le vendredi 27 août 1993, et assurait sa famille et ses amis de toute leur sympathie.

L'ADMD veut rendre hommage à la clairvoyance audace avec laquelle Marc BÉLIER, en compagnie de Robert Laucomet, sénateur de la Haute-Vienne, membre de l'ADMD, et de dix-neuf autres sénateurs, avait déposé au Sénat, en 1989, une proposition de loi demandant que soit donnée « valeur légale à une « déclaration de volonté de mourir dans la dignité » faite par des personnes lucides et responsables.

Marc BÉLIER, comme le député socialiste Bernard Charles (membre de l'ADMD), qui avait déposé en 1989 une proposition analogue à l'Assemblée nationale, que le pouvoir législatif ait négligé de promouvoir ce droit, déjà reconnu ou en voie de reconnaissance dans beaucoup de pays du monde occidental.

(Le Monde du 31 août.)

Claudine Canetti, sa fille, Michèle et Dore Mevorach, David, Yotam et Itay, Sonia Krief et Louka, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joseph CANETTI, née Marguerite Blum, survenue le 9 août 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 11 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Pauline-Borghèse, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. Alain Blanc, son ami, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 26 août 1993, de

Pierre FORGET, né Robert Turbot, comédien.

La levée du corps aura lieu le 2 septembre, à 10 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Antoine-Béchère, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Inhumation au cimetière d'Imphy (Nièvre), à 16 h 30.

86, rue Debrance, 94300 Vincennes.

Mariages

Ses enfants, Sa compagne, Sa famille, Ainsi que les collaborateurs du cabinet Moutard, ont la douleur d'annoncer le décès accidentel de

M. Eugène Francis MARQUER, conseil en propriété industrielle, PDG du cabinet Moutard, survenu le 27 août 1993, à Nice.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martin de Louveciennes, le jeudi 2 septembre, à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean PHAM HUU TRI, chevalier de la Légion d'honneur, ancien premier juge au tribunal de grande instance de Paris, survenu le 27 août 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} septembre, à 14 h 15, en l'église Saint-Martin d'Orsay, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Orsay.

61, rue du Parc, 91400 Orsay.

Jacques SOMMER s'est éteint le vendredi 27 août 1993, au matin, au terme d'une vie bien remplie (il venait d'avoir cent ans).

Selon son désir, il sera incinéré et ses cendres dispersées dans le jardin des souvenirs.

La cérémonie aura lieu le jeudi 2 septembre, au crématorium du Père-Lachaise, à 15 h 45 (grand salon).

Merci à vous de l'avoir estimé et porté dans votre cœur.

Son fils Jean Et sa famille.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Michel BUDA, directeur de recherche au CNRS, directeur de l'Unité 171, neurochimie fonctionnelle, centre hospitalier Lyon-Sud.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les interviews du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Simone PORRET, survenue le vendredi 27 août 1993, dans sa soixante-troisième année.

Une cérémonie religieuse se déroulera en l'église Saint-Eloi, Paris-12^e, le mercredi 1^{er} septembre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue du Sergent-Bauchat, 75012 Paris.

Villefranche-sur-Saône. Lyon. Ses enfants, M. et M^{me} Christian Zimmermann, M. et M^{me} René Zimmermann, M. et M^{me} Michel Zimmermann, M. et M^{me} Marie-France Zimmermann, Ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André ZIMMERMANN, née Joseph Bary, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Anniversaires

Clermont-Ferrand. Samuel Amarant rappelle le souvenir de son frère

Nathan AMARANT, étudiant en architecture à l'Ecole des beaux-arts de Lyon (1944), reçu au concours d'admission à l'Ecole nationale d'architecture (1944), prisonnier de guerre de 1940 à 1943, et assassiné le 28 juillet 1944, à l'âge de vingt-sept ans, dans son appartement à Lyon, par deux agents du Parti populaire français (PPF) et un agent de police en tenue.

Motif de l'assassinat : juif.

Et le souvenir de sa mère

Fanny AMARANT, assassinée le même soir dans les caves du PPF, à Lyon, à l'âge de cinquante-cinq ans, dans l'indifférence totale des témoins (particuliers et représentants de l'autorité publique).

Motif de l'assassinat : juive.

A ce jour, et malgré des offres de récompense importante, la famille n'a pu obtenir connaissance de l'identité des deux assassins du PPF.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

Le 1^{er} septembre 1988, Robert PIEROT nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Le 1^{er} septembre 1983, Marie-Madeleine ZADOUNAISKY, née Clapier, nous quitte.

Ne l'oublions pas.

VOIX DE LÉGENDE SUR CANAL+ OUVERTURE À 20 H

JEUDI 2 SEPTEMBRE.

LUCIANO PAVAROTTI SUR LE CHAMP DE MARS À PARIS. C'EST L'ÉVÉNEMENT LYRIQUE DE LA RETRÈNE EN DIRECT SUR CANAL+ REPRESENTATION UNIQUE D'UNE DES PLUS BELLES VOIX DU MONDE ET INTERVIEW DE L'ARTISTE À L'ENTRÉE. MUSIQUE MAESTRO !

CANAL+ DE DIFFÉRENCE

ÉCONOMIE

Coup d'envoi des privatisations

La Bourse trop en forme

A la veille de la première privatisation de grande envergure du gouvernement Balladur, celle de la BNP, annoncée mardi 31 août pour « dans quelques semaines » par le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, ce n'est pas la chute brutale des résultats de la banque au premier semestre qui inquiète, mais l'euphorie de la Bourse de Paris. Paradoxalement, la flambée de l'été fait craindre, au ministère de l'économie et à la tête des groupes « privatisables », un retournement de tendance brutal qui mettrait à mal le processus.

Edouard Balladur, alors ministre des finances, avait déjà dû interrompre en octobre 1987, après le krach boursier, son premier programme de privatisation et renoncer à céder au privé l'UAP.

La place parisienne est jugée aujourd'hui très fragile après deux mois de hausse ininterrompue. L'indice CAC 40 a gagné sur cette période près de 16 % et a franchi, lundi 30 août, le seuil des 2 200 points pour la première fois de son histoire. La distorsion semble considérable entre le niveau des cours et les performances des entreprises. A tel point que les sociétés de la première vague de privatisation n'ont de cesse de faire baisser leurs propres cours. On peut ainsi considérer que l'annonce d'une chute de plus de 50 % au premier semestre de la BNP et Elif-Aquitaine leur facilite la tâche. Quant à ceux de Rhône-Poulenc, ils pourraient reculer cette année.

Le certificat d'investissement BNP et l'action Rhône-Poulenc ont gagné respectivement 35 % et 32 % depuis le début de l'année à la suite notamment d'achats massifs d'investisseurs étrangers. Du coup, il y a de grandes chances aux yeux des analystes financiers pour que le prix de vente des actions par l'Etat - à la suite de l'évaluation des sociétés par la commission de privatisation - soit nettement inférieur aux cours de Bourse actuels. Ce qui est toujours décevant pour le gouvernement.

La véritable inconnue du processus de privatisation reste l'attitude des épargnants. Ils ont souscrit massivement - au-delà des espoirs du gouvernement - à l'emprunt Balladur. Mais entre acheter une obligation d'Etat et une action d'une société privatisée, la démarche n'est pas tout à fait de même nature.

E. L.

M. Alphandéry installe la commission « gardienne des intérêts patrimoniaux de l'Etat »

Ultime étape avant le lancement du programme de privatisations - dont on sait désormais qu'il commencera par la BNP - le ministre de l'économie, M. Edmond Alphandéry, devait installer, mardi 31 août dans la matinée, la Commission de la privatisation, « gardienne des intérêts patrimoniaux de l'Etat ». Composée de sept membres, présidée par Pierre Laurent, président honoraire du Conseil d'Etat et ancien patron du Conseil de la concurrence

(le Monde du 31 juillet), cette commission se substitue à la Commission d'évaluation des entreprises publiques, mais avec « un rôle très sensiblement accru », comme devait le rappeler M. Alphandéry. C'est à elle, en effet, que reviendra le soin non seulement d'évaluer la valeur « plancher » des entreprises privatisables - le ministre en fixant le prix définitif - mais aussi de déterminer la composition du groupe d'actionnaires stables, majoritaires ou non, des

entreprises privatisées. « Je ne pourrai décider que sur avis conforme de la commission », a rappelé M. Alphandéry. Il s'agit donc bien d'un système à double clef, l'une entre les mains de la commission, l'autre dans celles du ministre de l'économie, afin de mieux garantir la plus stricte impartialité des choix effectués et la préservation des intérêts supérieurs de l'Etat.

La commission, enfin, sera obligatoirement saisie des privatisations les plus

importantes, son pouvoir ayant été étendu aux privatisations des filiales des entreprises publiques réalisant plus de 200 millions de francs de chiffre d'affaires ou employant plus de 2 500 personnes. Pour les entreprises de plus petite taille, le ministre de l'économie pourra, « à la fois utile, consulter la commission. Une démarche que M. Alphandéry effectuera prochainement pour la privatisation, sensée, de Radio Monte-Carlo.

Symbole

Suite de la première page

La part de l'Etat (72,9 %) dans la BNP est évaluée sur la base des cours de Bourse entre 25 et 30 milliards de francs. Elle possède une notoriété sans pareille, se veut « la banque de tous les Français » et sera la deuxième des « trois vieilles » après la Société générale et avant le Crédit lyonnais à être mise sur le marché.

Pour la première d'une liste qui se veut longue, le gouvernement ne peut de toute façon pas se permettre un succès médiocre et a mis en choisissant la BNP bon nombre d'atouts, essentiellement techniques, de son côté. Si la BNP est solide, elle vient tout de même d'annoncer une chute de 60 % de ses bénéfices au premier semestre. Mais sa notoriété et plus encore sa capacité de placement de ses propres titres, via son réseau national et international fort de 56 000 salariés, compensent largement cela. Les seules sommes gérées par la BNP pour le compte de sa clientèle étrangère représentent 30 milliards de francs.

Une rentabilité faible

Les agences sont déjà mobilisées depuis plusieurs semaines, et huit cents réunions sont programmées à l'intention du personnel. Il s'agit de réussir une privatisation sans accroc de convaincre des milliers de clients-actionnaires, afin de réamorcer une dynamique qui, lors des privatisations de 1986 et 1987, avait déçu ses créateurs, avant la grande déstabilisation du krach.

En fait, la préparation de la privatisation de la BNP remonte au mois de mai et au départ de René Thomas de la présidence et à son remplacement par Michel Pébereau, proche d'Edouard Balladur. Le président de la BNP a à son actif la privatisation réussie du CCF (Crédit commercial de France) en 1987. Le maintien à son poste, à la demande des pouvoirs publics, de Daniel Lebeque, directeur général et candidat malheureux à la succession de M. Thomas, vise à assurer une continuité à la tête de la banque dans une période toujours délicate.

La constitution d'un noyau d'actionnaires stables devrait se faire sans trop de difficultés. L'UAP détient déjà 10 % de la BNP et le public 17,1 % par le biais de certificats d'investissement qui sont des actions sans droits de vote. On peut imaginer que l'UAP, dans laquelle la BNP a en direct 20 % très probablement (après avoir racheté à l'Etat sa participation de 49,9 % dans une filiale commune baptisée la Financière BNP) augmente de façon similaire sa présence dans le capital de la banque. Des clients et alliés de la BNP comme Pechiney, Saint-Gobain, Havas ou la Générale des eaux pourraient fort bien faire leur entrée dans son tour de table. De même la

Dresdner Bank, deuxième banque allemande, dans la logique d'accords commerciaux conclus entre les deux établissements devrait entrer dans le capital de la BNP. Mais l'échange de participations croisées d'environ 10 % se fera après la privatisation et peut-être même plus tard. La faible rentabilité de la BNP rendrait les conditions d'échange trop défavorables.

La chute de plus de 60 % de ses profits au premier semestre à 522 millions de francs laisse présager un résultat 1993 très médiocre. A l'image de l'ensemble du secteur bancaire, la BNP subit de plein fouet la multiplication des faillites de PME et la crise de l'immobilier. Les provisions devaient atteindre des niveaux records cette année. Certes, on peut imaginer que M. Pébereau n'a pas cherché à « embellir » ses comptes. Il pourra ainsi, à l'image de ce qu'il a fait au CCF, s'inscrire dans une logique de redressement. La BNP réalise déjà parfaitement compris par la Bourse qui anticipe une forte amélioration des résultats en 1994 et plus encore en 1995. C'est sur la foi de ces prévisions que le cours du certificat d'investissement BNP a gagné plus de 35 % depuis le début de l'année. Une progression jugée d'ailleurs trop rapide et trop forte à la direction de la banque.

Michel Pébereau aura également à affiner une stratégie qui reste relativement confuse. Elle se situe à mi-chemin de l'expansion tous azimuts du Crédit lyonnais et de la volonté de se replier sur des niches rentables de la Société générale. La BNP réalise fréquemment sa volonté de rester une banque grand public mais elle se heurte à la concurrence très dure du Crédit agricole, des Caisses d'épargne et de La Poste dans une activité peu rentable. La banque veut d'ailleurs, dans le même temps, prendre des parts de marché dans l'ingénierie financière, les activités de marché et la gestion d'actifs.

Enfin, la BNP doit prendre en compte le vieillissement de son personnel et le problème de financement des retraites qu'il entraîne. Elle va constituer pour y faire face une dotation spéciale en prélevant sur ses réserves.

ERIC LESER

Quelle part publique dans Elf Aquitaine ?

Elf Aquitaine a annoncé, mardi 31 août, une chute de 59 % de son bénéfice net au premier semestre, qui s'est élevé à 1,368 milliard de francs contre 3,340 milliards pour la même période de 1992. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de la première entreprise française a progressé de 3,85 %, pour atteindre 102,6 milliards de francs.

Ce recul du résultat est dû principalement à des mesures de dépréciation d'actifs pétroliers à Brunei et surtout en mer du Nord, pour un montant global de 2,3 milliards de francs. En raison de la faiblesse des cours du baril, la compagnie pétrolière a revu à la baisse la valeur de son domaine minier dans les eaux britanniques, un champ qu'elle avait racheté pour 8 milliards de francs en mai 1991 à l'américain Occidental Petroleum. « Cette dépréciation n'affecte pas la solidité financière du groupe et sa capacité de distribution », indique un communiqué d'Elf Aquitaine, dont la marge brute d'autofinancement demeure stable (12,1 milliards de francs).

Cet ajustement exceptionnel des comptes marque à la fois l'arrivée d'un nouveau président et la préparation de la privatisation du groupe. Bien souvent, les dirigeants s'empressent d'alourdir les comptes précédents avant d'en présenter de meilleurs ensuite. Loïc Le Floch-

POINT DE VUE

L'onde de choc

par François Morin

Le tableau des relations financières des entreprises publiques privatisables révèle une architecture complexe : il faudra la garder à l'esprit pour suivre les prochaines opérations de privatisation. Par leurs montants parfois très importants, ces relations financières seront probablement, on peut le penser, au centre des futurs nouveaux statuts d'actionnaires. Qui pourra prétendre, en effet, dépasser par le montant de ses participations le Crédit lyonnais dans Aérospatiale (20 %) et dans Usinor-Sacilor (20 %) ? Ou la

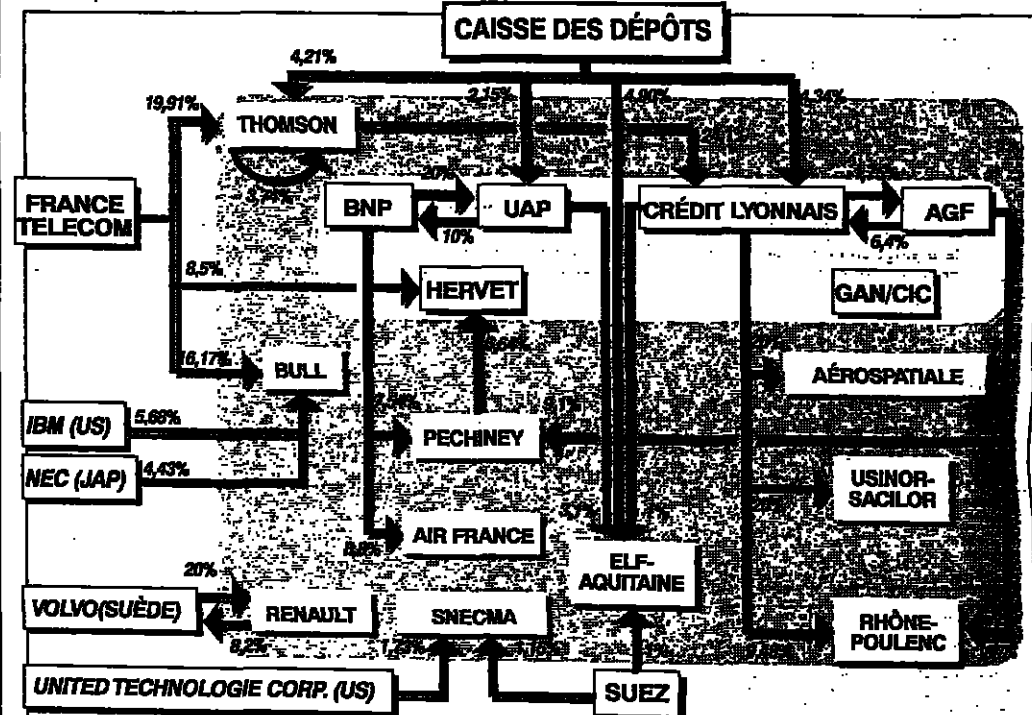
BNP dans l'UAP (20 %) ? Ou France Télécom dans Thomson (19,9 %) ?

N'oublions pas également des apports qui peuvent parfois se cumuler : par exemple, sur Pechiney avec les 7,5 % de la BNP et les 9,1 % des AGF ; ou sur Rhône-Poulenc avec les 9,5 % en provenance du Crédit lyonnais et les 8,7 % en provenance des AGF.

Ces quelques indications démontrent clairement que les principaux enjeux du pouvoir, la nouvelle donne du capitalisme français, se concentreront sur le

coeur financier public, et plus particulièrement autour de la privatisation de la BNP, du Crédit lyonnais et de l'UAP. Compte tenu de très près à la privatisation de Thomson puisque celle-ci agit sur une grande partie du capital du Crédit lyonnais (24,1 %).

► François Morin est professeur à l'université Toulouse-1 et directeur du LEREP, auteur d'un ouvrage sur le *Coeur financier européen*, en collaboration avec Claude Dupuy (le Monde du 29 juin).



ERIC LESER

Le projet d'un industriel hongrois

Le Vélosolx tente un retour en France

Le célèbre Vélosolx, dont la production par MBK (ex-Motobécane) prit fin en octobre 1988, pourrait faire son retour sur le marché grâce à un industriel hongrois, Gábor Kras, qui en a racheté les brevets et réinstallé les chaînes de fabrication à Debrecen, à 200 kilomètres de Budapest. A l'occasion du Mondial du cycle, qui se tiendra à Paris, du 24 septembre au 3 octobre, sera présenté un modèle « S-3800 » identique au « 3800 », dernier cyclomoteur commercialisé par Motobécane (transmission par galet, consommation de 1,5 litre de mélange aux 100 kilomètres). A condition de satisfaire aux exigences du

service des mines, le société VSF (Vélosolx France) compte vendre de 5 000 à 10 000 Solx par an. Ambitieux, cet objectif suppose que les nostalgiques soient au rendez-vous : en 1987 et 1988, les ventes avaient chuté respectivement à 2 742 et 1 500 exemplaires. Pour leur rappeler qu'ils ont droit d'engin - inviolable mais peu à l'aise dans les côtes - est prêt à reprendre du service, cinq Solx partis des rives du Danube et pilotés par une équipe de trois Hongrois sont arrivés lundi 30 août au Musée de l'automobile de la Défense, sur terre d'un voyage de 2 500 kilomètres bouclé en dix jours.

TRANSPORTS

A partir du 1^{er} septembre

Les tarifs des péages d'autoroutes augmentent de 3 %

Les tarifs des péages d'autoroutes augmentent en moyenne de 3 % à partir du mercredi 1^{er} septembre. Cette hausse, supérieure à celle de l'inflation, fait suite à une augmentation de 2,8 %, le 1^{er} octobre 1992. L'augmentation s'élève de 2,5 % pour la société des Autoroutes du sud de la France (ASF), à 2,9 % pour Conforoute et 3,3 % pour les autres sociétés concessionnaires. En 1992, les recettes de péages perçues par les sociétés d'autoroutes se sont élevées à 20 milliards de francs. Mais l'Association des sociétés françaises d'au-

toroutes (ASFA), qui regroupe les huit sociétés d'autoroutes, fait remarquer que, depuis 1980, les péages ont évolué moins vite que l'inflation. La perte pour les sociétés d'autoroutes a été de 9 % en finaux constants pendant cette période. Les tarifs ont même été bloqués entre 1989 et 1991. L'ASFA rappelle que 1 % d'augmentation des tarifs permet la construction de 50 kilomètres d'autoroutes nouvelles. Cette hausse rapportera 600 millions de francs en année pleine.

Les MASTERS de l'Ecole Supérieure de Gestion

Sept formations de 3^{ème} Cycle en alternance pour les titulaires de diplômes Bac + 4 ou Ingénieurs.

- MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEEN •
- MARKETING ET PUBLICITE •
- FINANCE ET MARCHE DES CAPITAUX •
- GESTION INTERNATIONALE DU PERSONNEL •
- MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRE •
- GESTION DES ENTREPRISES •
- EXPERTISE ET AUDIT COMPTABLES •



Ces formations peuvent être financées et rémunérées par les entreprises dans le cadre de contrats de qualification ou en contrat individuel de formation.

MSG : Formation accréditée en 1 an et 3 ans à Paris et 1 an et 3 ans dans une Université américaine accréditée AACSB.

25, RUE SAINT-AMBROISE, 75011 PARIS TEL: 43 55 44 44

Le chômage a augmenté de 10 %

Le chômage a augmenté de 10 % en août 1993. Le nombre de chômeurs s'élève à 2,5 millions. Le chômage de longue durée représente 40 % du total. Le chômage des jeunes est de 15 %.

FO et la CGT s'opposent à la réforme des retraites

Le Front ouvrier (FO) et la Confédération générale du travail (CGT) s'opposent à la réforme des retraites proposée par le gouvernement. Ils considèrent que la réforme est une mesure de coupe dans les dépenses sociales.

CONJONCTURE

La Caisse d'épargne brève des crédits à la consommation

La Caisse d'épargne a brève des crédits à la consommation. Le montant des crédits a augmenté de 10 % par rapport à l'année précédente.

ETATS-UNIS

Les Etats-Unis ont enregistré une croissance économique de 2,5 % au troisième trimestre 1993. Le chômage reste à 6,5 %.

FRANCE

Le gouvernement français a annoncé une réduction de 1 % des dépenses publiques pour l'année 1994. Cette mesure vise à réduire le déficit budgétaire.

JAPON

Le Japon a enregistré une croissance économique de 2,1 % au troisième trimestre 1993. Le chômage reste à 5,5 %.

MARCHÉS FINANCIERS

MARCHÉS FINANCIERS

18, 31 août ↑ Toujours plus haut

La Bourse de Paris a poursuivi sa progression, confirmant la tendance haussière observée depuis le début de l'année. Le CAC 40 a atteint un nouveau record de 2218,99 points, soit une hausse de 0,56 % par rapport à la veille.

En parallèle, le taux à 3 mois a continué de baisser, passant de 5,11 % à 5,08 %, ce qui a contribué à soutenir le marché boursier.

NEW-YORK, 30 août ↑ Calme

Le marché américain a été marqué par une certaine prudence, malgré la poursuite de la hausse. Le Dow Jones a terminé à 6018,12 points, en hausse de 12,34 points.

Les investisseurs ont réagi avec calme aux nouvelles économiques, privilégiant les valeurs défensives et les actions à dividendes.

LONDRES, 30 août Clos

Le marché britannique a été fermé à 2100,00 points, en hausse de 10,00 points.

11 août ↑ Au-dessus des 21 000 points

Le marché japonais a atteint un nouveau record, le Nikkei 225 s'élevant à 21 000,00 points.

Les investisseurs doivent se méfier

Malgré la hausse, les analystes recommandent une certaine prudence. Les investisseurs doivent rester attentifs aux évolutions des marchés et des taux.

BOURSES

| Indice | 1 ^{er} sept. | 30 août. | 31 août. |
|--------------------|-----------------------|----------|----------|
| Paris CAC 40 | 2218,99 | 2218,99 | 2218,99 |
| New York Dow Jones | 6018,12 | 6018,12 | 6018,12 |
| Londres FTSE 100 | 2100,00 | 2100,00 | 2100,00 |
| Tokyo Nikkei 225 | 21000,00 | 21000,00 | 21000,00 |

INTERBANKAIRE DES DEVISES

| Devise | Cours |
|--------|--------|
| US\$ | 163,45 |
| DM | 163,45 |
| £ | 163,45 |

INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

| Monnaie | Taux |
|---------|--------|
| US\$ | 5,08 % |
| DM | 5,08 % |
| £ | 5,08 % |

BOURSE DE PARIS DU 31 AOUT

| compteur | | VALEURS | | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 | VALEURS | | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 | VALEURS | | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 | VALEURS | | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 |
|----------|---------------------|---------|--|------------------|------------------|----------|----|----------|---------|------------------|------------------|----------|----|----------|---------|------------------|------------------|----------|----|----------|---------|------------------|------------------|----------|----|
| 147,28 | ES-SF93 | | | 520 | 520 | -1,22 | | compteur | VALEURS | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 | compteur | VALEURS | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 | compteur | VALEURS | Cours
précéd. | Dernier
cours | %
+/- | 25 |
| 147,29 | B.N.P. (L.P.) | | | 1080 | 1080 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,30 | C.Lyminal (L.P.) | | | 2157 | 2157 | -0,32 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,31 | Pharm. (L.P.) | | | 2340 | 2340 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,32 | Pharm. (L.P.) | | | 1129 | 1130 | -0,09 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,33 | Thibaut S.A. (L.P.) | | | 1000 | 1000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,34 | Acory | | | 958 | 957 | +2,73 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,35 | Acory | | | 777 | 777 | -0,29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,36 | Alcanal Alcanon | | | 761 | 769 | +1,05 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,37 | Alcanal Alcanon | | | 2245 | 2245 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,38 | Alcanal Alcanon | | | 368 | 368 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,39 | Alcanal Alcanon | | | 659 | 659 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,40 | Alcanal Alcanon | | | 1690 | 1693 | +1,62 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,41 | Alcanal Alcanon | | | 50,50 | 50 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,42 | Alcanal Alcanon | | | 1165 | 1165 | +1,45 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,43 | Alcanal Alcanon | | | 1222 | 1222 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,44 | Alcanal Alcanon | | | 195 | 195 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,45 | Alcanal Alcanon | | | 648 | 641 | -1,23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,46 | Alcanal Alcanon | | | 1222 | 1222 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,47 | Alcanal Alcanon | | | 1317 | 1320 | +0,23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,48 | Alcanal Alcanon | | | 143 | 144,50 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,49 | Alcanal Alcanon | | | 328 | 328 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,50 | Alcanal Alcanon | | | 488 | 472 | -3,27 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,51 | Alcanal Alcanon | | | 285 | 285 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,52 | Alcanal Alcanon | | | 870 | 865 | -0,58 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,53 | Alcanal Alcanon | | | 111 | 110 | -0,90 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,54 | Alcanal Alcanon | | | 827 | 828 | +0,12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,55 | Alcanal Alcanon | | | 1238 | 1238 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,56 | Alcanal Alcanon | | | 219,50 | 219,50 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,57 | Alcanal Alcanon | | | 219,50 | 219 | -1,52 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,58 | Alcanal Alcanon | | | 3040 | 3039 | -0,03 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,59 | Alcanal Alcanon | | | 153,50 | 154,50 | +1,30 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,60 | Alcanal Alcanon | | | 128 | 128 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,61 | Alcanal Alcanon | | | 692 | 688 | -0,59 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,62 | Alcanal Alcanon | | | 258 | 258,20 | +0,08 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,63 | Alcanal Alcanon | | | 650 | 650 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,64 | Alcanal Alcanon | | | 241 | 242 | +0,41 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,65 | Alcanal Alcanon | | | 36,50 | 36,50 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,66 | Alcanal Alcanon | | | 427 | 427 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,67 | Alcanal Alcanon | | | 106,10 | 106,10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,68 | Alcanal Alcanon | | | 124 | 123 | -0,97 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,69 | Alcanal Alcanon | | | 1247 | 1252 | +1,20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,70 | Alcanal Alcanon | | | 1119 | 1128 | +1,52 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,71 | Alcanal Alcanon | | | 343 | 343 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,72 | Alcanal Alcanon | | | 595 | 590 | -0,85 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,73 | Alcanal Alcanon | | | 300 | 349 | +1,63 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,74 | Alcanal Alcanon | | | 365 | 354 | -0,25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,75 | Alcanal Alcanon | | | 426 | 426 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,76 | Alcanal Alcanon | | | 504 | 504 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,77 | Alcanal Alcanon | | | 504 | 503 | -1,25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,78 | Alcanal Alcanon | | | 218 | 218 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,79 | Alcanal Alcanon | | | 1410 | 1410 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,80 | Alcanal Alcanon | | | 470 | 468,00 | -0,25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,81 | Alcanal Alcanon | | | 1194 | 1191 | -0,25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,82 | Alcanal Alcanon | | | 4310 | 4310 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,83 | Alcanal Alcanon | | | 762 | 762 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,84 | Alcanal Alcanon | | | 708 | 705 | -0,44 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 147,85 | Alcanal Alcanon | | | 521 | 525 | +0,77 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Au Brésil où des policiers sont à nouveau mis en cause

Une vingtaine de personnes ont été assassinées dans un bidonville de Rio

Un groupe d'hommes masqués et armés a fait irruption, lundi 30 août, dans la favela (bidonville) de Vigário-Geral, à la périphérie nord de Rio-de-Janeiro, et tué de sang-froid, apparemment au hasard, au moins vingt et une personnes, selon le dernier bilan. Comme dans l'affaire de l'assassinat de huit enfants des rues en juillet, dans le centre de Rio, des policiers sont fortement soupçonnés d'être les auteurs du crime. Ces massacres - avec celui, récent, de plusieurs dizaines d'Indiens Yanomamis à la frontière du Venezuela - s'ajoutent aux violences chroniques et alarmantes de métropoles comme Rio ou São Paulo.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

L'attaque de la favela de Vigário-Geral, réputée l'une des plus dangereuses de la ville, a eu lieu aux premières heures de la matinée, alors que la plupart de ses habitants dormaient. Réveillés par les tirs, ils ont tenté de s'interposer en dressant des barricades, ils ont ensuite organisé une manifestation de protestation, en arrêtant les trains de banlieue qui circulent à proximité. L'opération apparaît clairement avoir été menée en représailles à l'assassinat, la veille et au même endroit, de quatre membres des forces de l'ordre, vraisemblablement tués par des trafiquants de drogue opérant dans le quartier.

Le gouverneur de Rio-de-Janeiro, Leonel Brizola, a qualifié de « vengeance inadmissible » ce dramatique épisode et annoncé que si « la participation de la police était confirmée, la corporation aura besoin de subir un choc disciplinaire ». Le vice-gouverneur

Nilo Batista s'est rendu sur place, comme plusieurs hommes politiques de toutes tendances. L'archevêque de Rio, Mgr Eugênio Sales, a lancé un appel à l'union en affirmant que cette tuerie représentait « une atteinte à la dignité » de la capitale. Certains députés sont allés jusqu'à réclamer l'intervention de l'armée, en estimant, comme Amaral Netto (droite) qu'il est « grand temps d'agir ».

Un mort par balle chaque jour

La violence chronique, qui règne en particulier à Rio et à São Paulo, a depuis longtemps son effrayante et froide traduction statistique. Selon les chiffres officiels de la police, 7 635 personnes ont été assassinées dans l'Etat de Rio-de-Janeiro en 1992, et 2 724 pour les quatre premiers mois de 1993. Chaque jour, plus d'une personne est tuée par balle, les autres à l'arme blanche.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Ses locaux ayant été investis pour mener une attaque à Mogadiscio

L'AICF dénonce la dernière opération américaine en Somalie

L'organisation humanitaire Action internationale contre la faim (AICF) a dénoncé, lundi 30 août, l'opération militaire américaine à Mogadiscio menée selon elle à partir des sièges des organisations humanitaires en Somalie. « Lundi 30 août 1993, à trois heures du matin, un groupe de trente à quarante militaires américains a atterri sur le toit de la résidence AICF de Mogadiscio. Cette opération était de nettoyage de routine à partir des locaux de l'AICF visant à capturer le personnel local, en charge de la sécurité des bâtiments du PNUD [Programme des Nations unies pour le dévelop-

peut], supposé être partisan du général Aïdîd », a indiqué l'organisation dans un communiqué. « Entre 3 heures et 4 h 30 du matin, heure de repos des forces américaines, les experts AICF ont été isolés dans la résidence, une partie du personnel local AICF a été attaché et fait prisonnier le temps de l'opération, une partie du mur d'enceinte de l'AICF a été délibérément détruit à l'aide d'explosifs ainsi que le portail d'accès au campement », a-t-elle précisé.

L'AICF a demandé un entretien, « dans les plus brefs délais », au secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, « afin d'éclaircir les conditions d'utilisation de la force par les troupes engagées dans les opérations de maintien de la paix ».

Le porte-parole militaire de l'Opération de l'ONU en Somalie (ONUSOM), le commandant David Stockwell, a déclaré lundi à Mogadiscio que les soldats américains avaient « fouillé les locaux de l'AICF », au cours d'une « mission bien menée », dont il s'est refusé à préciser l'objet. A propos de l'interpellation de huit employés du PNUD (le Monde du 31 août), il a indiqué que « les employés du PNUD n'auraient pas dû se trouver dans ce bâtiment ».

Au cours de cette opération, les forces américaines entendaient risquer une zone du sud de Mogadiscio considérée comme un bastion des partisans du général Mohamed Farah Aïdîd. Il s'agissait de la plus importante opération militaire dans la capitale somalienne depuis plusieurs semaines, et la première depuis l'arrivée, la semaine dernière, d'un contingent de 400 hommes d'une unité d'élite américaine de rangers, envoyés sur place pour retrouver le général Aïdîd. (AFP, Reuters.)

Au Tadjikistan

Soixante-seize morts dans l'accident d'un avion de 38 places

Un YAK-40 de la compagnie aérienne tadjike, un appareil qui compte 38 places, mais qui transportait 80 personnes, s'est écrasé, samedi 28 août, dans le Pamir, ne laissant que quatre survivants hospitalisés à Khorog, a annoncé, lundi, un membre d'une commission d'enquête de Douhanabé. L'avion s'était écrasé peu après son décollage. La surcharge des avions est devenue courante dans les ex-Républiques soviétiques, mais la situation est critique dans le Pamir, où les YAK-40 assurent la seule liaison possible entre Khorog et Douhanabé, les combats ayant rendu la route impraticable. Parmi les victimes se trouvait le délégué du CICR au Tadjikistan Michel Kuhn, âgé de quarante-quatre ans.

La première visite, achevée lundi, du président tadjik Esmatullo Rakhmanov à Kaboul, ne semble pas devoir déboucher sur l'ouverture de négociations avec l'opposition armée tadjike réfugiée en Afghanistan. Mais elle a permis la libération des cinq gardes-frontière russes - dont quatre du bataillon du Kazakhstan - enlevés le 10 août au Tadjikistan. (AFP, UPI.)

En Afrique du Sud

Thabo Mbeki est élu président national de l'ANC

Le responsable des relations internationales du Congrès national africain (ANC), Thabo Mbeki, a été élu président national du mouvement par un vote à bulletins secrets du Conseil national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'organisation. Il succède à Oliver Tambo, décédé au mois d'avril, à ce poste qui avait été créé lors du congrès de l'ANC en 1991 pour trouver une place et des fonctions honorifiques à l'ancien président du mouvement. Le poste de président national figure en deuxième position dans l'organigramme de l'ANC, entre celui du président Nelson Mandela (soixante-cinq ans) et celui du vice-président Walter Sisulu (quatre-vingt-un ans). L'accession au rang de deuxième personnage de l'ANC fait donc de Thabo Mbeki l'un des principaux potentiels de Nelson Mandela.

Ancien membre du bureau politique du Parti communiste sud-africain (SACP) - une période de sa vie qu'il passe volontiers sous silence - Thabo Mbeki est le fils de Govan Mbeki, figure historique du SACP et de l'ANC et ancien compagnon de détention de Nelson Mandela au bagne de Robben Island. D'origine xhosa, Thabo Mbeki est né au Transkei, comme Nelson Mandela et de nombreux dirigeants de l'ANC, le 18 juin 1942.

Militant dans des organisations d'étudiants lorsqu'il était en Afrique du Sud, Thabo Mbeki quitte le pays en 1962 à la demande de l'ANC, par le Bechuanaland (Botswana), et la Rhodesie du Sud (Zimbabwe), où il est arrêté. Grâce à l'intervention de parlementaires britanniques, il n'est pas extradé vers l'Afrique du Sud et gagne la Tanzanie, où le président Julius Nyerere lui offre l'asile politique.

Il se rend ensuite en Angleterre et termine des études d'économie avant de rejoindre la direction de l'ANC en exil à Lusaka, où l'envoie comme représentant au Swaziland puis au Nigeria. Il devient membre du NEC en 1975, conseiller politique d'Oliver Tambo en 1978. C'est à la mort de Johnny Makatini en 1989 qu'il prend la tête du département des affaires internationales de l'organisation.

Séduliste, éloquent, affable, diplomate dans l'âme, Thabo Mbeki conduit les délégations de l'ANC qui s'entrevoient à plusieurs reprises avec des libéraux blancs sud-africains. C'est lui qui, le 2 février 1990, a libéré Nelson Mandela neuf jours tard, il est l'un des membres les plus influents de la délégation de l'ANC qui rencontre pour la première fois les représentants du gouvernement à Groote-Schuur, près du Cap, le 2 mai 1990.

Très apprécié dans les cercles diplomatiques et par le gouvernement du président De Klerk pour sa souplesse et sa vision humaniste de la future Afrique du Sud, Thabo Mbeki est souvent critiqué au sein de l'ANC par l'aile dure du mouvement, qui le juge trop enclin à négocier avec les autorités de Pretoria. Son élection au poste - autrefois honorifique - de président national pourrait aussi bien être une mise à l'écart qu'une réelle promotion.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

En Azerbaïdjan

Mancœuvres militaires iraniennes à la frontière

Dix mille hommes du 21^e corps d'armée iranien ont entamé des manœuvres combinées avec l'aviation, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la frontière avec l'Azerbaïdjan, a annoncé, samedi 31 août, la radio iranienne. C'est la première fois depuis 1979 que des manœuvres d'envergure sont menées dans cette région près de Tabriz, où le 21^e corps d'armée, considéré comme une unité d'élite, a été déployé le mois dernier. Le président du Parlement iranien avait lancé, dimanche, un avertissement à l'Azerbaïdjan, affirmant que les combats en cours à ses frontières étaient une menace pour la sécurité nationale de l'Iran.

Selon un responsable de MSF-Belgique de retour de la région, les blessés affluant dans les hôpitaux du sud de l'Azerbaïdjan, et celui de Belagani, visé il y a quelques jours était « rempli de militaires, de femmes, d'enfants et de vieillards ». Les bombardements arméniens auraient cependant cessé samedi, la veille du référendum en Azerbaïdjan, où 93 % des votants ont exprimé leur défiance envers le président Eltsine, selon les résultats officiels publiés lundi. (AFP, Reuters.)

En remplacement du professeur Jacques Cinqalbre

Jean Marimbert, président de l'Agence française du sang

Jean Marimbert, maître des requêtes au Conseil d'Etat, devait être nommé mercredi 1^{er} septembre, au conseil des ministres, président de l'Agence française du sang en remplacement du professeur Jacques Cinqalbre. Dans un communiqué publié mardi 31 août, Simone Veil et M. Douste-Blazy précisent que le professeur Cinqalbre avait souhaité être déchargé de ses fonctions après avoir mené à bien la transformation en établissement public administratif de l'Agence.

La loi du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine ne sera pas modifiée. Dans la lettre de mission qu'il a adressée vendredi 27 août à M. Jean Marimbert, Simone Veil, ministre des affaires sociales, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, précisent en effet qu'ils n'entendent pas « remettre en cause l'économie générale » de cette loi. Ils précisent au nouveau patron de l'Agence les grandes lignes de l'action qu'il devra mener dans les prochains mois.

En premier lieu, il devra, d'ici au début de l'année prochaine, mettre au point les textes d'application de la loi, en achevant le plus rapidement possible la définition des « principes de bonnes pratiques » qui seront ensuite homologués par arrêté. En outre, M. Marimbert devra au plus vite

préparer les décrets d'application de la loi de manière à mettre fin à la période transitoire durant laquelle les relations entre les établissements de transfusion sanguine et l'Agence demeurent régies par de simples conventions passées à l'automne 1992 (l'Agence avait alors un statut de groupement d'intérêt public).

Les deux ministres insistent sur la nécessité d'un respect scrupuleux des exigences de sécurité sur lesquelles, disent-ils, « la puissance publique ne saurait transiger ». M. Marimbert aura à engager « un processus de regroupement » des activités de certains établissements de transfusion sanguine. Il conviendrait, précisent-ils, « de réorganiser les activités de fabrication et de contrôle biologique, dans le but de renforcer la sécurité transfusionnelle ».

F. N.

Né le 10 mars 1956 à Rabat, M. Marimbert est diplômé d'HEC, de l'Institut d'études politiques et de l'ENA (promotion 1983). Auditeur puis maître des requêtes au Conseil d'Etat, il a été conseiller technique au cabinet de Philippe Séguin au ministère des affaires sociales et de l'emploi (1987-1993), chargé de missions auprès de Lionel Suin, secrétaire d'Etat chargé du Plan en 1988-1989, directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Solon, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (1989-1990), directeur général de l'ANPE (1990-1991).

EN BREF

■ ARGENTINE : le missile Condor II et les « techniciens du Proche-Orient ». - Le ministre argentin de la défense, Oscar Camilion, a reconnu, lundi 30 août, dans une déclaration à la radio, que des « techniciens du Proche-Orient » avaient collaboré au projet de missile argentin Condor II, abandonné en 1992. Par ailleurs, le quotidien *Clarín* a affirmé que « l'Irak avait utilisé de la technologie argentine pour fabriquer ses propres missiles », dont le BDR-2000, décrit comme « un dérivé » du Condor. Le quotidien de Buenos Aires dit se fonder sur les résultats de l'enquête menée récemment par deux représentants de l'ONU. (AFP.)

■ ALGERIE : une usine détruite par un incendie criminel. - Une usine de fabrication de chaussures, qui employait 430 personnes, a été entièrement détruite par un incendie criminel, dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 août, aux Eucalyptus, un quartier situé au sud-est d'Alger. Un commando d'une quarantaine d'hommes armés et cagoulés a maîtrisé les cinq gardiens de l'usine, avant d'allumer l'incendie. Les dégâts sont estimés à plus de 50 millions de dinars (environ 12 millions de francs). (AFP.)

■ CAMEROUN : grève générale à l'appel de l'opposition. - Les fièvres de l'opposition étaient en partie paralysées, lundi 30 août, au premier jour d'une grève de quarante-huit heures déclenchée par l'Union pour le changement, alliance des mouvements d'opposition, pour protester contre la politique économique du président Paul Biya. L'hebdomadaire d'opposition *la Nouvelle Expression* a indiqué qu'on était sans nouvelles du coordinateur de la grève, Jean-Michel Nincheu. En outre, le ministre français de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, est arrivé lundi à Yaoundé, à l'invitation de M. Biya. La radio nationale a indiqué que le Cameroun souhaitait accueillir le prochain sommet de la francophonie, après celui d'octobre prochain à l'île Maurice. (AFP, Reuters.)

■ ÉTATS-UNIS : nouvelle exécution au Texas. - Condamné pour le meurtre en 1983 d'un directeur de parc de loisirs qui l'avait licencié, Richard James Wilkerson, âgé de vingt-neuf ans, a été exécuté, dans la nuit du lundi 30 au mardi 31 août à Huntsville (Texas). Wilkerson est le soixante-septième condamné à mort à être exécuté au Texas et le 21^e aux États-Unis depuis le rétablissement, en 1976, de la peine de mort dans certains États. (AP, AFP.)

■ NIGÉRIA : Moshood Abiola ajourne son retour. - Moshood Abiola, qui affirme avoir remporté l'élection présidentielle annulée du

12 juin, a annoncé, lundi 30 août, à Washington, qu'il avait décidé d'ajourner son retour dans son pays. « Je ne veux pas être un dirigeant dans les ténèbres et la mort », a affirmé l'opposant, qui « pense toujours », néanmoins, que la crise « peut être résolue sans bain de sang ». M. Abiola a d'autre part appelé les Nations unies à se réunir d'urgence afin d'adopter des sanctions contre le gouvernement inébranlable dirigé par Ernest Shonekan.

■ L'AFP présente ses excuses à la Banque Monod. - Dans une dépêche datée du 30 août, l'Agence France-Presse a présenté ses excuses aux dirigeants et collaborateurs de la Banque Monod, pour « avoir diffusé une information qui, résultant d'une erreur rédactionnelle manifeste, mettait en cause la Banque Monod, filiale à 90 % de la Compagnie de Suez ».

L'AFP, dans une dépêche du samedi 21 août, avait annoncé le non-paiement, par la banque, des salaires de son personnel depuis la fin juin ainsi qu'une mise sous administration judiciaire. Un démenti a été publié par l'agence, le lundi 23 août, dans la découverte de cette erreur, due à la reprise sans vérification d'un fax concernant en fait une tierce partie. La Banque Monod a fait paraître un avis financier dans plusieurs quotidiens parisiens, pour protester contre cette diffusion et rétablir les faits.

■ M. Perben à Saint-Pierre-et-Miquelon. - Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, est arrivé lundi 30 août à Saint-Pierre-et-Miquelon, pour une visite d'un peu plus de deux jours dans cette collectivité territoriale. Boudant ainsi sa tournée des départements et territoires d'outre-mer commencée le 19 mai dernier aux Antilles, le ministre devait visiter les installations portuaires et rencontrer les principaux responsables de la pêche industrielle, activité complètement interrompue depuis un an à la suite d'un désaccord avec le Canada sur la fixation des quotas de pêche française. Il devait s'entretenir avec les responsables de l'archipel des possibilités de diversification économique dans le domaine de la pêche, du tourisme et de l'artisanat.

SOMMAIRE

DÉBATS

Loi Falloux : « Attention, danger ! », par Jean-Marie Girault. Affaires : « Les infortunes de la vertu », par Raymond Jean. 2

ÉTRANGER

La situation en Bosnie. 3
La Russie retire ses dernières troupes de Lituanie. 3
Le dixième anniversaire de la destruction d'un Boeing sud-coréen par un appareil soviétique. 4
La reprise des négociations israélo-arabes à Washington. 6 et 7

POLITIQUE

L'UDF souhaite que le RPR respecte un « code de bonnes conduites » dans les rapports internes à la majorité. 8
Le retour du débat sur l'Europe. 8
M. Pasqua continue à réclamer une réforme constitutionnelle. 8

SOCIÉTÉ

Défense : les laissés-pour-compte du service militaire. 9
Religions : la mort de Mgr Maxime Charles, fondateur du Centre Richelieu. 9
Voyageurs sans abri : petits budgets et insécurité pour les touristes des pays de l'Est. 9
Après les incidents au Parc des Princes, M. Pasqua se dit opposé à l'adoption d'une loi spécifique pour lutter contre la violence dans les stades. 10
Tennis : les internationaux des États-Unis. 10
Voix : Dominic Viret vainqueur de la Solitaire du Figaro. 10

SCIENCES • MÉDECINE

Psychiatrie de rue : L'empire d'Akkad vaincu par la sécheresse. 11

CULTURE

Cinéma : « Si loin, si proche ! », de Wim Wenders, un entretien avec le réalisateur : au carrefour des mots et des images, Wenders réfléchit en cinéaste sur son métier et sur son pays. 12

ÉCONOMIE

M. Alphandéry installe la Commission de la privatisation. 14
Le chômage a augmenté de 10 % en un an. 15

COMMUNICATION

L'université d'été de la communication : journaux en quête de lecteurs et de proximité. 10

INITIATIVES

■ Dossier : « Des perspectives pour l'emploi ». Formation : ambassadrices du Nord à Bruxelles. 8
■ L'entreprise mono-génération. 8
■ Tribune : « Fusions... Haïte ou gachis », par Didier Noyé. 21 à 32

Services

Abonnements. 2
Annonces classées. 11
Carnet. 13
Marchés financiers. 16 et 17
Météorologie. 19
Mots croisés. 19
Radio-télévision. 18
Spectacles. 19
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folié de 21 à 32
Le numéro du « Monde » daté 31 août 1993 a été tiré à 483 079 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Arts et spectacles » : cinéma américain à Deauville

Pour son incursion annuelle sur la côte normande, le cinéma américain débarque avec ses grosses machines - John Malkovich parle de *Dans la ligne de mire*, le film dont il partage la vedette avec Clint Eastwood - et ses petites productions. L'occasion de faire le point sur le cinéma indépendant aux États-Unis. Également, la Biennale d'art contemporain de Lyon.

17, avenue Franklin-Roosevelt

LASSERRE
EST OUVERT

43-59-53-43 - 43-59-57-45

Le Monde

Le Monde

INITIATIVES

Sombres perspectives pour l'emploi

Que sont devenus les débouchés pour les jeunes diplômés ?
Les établissements multiplient études et enquêtes pour s'entretenir le moral.
Certains cabinets de recrutement s'emparent de la tempête

EN ce début de saison 1993-1994, pour ce premier numéro d'Initiatives qui inaugure une nouvelle série, la tentation est évidente de dresser le tableau des perspectives de l'emploi pour l'année à venir. Ou, au moins, à faire l'inventaire de la situation.

Malgré le caractère répétitif que suppose un tel exercice, autant dire tout de suite qu'il n'est pas question de s'y soustraire. Une fois de plus, et en dépit de l'apparente facilité que cela peut représenter, les circonstances le justifient tout à fait, malheureusement. Comment pourrait-il en être autrement ? Alors que le chômage ne cesse d'augmenter, une inquiétude croît avec lui dont Henri Lachmann, PDG de Strafor, relève qu'elle amène « les salariés à se considérer comme des chômeurs en sursis ». Comment pourrait-on ne pas nourrir des interrogations sur l'état affligeant d'un marché de l'emploi à nouveau entré en dépression voilà trois ans ? Outre les ouvriers et les employés, les cadres sont désormais touchés et les jeunes diplômés en subissent les conséquences. Quoi que veulent bien en dire les dirigeants des grandes écoles et les bureaux d'anciens élèves.

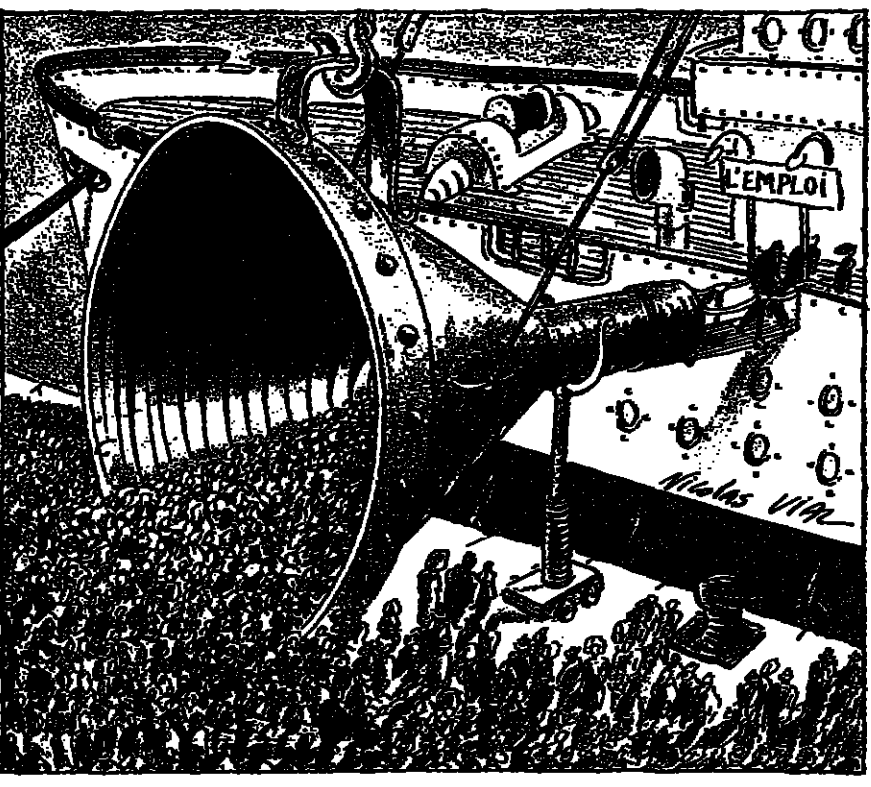
Signe des temps, la plupart des établissements réputés, autrefois si assurés de la réussite de leurs promotions, scrutent avidement les indices de recrutement et multiplient études ou enquêtes pour s'entretenir le moral. Ainsi, l'ESCP (École supérieure de commerce de Paris) a publié un petit opuscule qui contient les résultats d'un questionnaire adressé aux trois dernières fournées d'étudiants (promotion 1991 et 1992), dans le but de savoir comment s'était passée leur intégration dans la vie professionnelle.

Certes, la plupart des enseignements de cette compilation sont réconfortants, puisque 75 % de ces tout nouveaux diplômés occupent un emploi et même 91 % pour les plus anciens, l'attente n'ayant guère duré plus de quatre mois (90 %). Mais quelques clignotants sont également allumés qui tendent à prouver que la conjoncture n'est plus aussi favorable. A peine plus de la moitié des sortants de 1992 (57 %) ont trouvé un travail, les exigences en matière de salaire sont devenues plus réalistes, et la fréquence des changements d'employeur semble s'être ralentie (89 % des actifs sont encore dans

leur premier emploi). Surtout, parmi le quart de ceux qui n'ont pas été embauchés, 38 % avaient été sans emploi, tandis que les autres (62 %) déclarent, sans doute avec un peu trop d'insistance, qu'ils ont préféré poursuivre des études, le plus souvent universitaires. Un prétexte qui satisfait certainement leur orgueil.

DANS le même esprit, l'Association des anciens de Sciences-Po a réalisé, pour la première fois, une analyse de la conjoncture de l'emploi sur l'année 1992, dont les conclusions sont convergentes. Par exemple, les circuits qui conduisent au recrutement se font plus complexes, ils font la part belle aux candidatures spontanées et font apparaître des systèmes de réseaux sans rapport avec l'école. Franchement, la note rédigée par Sciences-Po Emploi chiffre la tendance. La forte augmentation des licenciements de cadres expérimentés frappe particulièrement la tranche des 37-45 ans dont le nombre a quadruplé en deux ans. De 377 en 1990, le nombre de candidats sans emploi est passé à 550 en 1992. Parallèlement, les offres - 3060 - déposées auprès de l'association diminuent. Elles ont globalement baissé de 17 % en un an, après avoir chuté de 22 % entre 1990 et 1991, mais plus encore pour celles destinées aux

- **La longue attente**
Les cabinets de recrutement s'interrogent
par Catherine Leroy
- **Vers la fin de la « décennie PME »**
Qu'en sont passés les jours heureux ?
par Jean Menanteau
- **APEC : ciel uniformément gris**
Baisse sur les embauches
par Marie-Claude Bethod
- **Le règne du sous-emploi**
Le gouvernement souhaite faciliter le passage au temps partiel
par Olivier Piot
- **Un CDD, sinon rien**
Framatome offre une première chance à de jeunes diplômés
par Françoise Alderovic
- **Interim, un regard vers le bâtiment**
En attendant l'autisme
par Liliane Delvassé
- **FORMATION**
□ Ambassadrices du Nord à Bruxelles
- **PERSONNEL**
□ L'entreprise mono-génération
- **La pyramide de la « poire écrasée »**
- **TRIBUNE**
□ Fusions... Halte au gâchis !
par Didier Noyé



Alain Lebaube

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives.

Le Monde INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA *Master of Business Administration for International Management*

- Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE *of Business Administration for International Management*

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
- Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : AMBA HONG KONG

IUA **SAN FRANCISCO**

Le Monde INITIATIVES

Le Monde INITIATIVES

LASSERRE EST OUVERT

Le Monde INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

Le Monde INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

DOSSIER • Sombres perspectives pour l'emploi

La longue attente

Les cabinets de recrutement espèrent une démarche offensive des entreprises

«**A**VRIL et mai ont été relativement faibles, pour ne pas dire mauvais. Juin, qui est traditionnellement le mois de reprise des commandes, n'a pas assez remonté», souligne Brigitte Gardon, déléguée générale de Syntec Recrutement, sans cacher par ailleurs son pessimisme pour la rentrée. Elle n'est pas la seule dans son cas. «En juin-juillet, on a bien vu quelques hirondelles, mais elles n'annonçaient pas forcément le printemps», observe d'une façon plus poétique Denis Sessobé, directeur général d'Alexandre Tic SA, tandis que Claude Dos Reis, associé SIRCA et président de Syntec Recrutement, s'avoue, lui, «franchement inquiet» pour la rentrée.

Les embauches sont inévitables

Certains veulent ou plutôt voudraient présager de meilleurs augures. C'est le cas de Jacques Landreau, PDG de SEFOP et président de la Confédération française du conseil en recrutement, qui avoue cependant qu'il ne se bat sur rien d'autre que sur son «intuition» et sur son «désir qu'il en soit ainsi». «De toute façon, ajoute-t-il, cela ne peut pas durer. Les entreprises ont besoin de pouvoir des postes pour leurs services. La promotion interne ne peut pas suffire à répondre à toutes leurs exigences.»

Aujourd'hui, après les annonces de reprise en 1992 et en 1993, plus aucun recruteur ne tente de pronostics sur l'avenir. Leur seule certitude : il faudra bien que le recrutement reprenne, car la situation actuelle n'est pas tenable pour les entreprises. «Les cadres en activité sont surchargés de travail, surstressés; ils ne tiendront pas longtemps. Ils vont craquer. Tôt ou tard, l'entreprise devra embaucher pour desserrer l'étau», analyse Jean-Paul Vermès, président de Cogéplan et de la Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement (CSNCR). Pour lui, il est clair que les entreprises, si elles veulent survivre, seront amenées à passer d'une démarche défensive à une démarche offensive. «Cela ne se fera pas avec les personnes qui ont géré le présent, estime-t-il, il faudra embaucher des gens capables de gérer le futur.» Bref, les recrutements sont inévitables. Mais à quelle échéance?

Le marché n'a pas entièrement disparu

«Il suffirait de bien peu de chose, souligne-t-il. Il suffirait juste qu'un grand groupe se mette à recruter pour que tout se déclenche. De même que ces groupes ont donné le coup d'arrêt au recrutement, ce sont eux qui donneront le signal de la reprise. A ce moment-là, il faudra être prêt car les choses iront très vite.»

Les cabinets de recrutement peuvent-ils encore tenir le coup si la crise continue? Certes, le

Marché a fortement diminué, mais il n'a pas entièrement disparu. «Il reste par rapport à 1991 un volant d'affaires de 40 % à 50 %», évalue Jean-Paul Vermès, qui ne croit pas que le recrutement puisse diminuer encore. «Il y aura inévitablement quelques problèmes, mais ils ne seront pas plus importants que ceux que l'on a connus. Tout le monde s'est équipé pour l'hiver.»

Ces dernières années, en effet, nombre de petits cabinets ont disparu ainsi que quelques grosses structures comme Egor. Les autres ont pris des dispositions qui devraient leur permettre d'affronter la fin de la crise : réduction des effectifs et des frais ainsi que diversification des activités. Cela sera-t-il suffisant? «Ceux qui ont un bon rapport avec leur banquier passeront le cap. Les autres fermeront. Ou alors, ils se résigneront à leur plus simple expression», analyse Claude Dos Reis.

Des économies sont encore possibles, notamment des économies dans le domaine des structures. L'avenir semble être à la mise en commun des moyens des entreprises : locaux, accueil, secrétariat...

«Des rapprochements, des fusions seront plus que jamais à l'ordre du jour», prévient Jacques Landreau. «Il y a trop de petites boutiques, on a intérêt à rapprocher les structures ayant une même culture, un même mode de management, une même vision des affaires», confirme Claude Dos Reis.

La crise et les dégraissages ont aussi fait émerger des problèmes nouveaux. Les consultants renvoyés sur le marché du travail à l'occasion de dépôts de bilan ou d'opérations de licenciement n'ont eu bien souvent d'autres solutions que de créer à leur tour leur propre cabinet ou de travailler en solo chez eux.

Maintenir la qualité et la déontologie

Devant une concurrence devenue de plus en plus vive dans un marché rétréci, la tentation serait grande de tirer les prix vers le bas. «Ceux qui travaillent chez eux sans frais de structure risquent de brader les prix pour maintenir une clientèle», remarque Claude Dos Reis, tandis que Jacques Landreau émet une mise en garde parallèle : «Il faut que les cabinets ne cèdent pas sur la qualité de la prestation et sur la déontologie. Il ne faut pas non plus qu'ils lâchent sur les honoraires. On est payé sur le temps de travail et sur l'expertise. Si on baisse les prix, on consacrera inévitablement moins de temps aux missions. Ce qui nuit à l'encontre du respect dû aux clients et aux candidats.»

Les consultants acculés sauront-ils résister à la pression du marché? En temps de crise, il y a fort à parier que chacun essaiera en tout premier lieu de sauver sa peau. Seule la reprise pourra empêcher des comportements de désespoir.

Catherine Leroy

Vers la fin de la «décennie PME»

Les petites et moyennes entreprises vivaient jusqu'alors des jours heureux

LES PME perdent aujourd'hui plus d'emplois qu'elles n'en créent. «Ce qui est grave, c'est que les entreprises les plus saines de la région sont aujourd'hui touchées», Alain Puig dirige à Grenoble la délégation régionale du CEPME (Crédit d'équipement des PME). Il couvre à ce titre, outre la capitale du Dauphiné, trois départements (Isère, Savoie et Haute-Savoie). Fin connaisseur du tissu industriel et touristique du secteur dont il a la charge, il situe à avril 1992 le début de ce phénomène nouveau qu'il qualifie de «très inquiétant».

«Aujourd'hui, tous les secteurs sans distinction sont atteints, affirme-t-il; le bâtiment et les travaux publics, les transports, l'industrie, l'hôtellerie de haute et de moyenne montagne. Cette dernière, souvent d'origine familiale, végète. Dans la vallée de l'Arve, l'industrie traditionnelle du décolletage, pour l'essentiel sous-traitante de l'automobile, mises à part quelques exceptions, souffre.»

Cet état de fait pèse dans les résultats de l'établissement financier. N'est-il pas révélateur que la CEPME ait été contrainte d'annoncer, au printemps dernier, d'importants licenciements parmi le personnel de son siège parisien? Au niveau national, les chiffres collectés ne sont guère plus réconfortants : les PME françaises (2,5 millions d'entreprises qui emploient les deux tiers des salariés en France), dont

on a tant chanté les louanges, vont mal et même très mal. 150 000 PME-PMI ont déposé leur bilan au cours de ces trois dernières années («le Monde-Economie» du 6-7 juillet 1993). Et la rentrée de septembre ne laisse prévoir aucune embellie.

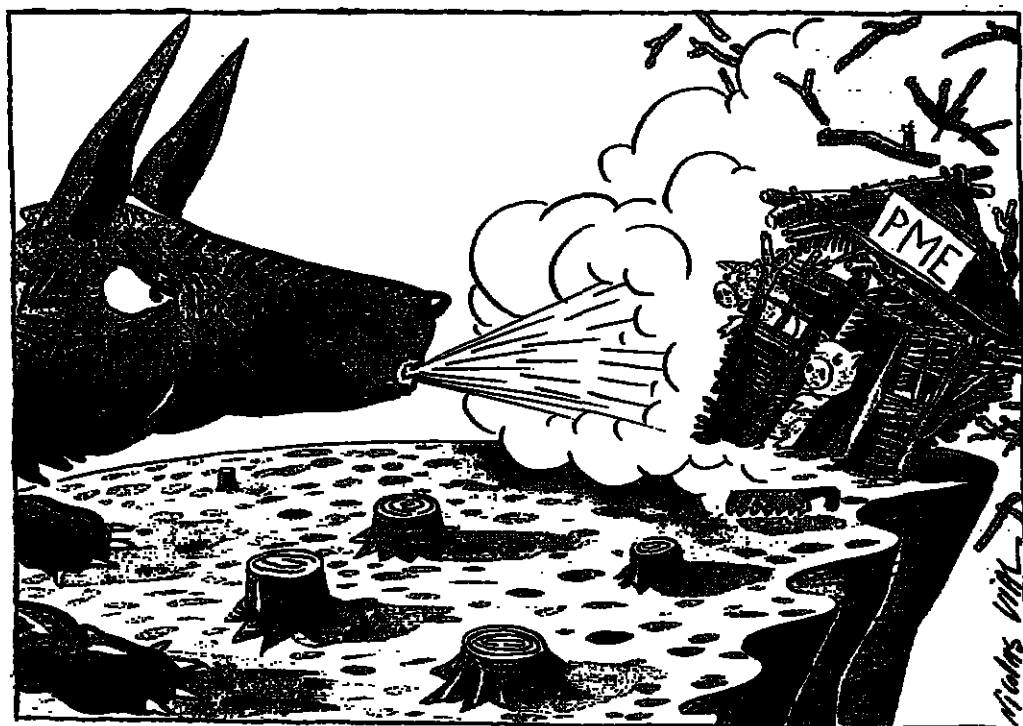
«La grande césure — tous les chiffres le confirment — a commencé en 1991. Aujourd'hui, nous constatons deux tendances lourdes : les PME, y compris dans les services, ont cessé de créer des emplois. Les grandes entreprises, elles, non seulement n'en créent plus mais continuent d'en détruire.» Tel était, au mois de juillet, le constat fait par Georges Tissot, responsable des affaires sociales à la CGPME (Confédération générale des PME). «Nous ne pouvons fonctionner avec ces deux tendances négatives conjuguées», prévient Georges Tissot. Il est devenu vital de retrouver un certain niveau d'activité.

Ce cri d'alarme de la CGPME est d'autant plus fort et révélateur que les PME vivaient depuis vingt ans des jours heureux. La montée de l'emploi dans ces entreprises, dont les effectifs n'excèdent pas 500 personnes, y était régulière et, en quelque sorte, linéaire, cela surtout dans les entreprises de moins de cent salariés. Elles relevaient d'une population certes des plus hétéroclites du monde industriel, commercial, artisanal, des services, autre que les entreprises agri-

coles. Mais tout le monde s'accordait à voir dans les années 80 «la décennie des PME». N'a-t-on pas vanté sur tous les tons leur dynamisme, leur souplesse d'adaptation, leur flexibilité, le fait qu'elles constituaient la clé de voûte du renouveau économique d'alors et surtout d'être devenues la source principale de la création d'emplois? On se souvient que, dans le même temps, les grands groupes ou restructuration «cassaient» des emplois à qui mieux mieux!

Trois années record

Derrière le vocable des PME se cachent des populations mal cernées et dont l' amalgame prête à confusion. Bon nombre d'entre elles, en effet, sont nées de la tendance à «l'externalisation» d'activités des grandes entreprises. Leurs caractéristiques ne peuvent être comparables aux autres; de même sont confondues dans la population des PME des entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 20 personnes. La moitié des PME n'emploient aucun salarié. En 1990, l'INSEE relevait que 93 % des entreprises françaises employaient de 0 à 10 salariés. Faut-il pour autant exclure ces entreprises du chœur rétrospectif? «Non», assure Jacques-Roger Machart, ancien



APEC : ciel uniformément gris

Les embauches se poursuivent, mais en nombre bien insuffisant particulièrement pour les diplômés de haut niveau

«**M**ALHEUREUSEMENT, en ce qui concerne les offres d'emploi pour cadres, les chiffres les plus récents dont nous disposons confirment nos analyses du début de l'année. Les intentions du recrutement des 4 000 entreprises que nous consultons régulièrement pour établir nos prévisions indiquent une tendance à la baisse : elle n'a pas cessé depuis lors de se manifester dans les faits. En juillet, le niveau de l'offre était inférieur de 25 % à 30 % à ce qu'il était un an plus tôt...»

A peine exprimé ce constat, Jean Prével, directeur adjoint de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), s'empresse de le protéger des interprétations hâtives : «Attention! Il serait faux de dire que les entreprises n'embauchent pas : les recrutements continuent; mais ils ne sont pas en nombre suffisant. Puis : «Certains imaginent que le changement de majorité provoquerait un début de relance. Il n'en a rien été et nous sommes en face de phénomènes plus structurels que conjoncturels, trop lourds pour qu'un «effet Balladur» puisse les modifier.»

La baisse des recrutements

concerne la quasi-totalité des branches. Là où elle est un peu moins forte (le bois, l'ameublement, la confection, le papier-carton), c'est moins du fait d'un meilleur site que pour des raisons ponctuelles telles qu'une modification du recrutement ou un renouvellement des effectifs. Le secteur médico-socio-culturel est le seul à manifester un certain tonus : il a besoin de se doter de gestionnaires plus qualifiés que les anciens bénévoles convertis en permanents qui l'ont longtemps fait vivre. Et il possède indéniablement de fortes potentialités de développement. Mais il souffre de ne pas constituer un marché autonome : il ne peut croître que si la société décide de lui consacrer des crédits.

Quant au BTP, on a parlé de relance mais le recrutement y reste extrêmement faible : «Les mesures prises ont été beaucoup trop modestes et leurs effets seront relativement lents à se traduire en matière d'emploi.»

Vue sous l'angle du niveau des diplômés, la baisse des embauches n'est pas moins globale, mais elle se révèle plus ample et plus brutale à l'encontre de ceux qui «tenaient le

haut du hit-parade» voilà trois ou quatre ans. Ce sont les ingénieurs de l'électronique, de la construction électrique, de l'aéronautique, du traitement de données... Ceux devant qui les plus grandes entreprises «décrochaient le tapis rouge» connaissent aujourd'hui la chute la plus dure.

Ne pas se réfugier dans les études

Une occasion pour les responsables de l'APEC de rappeler qu'ils n'ont jamais cru à la pénurie d'ingénieurs, dont on a beaucoup parlé depuis trois ans : «Nous ne l'avons jamais constatée et n'avons pas cessé de nous inscrire en faux contre ce point de vue (...). Actuellement, celui ou celle qui arrive sur le marché du travail avec un diplôme moins recherché, par exemple une licence ou une maîtrise de sciences humaines, subit un choc moindre : dans les années fastes, il devait se donner du mal pour trouver du travail; il doit seulement s'en donner un peu plus encore.» Prudent, une fois encore, Jean Prével ajoute :

«N'allez pas en conclure qu'il faut se détourner des diplômes de haut niveau.»

Dans un tel contexte, que conseille-t-on à l'APEC à ceux pris dans la tourmente du chômage? Les cadres confirmés sont invités à poursuivre leur recherche, obstinément, sans relâche. Le salut ne peut venir que de là.

Aux jeunes diplômés, on suggère de se méfier de la solution vers laquelle ils se tournent le plus volontiers : prolonger leurs études, préparer un diplôme universitaire supplémentaire (un DESS, par exemple) : leur «employabilité» ne s'en trouvera guère améliorée.

En revanche, accepter dans l'immédiat un emploi plus modeste que celui espéré ou en décalage par rapport à leurs acquis peut leur apporter un «plus» non négligeable : en matière de connaissances du monde du travail, d'expériences de ses difficultés, d'aptitudes à les surmonter : faites de cette année peu accueillante une année d'immersion, d'apprentissage pratique, d'initiation... souligne Jean Prével.

Marie-Claude Betheder

Le règne du sous-emploi



Coup de tonnerre

La césure — l'image de coup de tonnerre conviendrait mieux — s'est produite en 1991. Au 31 décembre 1991, pour la première fois en effet depuis vingt ans, l'INEDIC constate qu'il disparaît plus d'emplois qu'il n'en est créé : moins 41 932. Même évolution en 1992 mais avec un solde négatif aggravé. Les prévisions concernant le premier trimestre 1993 sont encore plus sombres. «Jusqu'à y compris dans les services, nous aurons un solde négatif de l'emploi. Dans ce secteur encore porteur il y a peu, les créations ne se manifestent plus dès à présent», commente Georges Tissot à la CGPME. Et de choisir un exemple révélateur : «L'hôtellerie-restauration dégageait encore un solde positif en 1991 : + 0,92 %; elle sera dans le rouge en 1993.»

Bien sûr, dans un milieu aussi hétérogène, la situation reste contrastée. «Dans la vallée de l'Arve, constate Alain Puig, des sous-traitants de l'automobile installés dans des niches et créneaux précis tirent encore leur épingle du jeu. Mais cela se fait au prix d'une sélection très sévère.»

Jean Menanteau

Intérim. un regard vers le

Le marché du travail est en train de se transformer. Les entreprises cherchent de plus en plus à recruter des personnes ayant une expérience professionnelle, même si elles sont moins qualifiées que les diplômés de haut niveau.

Les entreprises cherchent de plus en plus à recruter des personnes ayant une expérience professionnelle, même si elles sont moins qualifiées que les diplômés de haut niveau. Elles sont donc de plus en plus tournées vers le marché de l'intérim, qui leur permet de trouver rapidement des personnes ayant les compétences nécessaires pour leur activité. Cependant, le marché de l'intérim est en train de se transformer. Les entreprises cherchent de plus en plus à recruter des personnes ayant une expérience professionnelle, même si elles sont moins qualifiées que les diplômés de haut niveau. Elles sont donc de plus en plus tournées vers le marché de l'intérim, qui leur permet de trouver rapidement des personnes ayant les compétences nécessaires pour leur activité.

INSTITUT DE MANAGEMENT

MBA

EUROPÉEN DES AFFAIRES

- Valorisez votre formation initiale et/ou votre expérience professionnelle
- Programme de 3^e cycle de Management Européen.
 - Recrutement international des participants.
 - Aménagements possibles pour cadres en activité.

Dernière session de sélection en septembre



Tél. : (33) 81-53-07-00
2, chemin de Palente - BP 927
75021 PARIS Cedex

Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs

INITIATIVES
EXPÉRIENCES

FORMATION

PERSONNEL

Ambassadrices du Nord à Bruxelles

Les concours de la Communauté
constituent une source d'emplois

Il y a quelques mois, Valérie Laurent était chômeuse à Liévin, malgré son BTS de secrétaire trilingue. Licenciée économique. C'est alors qu'une petite annonce du quotidien *La Voix du Nord* la séduit. La chambre de commerce de Valenciennes propose à des demandeurs d'emploi de moins de trente ans, de niveau bac-2 maximum, ayant une expérience professionnelle d'au moins deux ans, une formation pour devenir secrétaire à la Commission européenne.

Parmi près de 200 candidats, seize jeunes gens sont sélectionnés qui s'initient ou se perfectionnent pendant 1 300 heures au secrétariat, à la bureautique, à la pratique de l'anglais, aux institutions européennes et au droit communautaire. Sans oublier un entraînement pratique aux concours d'entrée (et notamment aux redoutables tests psychotechniques), et deux stages : l'un en entreprise, l'autre à la Commission. « Ce module de formation a été défini en étroite collaboration avec Bruxelles », précise Xavier Loucheur, directeur du centre de formation consulaire de Valenciennes. La délégation régionale à la formation professionnelle et le conseil régional ont apporté leur appui financier. « Cosima Dubray, l'une des responsables de la formation professionnelle au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, est convaincue de la rentabilité de l'investissement consenti (640 000 francs) : « Ces jeunes filles seront les ambassadrices de la région à Bruxelles. Elles feront du lobbying pour nous. »

Profiter de la proximité

C'est à Jeanne Penaud, déléguée aux fonctionnaires internationaux auprès du premier ministre, que revient l'idée de cette formation. En 1990, des statistiques sur les personnels de la CEE l'alertent. Les Français ne représentent que 8 % des fonctionnaires de catégorie C, contre 14 % pour les Italiens et 36 % pour les Belges. « La France est traditionnellement bien représentée en catégorie A (administrateur), jugée « stratégique », mais délaisse les catégories B (fonctions d'application) et C (secrétaires, assistants...). Or la secrétaire d'un directeur général est parfois aussi influente... », souligne-t-elle. Et en plus, elle gagne environ 15 000 net d'impôts par mois.

Les secrétaires belges, avanta- gées à la fois par la proximité géographique et une excellente pratique de l'anglais et de l'alle- mand, sont-elles indétrônables ?

« La France aussi forme de bonnes secrétaires, qui parlent de mieux en mieux les langues étrangères. Et puis, pour une secrétaire de Valenciennes, aller à Bruxelles ce n'est pas vraiment un départ outre-Atlantique... » plaide Jeanne Penaud. Le seul problème en fait, c'est que les Nordistes ne connaissent pas les concours de la Communauté, ne savent pas qu'il y a là une réserve d'emplois. Pourtant, 3 000 Français travaillent à la CEE, avec des salaires supérieurs à ceux de la fonction publique française, et exonérés d'impôt.

Il y a trois ans, Jeanne Penaud a donc lancé un appel auprès des organismes de formation du Nord-Pas-de-Calais. Le seul à saisir l'intérêt de la suggestion a été le centre consulaire de Valenciennes (Tertia Tech 3000). « Paradoxalement, alors que nous sommes touchés de plein fouet par le chômage, nous ne tirons pas assez profit de notre proximité avec Bruxelles reconnaît Xavier Loucheur. La frontière est tellement présente à notre esprit, que nous avons tendance à regarder davantage vers Paris que vers Bruxelles.

Soucieuse de rééquilibrer les nationalités au sein de son personnel, la Commission de Bruxelles a joué le jeu, collaboré à la définition de la formation, et accueilli les jeunes pour un stage de deux mois. Aujourd'hui, tous ont retrouvé un emploi. Pas forcément à la Commission même (une seule jeune fille a réussi le difficile concours), mais aussi au sein des sociétés de lobbying qui gravitent autour, ou, explique Xavier Loucheur, « dans d'autres entreprises ou organismes intéressés par des secrétaires ayant une bonne connaissance des institutions européennes, et donc susceptibles de leur faciliter l'accès aux différents services de la CEE. L'antenne bruxelloise de l'assemblée permanente des chambres françaises de commerce et d'industrie en a par exemple embauché une ». « Le taux de réussite est exceptionnel pour une opération de ce genre, grâce à l'adéquation entre la formation et les exigences de l'employeur », se réjouit Cosima Dubray.

Du coup, une deuxième promotion est actuellement en cours de sélection, et le centre consulaire de Valenciennes met sur pied une formation en informatique pour agents de catégorie B. « Nous commençons petit, par les formations les plus faciles à mettre en place, indique M^{me} Dubray, avec l'espoir de former également un jour des fonctionnaires de catégorie A. » Des cadres encore mieux à même de plaider à Bruxelles la cause de leur région.

Pascale Krémer

L'entreprise mono-génération

Les pyramides des âges de nombreuses entreprises
sont devenues des tours de Pise



Pour gérer la crise, les entreprises limitent l'embauche des jeunes et continuent à faire partir les anciens par le biais de la préretraite. Une telle politique fige leur pyramide des âges autour de la tranche intermédiaire des 35-55 ans. « Certes, à court terme, on favorise une culture interne homogène, mais on prend aussi le double risque de freiner le dynamisme lié aux apports nouveaux et de laisser disparaître une partie non négligeable de la mémoire technique et organisationnelle », note Xavier Gaullier du CNRS (1). Sans compter tous les problèmes qui vont se poser à l'horizon 2000 lorsque la pyramide se structurera autour d'une population vieillissante : encombrement des carrières, inadéquation des compétences, augmentation de la masse salariale, fardeau des retraites.

Le cas de la sidérurgie est significatif. La classe des 35-50 ans a grossi ces dix dernières années, en raison des nombreux départs en préretraite, sans embauche de jeunes. Ainsi, la population des moins de 25 ans est aujourd'hui inférieure à 3 %, comme celle des plus de 50 ans. En 1989, le PDG d'Usinor-Sacilor s'inquiétait de cette situation et déclarait en substance : si on ne fait rien, en l'an 2000, toute la population sidérurgique aura entre 35 et 60 ans (...). Nous passerons à une situation où plus de la moitié de la population aurait dépassé la cinquantaine. Je ne crois pas qu'une société qui se retrouverait sans effectifs de moins de 35 ans puisse bâtir correctement son avenir. Face au drame du chômage, un tel discours a été relégué au second plan. Les problèmes demeurent.

Certaines professions jeunes (électronique, informatique, etc.), voient aussi se déplacer peu à peu leur moyenne d'âge, constate Xavier Gaullier. Or, les embauches se raréfient dans un secteur où l'apport de sang neuf est pourtant particulièrement indispensable compte tenu de la rapidité des évolutions technologi-

ques qui ont tendance à rendre les « anciens » obsolètes à un âge précoce. Dans les services publics, les embauches de jeunes ont été massives au début des années 70. Mais, ici aussi, la croissance a été brutalement interrompue. « Or, ils garantissent l'emploi à vie alors que les licenciements seraient le seul ballon d'oxygène autorisant un certain renouvellement des générations », souligne Michel Cicourel dans son ouvrage *La Génération inoxydable* (2).

Mais, c'est sans doute le secteur bancaire qui vit aujourd'hui le problème avec le plus d'acuité. Car aux difficultés de la gestion de la pyramide des âges se superposent celles des qualifications. Les effectifs de 35 à 50 ans représentent aujourd'hui les trois quarts des effectifs. Les années 70 ont vu l'embauche massive de jeunes de faible qualification. « Nous avons aujourd'hui un double problème, reconnaît Michel Lemaître, qui planche sur ces questions dans le cadre du Centre de formation de la profession bancaire (CFPB), d'un côté, on trouve de moins en moins de personnel d'exécution, de l'autre, les jeunes d'hier ont pris du grade via la promotion à l'ancienneté sans nécessairement augmenter leurs qualifications. »

De déséquilibre en déséquilibre

Certains sont même franchement usés avant l'âge par les conditions de travail tayloriennes toujours dominantes dans le secteur bancaire. Entre-temps, la révolution de l'informatique a bouleversé les métiers et généré des sureffectifs qui n'ont guère été résorbés. Les embauches ont donc été stoppées. Aujourd'hui, il faudrait pourtant rajouter à la fois pour rééquilibrer la pyramide et pour introduire de nouvelles compétences. Mais la récession actuelle ne s'y prête guère. Cependant, les jeunes recrutés ont

du mal à travailler sous l'autorité hiérarchique des anciens qui ne sont pas rodés aux exigences du management moderne.

Conscients de ces enjeux, les secteurs exposés avaient bien pensé un temps rectifier le tir en dégraissant les effectifs de cette classe d'âge moyennant incitation financière au départ. Mais la crise a mis le problème entre parenthèses. Pas de ballon d'oxygène non plus du côté des départs spontanés car en période de tempête chacun reste vissé sur son siège. Dans la banque, par exemple, les départs naturels ont diminué de 50 %. Et surtout chez les 40-50 ans qui savent qu'ils auront le plus grand mal à se reclasser. De quoi créer un véritable malaise social parmi ces « nouveaux vieux » qui ne se sentent plus bons à rien. « En fait, la période utile se réduit fortement, ce qui instaure de réels phénomènes d'exclusion potentiels », souligne Dominique Thierry de Développement et emploi.

Il faut dire que les entreprises françaises n'ont jamais brillé par la qualité de leur gestion des âges. Ainsi, le problème des fins de carrière est particulièrement mal abordé, notent les experts (3). Les entreprises cessent d'investir sur les anciens, cinq ans avant leur départ. Compte tenu des préretraites, vous pouvez être exclu dès 45 ans ! Un paradoxe à l'heure où les pouvoirs publics poussent à la prolongation de carrière pour

alléger le fardeau des retraites. En passe de devenir une aberration sur le plan macro-économique compte tenu que les classes nombreuses de l'après-guerre abordent aujourd'hui leur seconde partie de carrière.

On pourrait rêver à une pyramide des âges idéale où toutes les classes seraient bien représentées permettant ainsi le brassage des cultures, le maintien d'une masse salariale équilibrée et le renouvellement régulier de la population. Mais, un tel édifice ne peut se maintenir dans le temps que si on embauche des effectifs. Un luxe réservé aux périodes de croissance.

Mais, la crise renforce aussi les déséquilibres structurels et donne un relief particulier aux erreurs du passé. Ainsi, faute de mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois incluant celle des âges, les entreprises françaises sont condamnées à aller de déséquilibre en déséquilibre.

Catherine Lévy

(1) Se reporter aux travaux de Xavier Gaullier, auteur de *La Deuxième Carrière*, paru au Seuil en 1988 et d'un rapport officiel sur la modernisation et la gestion des âges.
(2) *La Génération inoxydable* de Michel Cicourel, Pluriel, Bernard Grasset, 1989, 260 pages.
(3) Développement et emploi s'associe en novembre prochain à un colloque consacré à la gestion des travailleurs vieillissants.

La pyramide de la « poire écrasée »

« QUAND on aborde les pyramides d'entreprises, il ne suffit pas de constater tel ou tel déséquilibre, encore faut-il s'interroger sur les avantages et les inconvénients de chaque structure d'âge », souligne Dominique Thierry dans son ouvrage consacré à la gestion prévisionnelle et préventive des emplois et des compétences (1). C'est l'exercice auquel il s'est livré à partir de la typologie Kodak.

La pyramide de la « poire écrasée », composée de beaucoup de jeunes et de peu d'anciens (les secteurs de l'électronique et de l'informatique quelques années plus tôt), possède une masse salariale peu élevée et un important vivier de compétences. Cependant, la culture commune est faible et les charges de formation sont élevées. En l'absence d'embauches, la « poire écrasée » se transforme en « champignon », composé d'une majorité d'anciens. L'accumulation d'expérience est grande, et de nombreux départs à la retraite prévisibles offrent la possibilité de renouveler les générations. Mais les coûts salariaux sont élevés et la résistance au changement grande. C'est la situation à laquelle s'expose la sidérurgie, et dans sa foulée

la banque. Les pyramides des âges de ces secteurs sont aujourd'hui comparables à une « bouteille d'Armagnac », pour reprendre la comparaison du CFPB, où les classes intermédiaires dominent.

A l'opposé, la pyramide « pelote de laine » équilibre jeunes et anciens, mais présente un creux aux âges intermédiaires. Des possibilités de promotion rapide s'offrent aux entrants, tandis que les anciens se préparent à libérer le terrain. Cependant, l'absence de culture commune est dangereuse et les risques de conflits entre générations élevés.

Enfin, dans la pyramide « ballon de rugby », tous les âges sont bien représentés, et la cohérence salariale et humaine solide. Mais elle est difficile à maintenir dans le temps.

En tout cas, conclut Dominique Thierry, « les pyramides reflètent toujours une somme de pratiques de gestion des ressources humaines ».

C. L.

(1) *La Gestion prévisionnelle et préventive des emplois et compétences*, de Dominique Thierry et Christian Saurat, Editions L'Harmattan, 268 pages, janvier 1993.

Fusions... Halte au g

Le monde des entreprises est en pleine effervescence. Les fusions et acquisitions sont devenues une pratique courante. Les entreprises cherchent à se développer, à acquérir de nouvelles compétences, à élargir leur champ d'action. Mais cette course à la croissance a-t-elle des limites ? Les fusions et acquisitions sont-elles toujours bénéfiques ? Ces questions sont au cœur des débats actuels. Les économistes s'interrogent sur l'impact de ces opérations sur le marché du travail, sur la concurrence, sur l'innovation. Les juristes s'interrogent sur la transparence des opérations, sur la protection des consommateurs. Les citoyens s'interrogent sur le rôle des entreprises dans la société. Les fusions et acquisitions sont-elles une solution à la crise ? Ou sont-elles une source de nouvelles difficultés ? Ces questions méritent d'être posées et débattues.

Les fusions et acquisitions sont des opérations complexes. Elles impliquent de nombreuses parties prenantes : les entreprises concernées, les actionnaires, les clients, les fournisseurs, les pouvoirs publics. Elles nécessitent une planification soignée, une évaluation rigoureuse des risques et des avantages. Elles peuvent générer de nouvelles synergies, de nouvelles opportunités de croissance. Mais elles peuvent aussi entraîner des pertes d'emplois, une réduction de la concurrence, une perte de diversité. Il est donc essentiel de bien comprendre les enjeux de ces opérations et de les gérer avec transparence et responsabilité.

Les fusions et acquisitions sont une réalité incontournable du monde des entreprises. Elles ont permis de créer de nouvelles entreprises, de développer de nouvelles technologies, d'améliorer la qualité des services. Mais elles ont aussi entraîné des conséquences négatives, notamment en matière d'emplois et de concurrence. Il est donc essentiel de trouver un équilibre entre les avantages et les inconvénients de ces opérations, et de les gérer de manière responsable.

Les fusions et acquisitions sont une pratique courante du monde des entreprises. Elles ont permis de créer de nouvelles entreprises, de développer de nouvelles technologies, d'améliorer la qualité des services. Mais elles ont aussi entraîné des conséquences négatives, notamment en matière d'emplois et de concurrence. Il est donc essentiel de trouver un équilibre entre les avantages et les inconvénients de ces opérations, et de les gérer de manière responsable.

Les fusions et acquisitions sont une pratique courante du monde des entreprises. Elles ont permis de créer de nouvelles entreprises, de développer de nouvelles technologies, d'améliorer la qualité des services. Mais elles ont aussi entraîné des conséquences négatives, notamment en matière d'emplois et de concurrence. Il est donc essentiel de trouver un équilibre entre les avantages et les inconvénients de ces opérations, et de les gérer de manière responsable.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

SE FORMER AUJOURD'HUI POUR BIEN EVOLUER DEMAIN

UN ÉVÉNEMENT TRÈS LARGE DE FORMATIONS DANS LES DOMAINES TECHNIQUES,
ÉCONOMIQUES ET SCIENCES HUMAINES APPLIQUÉES À L'ENTREPRISE

Notre objectif ? Vous proposer une formation de qualité, reconnue, diplômante, qui vous aide à mieux comprendre le monde de l'entreprise, à mieux vous situer dans ce monde, à mieux vous préparer à l'avenir.

En nous appuyant sur les nouvelles technologies éducatives et nos 50 centres régionaux, nous offrons des solutions personnalisées qui répondent à votre vocation : un enseignement pour tous.

Informations : 36 15 CNAM INFO, du lundi au vendredi, 9h-18h, 290 rue Saint-Martin 75003 Paris

QUATRIÈMES RENCONTRES EUROPÉENNES 16-18 SEPTEMBRE 1993 / ILE DE BERDER

Environnement, Science et Décision

- Demain, comment et par qui seront prises les décisions pour l'environnement ? Quelle sera la place réservée aux experts et aux citoyens ? Comment pourra-t-on garantir une évaluation environnementale rigoureuse et transparente des décisions publiques et privées ?

- Etudes de cas d'application à partir d'initiatives novatrices : la ville écologique, les transports combinés, l'avenir de l'agriculture européenne.

Trois journées de réflexions, débats et ateliers de travail proposées aux acteurs de l'environnement, durant lesquelles soixante décideurs politiques, dirigeants d'entreprises, scientifiques et responsables d'ONG européens présenteront leurs analyses, leurs expériences et leurs propositions (tarifs spéciaux pour les associations environnementales et les étudiants).

Université Européenne de l'Environnement
Tél. : (1) 45-26-46-25 ou (1) 45-26-30-16

LES DIRIGEANTS

Groupe américain de dimension internationale (CA : 2,2 milliards), nos réalisations dans les réseaux d'entreprise, télécommunications et automatisation de services sont mondialement reconnues pour leur fiabilité et leur haute technologie, notamment dans les secteurs bancaires et financiers. Le développement de nos activités européennes, plus particulièrement en France, Grande Bretagne et Allemagne incomberont au :

EUROPEAN BID DIRECTOR BANQUE ET SERVICES FINANCIERS

Rattaché stratégiquement au siège US, au D.G. Europe pour les aspects tactiques et opérationnels, ce Manager des Transactions Secteur Finance participera à l'évolution de la stratégie européenne, assumera directement les négociations au plus haut niveau, accroîtra nos retours sur investissement, épaulera les équipes sur le terrain dans les transactions business-to-business y compris l'élaboration et la rédaction des offres.

La trentaine minimum, de formation supérieure adaptée (marketing, technique), vous maîtrisez les solutions complexes et globales en systèmes d'information destinées au domaine Banque/Finance. Prospectif, curieux des enjeux futurs de ce secteur, habilité aux négociations de cycle long avec les décideurs, vous travaillez aussi bien en anglais qu'en français. La maîtrise de l'allemand serait un atout.

Ce poste de haut niveau, basé en banlieue parisienne ouest, correspond à votre expérience, à vos compétences et attentes : prière d'envoyer votre dossier complet s/réf. 5107 à notre Conseil. Les entretiens (Cabinet et présentation au client) auront lieu en anglais. Confidentialité assurée.

1 bis, Passage des Patriarches 75005 PARIS.

SEQUOIA

Directeur régional

Un challenge pour un homme de terrain

Paris. Notre Groupe, spécialisé dans le service aux entreprises, occupe une place prépondérante sur son marché. Présent sur l'ensemble du territoire national, il est structuré en centres de profit décentralisés.

Véritable "patron" de votre unité (150 pers.), vous l'organisez, la gérez et la développez. Votre première mission consistera à définir et mettre en œuvre un plan de réorganisation de ses structures opérationnelles pour augmenter l'efficacité des équipes et atteindre un haut niveau de qualité des prestations. Votre action progressive auprès des clients vous permettra d'accroître la rentabilité de votre entité.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez déjà assumé des fonctions de direction opérationnelle dans le domaine du service aux entreprises (transport, nettoyage, restauration collective, etc.). Organisateur et gestionnaire, vous êtes également un homme de conviction et de dialogue, sachant que le succès passe par l'adhésion des équipes, la rigueur de la gestion et le développement de relations de confiance avec vos clients. Vous recherchez un poste de responsabilité, au sein d'un groupe offrant de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence D.267/M à notre conseil, Danièle Fossat, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

DIRECTEUR GENERAL

MAINTENANCE
TECHNIQUE D'IMMEUBLE

± 500 000 F

Filiale française d'un puissant groupe international, nous jouissons d'une excellente notoriété et d'assises solides.

Nous recherchons pour l'activité Maintenance Technique du Bâtiment (Tertiaire & Industrielle) un Directeur Général.

Doté d'une expérience réussie passée ou présente de la Direction d'un Centre de Profit IMPÉRATIVEMENT DANS LA MAINTENANCE TECHNIQUE DU BATIMENT (DE PREFERENCE INDUSTRIELLE), vous prendrez en charge la gestion et le développement de cette activité stratégique. Anglais souhaité.

L'équipe que vous allez rejoindre attend beaucoup de votre professionnalisme.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 135/6 à NICOLE ANCESSI CONSEIL 19, rue de la Trémoille - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

NICOLE ANCESSI
CONSEIL

UNE DIRECTION TECHNIQUE COMPLETE DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE EN BRETAGNE

Vous avez appris le métier dans un grand groupe et souhaitez donner une autre dimension à votre carrière. Dans ce groupe agro-alimentaire de 500 MF (800 dans 2 ans) procédant par croissance interne, externe et prêt à se remettre en cause pour "coller aux besoins du marché" le directeur général (38 ans) d'un pôle appelé "Produits de la mer" (150 MF, 80 personnes, en forte croissance) cherche son bras droit qui sera chargé de la direction technique et de la direction industrielle du pôle, s'il le faut. Cette entreprise a une âme, un projet industriel et l'adhésion doit être parfaite.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/réf. C/1259 à notre chasseur de têtes Pierre BUCCAI qui s'engage à vous répondre dans les trois semaines, si votre candidature est retenue : CONCORDANCES LYON - 129 rue Servient - 69003 LYON - Tél. 78 63 65 60 - Fax 78 63 65 59

CONCORDANCES
Les missions de confiance

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve de recrutement pour des emplois de la carrière AB/AS pour des activités concernant la politique scientifique et technique de la Communauté, ainsi que le programme-cadre

Agent Scientifique PHYSICIEN DES MATERIAUX COM/RA/113

FONCTIONS : chargé des essais de qualification des modules photovoltaïques à l'Institut Européen d'Essais Solaires (IES). Ses tâches seront les suivantes : I. supervision du personnel intervenant directement dans les essais de qualification II. exécution des essais de performance sur les modules photovoltaïques III. établissement des dossiers des résultats des essais et rédaction des rapports détaillés IV. responsabilité technique en matière de délivrance des certificats de qualification V. amélioration des installations existantes et élaboration de nouvelles méthodes de mesures.

FORMATION : Diplôme universitaire dans le domaine en question, spécialisation en optique des semi-conducteurs.

EXPERIENCE : expérience en rapport avec les fonctions ci-dessus. II. Maîtrise du processus de production et de la technologie des dispositifs photovoltaïques. III. Connaissance approfondie des instruments de mesure des données pour mesure à grande vitesse ; compétence dans le traitement des données sur plates-formes UNIX. IV. Expérience dans l'organisation, l'exécution et l'interprétation des essais de vieillissement accéléré appliqués aux dispositifs photovoltaïques. V. Expérience du travail dans l'industrie.

CONDITIONS GENERALES : I. Contrats : contrats temporaires (à durée déterminée renouvelables) II. Nationalité : être ressortissant de l'un des Etats membres de la CEE III. Lieu d'affectation : tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. IV. Age : être né après le 14/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour : les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'admission d'origine ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. V. Connaissances linguistiques : connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ; III. Délai d'introduction : les formulaires de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : CCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél. : 32 2295 56 60 - télécopieur : 32 2296 22 39). Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée, avant le 14/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve de recrutement pour des emplois de la carrière CB/CS/ES pour des activités concernant la politique scientifique et technique de la Communauté, ainsi que le programme-cadre

Agent Scientifique ADMINISTRATEUR SYSTEME POUR L'UNITE TECHNIQUES AVANCEES COM/RI/22

FONCTIONS : le candidat sera responsable de la gestion du système informatique de l'unité Techniques Avancées au sein de l'Institut pour les Applications de l'Électromagnétisme (IAE) et de plusieurs stations de travail SUN en réseau, d'ordinateurs HP, d'un serveur Epoch, d'ordinateurs individuels Micro et PC. L'unité dispose de serveurs de fichiers, de disques magnétiques et optiques permettant aux stations clientes d'utiliser un de calcul pouvant prendre en charge des applications à fort pourcentage d'opérations numériques en virgule flottante. Le candidat devra être capable de travailler de façon autonome dans le traitement des données, et devra être capable de travailler de façon autonome dans l'accomplissement des tâches quotidiennes. Principales activités : installation et configuration de systèmes, gestion courante du système, traitement des exceptions, aide aux utilisateurs. Évolution du système, interface avec les sociétés extérieures.

FORMATION : diplôme ou certificat de fin d'études secondaires (de préférence, avec une spécialisation en informatique ou génie électrique).

EXPERIENCE : I. La connaissance du système d'exploitation UNIX (BSD et AT&T System V) du point de vue administrateur et, en particulier, une grande compétence en SUN OS sont indispensables. II. Expérience du MicroVax System 7 et de PC DOS. III. Des notions de contrôle des réseaux (en particulier NFS, TCP/IP, X.25 et LU6.3). IV. Connaissance des principes de base en ce qui concerne le matériel, en particulier, en matière d'interfaces (SCSI, moyen ou grand pour le traitement rapide des données scientifiques).

CONDITIONS GENERALES : I. Contrats : contrats temporaires (à durée déterminée renouvelables) II. Nationalité : être ressortissant de l'un des Etats membres de la CEE III. Lieu d'affectation : tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. IV. Age : être né après le 14/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour : les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'admission d'origine ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. V. Connaissances linguistiques : connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ; III. Délai d'introduction : les formulaires de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : CCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél. : 32 2295 56 60 - télécopieur : 32 2296 22 39). Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée, avant le 14/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de recrutement de 8 agents de carrière D4/D3 pour des activités concernant la politique scientifique et technique de la Communauté ainsi que son programme-cadre.

SERVICE DE SURVEILLANCE COM/RI/1

TACHES : Assurer le contrôle des entrées et sorties de personnes au Centre commun de recherche d'Ispra (Provincia de Varese - Italie), contrôler les accès du Centre et lire les informations affichées, aux fins de ce contrôle.

QUALIFICATIONS : Etre diplômé de l'enseignement primaire ou obligatoire. PROFIL : Avoir une expérience dans les activités de contrôle similaires à celles précitées. Les candidats ayant déjà été employés par des organismes de surveillance et/ou de gardiennage internationaux, publics et/ou privés bénéficieront d'un avantage.

CONDITIONS GENERALES : I. Contrats : contrats temporaires à durée indéterminée II. Nationalité : être ressortissant de l'un des Etats membres de la CEE III. Lieu d'affectation : tous les lieux de travail de la Commission Européenne, donc souvent hors du pays d'origine des candidats. IV. Age : être né après le 14/10/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour : les agents temporaires des institutions des CE, les services obligatoires (militaires ou autres), l'admission d'origine ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. V. Connaissances linguistiques : connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés Européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ; III. Délai d'introduction : les formulaires de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : CCE, Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél. : 32 2295 56 60 - télécopieur : 32 2296 22 39). Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée, avant le 14/10/1993, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

SECTEURS PUB.

Collectivités territoriales

MAIRIE DE ROUBAIX (NORD) 100 000 habitants

Directeur
Général
de l'Action
Sociale

RESPONSABLE
DEVELOPPEMENT AGGLOMERATION

JMLP

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES
DIRECTORAT GENERAL RECHERCHE

En cas d'une annonce dans "Le Monde Publicité", il est recommandé de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de faciliter votre dossier dans les délais.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

ECTEUR GENERAL
MAINTENANCE
CHNIQUE D'IMMEUBLE
± 500 000 F

propre d'un puissant groupe international,
ins d'une excellente notoriété et d'assises solides,
recherchons pour l'activité Maintenance Technique
et Tertiaire & Industrielle) un Directeur Général

l'expérience réussie passée ou présente de la
 un Centre de Profit IMPÉRATIVEMENT DANS
MENANCE TECHNIQUE DU BATIMENT
ENCE INDUSTRIELLE, vous prendrez en charge
 le développement de cette activité stratégique.

que vous allez rejoindre attend beaucoup
d'émotionnalisme.

coll : Région Parisienne.

adresser votre candidature sous la
135/6 à NICOLE ANCESSI CONSEIL
à la Trémoille - 75008 PARIS, qui l'étudiera
personnellement.

NICOLA PIRELLI

Insérer vos annonces :

16-62-72-02

16-62-73-90

-62-98-74

LES

**LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

SERVICE DE SURVEILLANCE
COMMITTEE

Sur le compte des entrées et sorties de personnes
et de recherche d'une direction du Vares - les
données du Centre et de les informations d'autres sources

Poste : Responsable de l'enseignement des sciences
 dans une école publique.
Expérience : 10 ans d'expérience dans le domaine de l'enseignement.
Formation : Baccalauréat en sciences.
Langues : Français, anglais.
Compétences : Gestion de classe, évaluation, planification.
Disponibilité : À temps plein.
Adresse : 123 rue de la Paix, 75001 Paris.
Téléphone : 01 23 45 67 89.
E-mail : contact@monprofil.com

[illegible]

La Commission adopte une politique d'égalité des chances
entre les hommes et les femmes

VILLE DE ROUBAIX (NORD) 100 000 habitants


**Directeur
Général
de l'Action
Sociale**

Le candidat devra avoir une expérience professionnelle ou équivalente, le candidat retenu aura une préférence l'expérience du secteur social ou aura occupé un emploi de direction dans un autre domaine d'activité et possèdera de bonnes compétences juridiques.

Il mettra en œuvre, dirigera et coordonnera la politique sociale de la Ville, du CCAS et de la Direction de l'Action Sociale, en assurera la maîtrise budgétaire, et mènera les relations et les négociations avec les différents partenaires (CAF, CRAM, Conseil Général, ...).

Merci d'adresser dossier de candidature avec CV, lettre manuscrite et photo à
Monsieur le Sénateur Maire de Roubaix
BP 737 - 59066 Roubaix Cedex 1.

je prie
ROUBAIX

ville de  50 000 hab. - 50 kms de Paris.
Un cadre de vie de qualité, un festival vert.
Une médiathèque, une salle de spectacles et un musée régional


recrute ■ UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT (H/F)
(Cadre d'emploi des Directeurs Territoriaux)

Membre de la Direction Générale, vous aurez la responsabilité des Directions de sources Finances, Ressources Humaines, Informatique, Communication, Développement Economique.

Outre vos talents d'organisateur et votre rigueur, vous maîtriserez particulièrement la gestion financière locale et les systèmes d'information (informatique).

Ce poste, assorti d'avantages, est à pourvoir le 1er octobre 1993.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo avant le 17 septembre 1993 à M. le Maire de Meaux, 1 place de l'Hôtel de Ville, 77108 Meaux cedex.

DISTRICT

GRAND CAEN

Avec 200 000 habitants, l'ensemble de nos 13 communes forme le District du Grand Caen.

Pour nourrir la réflexion et animer la politique de l'agglomération et ses projets, nous vous proposons la formation de

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT AGGLOMÉRATION

Véritable adjoint du Directeur Général et en liaison avec les élus, vous aurez pour mission principale la mise en œuvre de notre "Atelier Développement". Réflexion stratégique, analyse économique, approche technique et opérationnelle seront les dimensions principales de votre action.


Diplômé de troisième cycle d'urbanisme, vous privilégiez "l'aménagement urbain et l'approche sociologique".

Nous vous offrons de valoriser votre compétence fondée sur une réelle expérience du travail avec les élus de collectivités territoriales.

Merci de bien vouloir adresser votre résumé de carrière et votre projet professionnel sous la référence DI/8080-01. JMLP Consultants Sa ACTIS TECHNOPOLE - 12 rue du Col. Rémy, 14000 CAEN - Tél : 31 43 67 67 Confidentialité assurée.

JMLP

MEYLAN



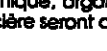
Notre ville - 19 000 habitants, plus de 500 agents communaux, nombreux équipements socio-culturels et sportifs, Technopole - s'est dotée d'un projet d'entreprise. Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons notre

Secrétaire Général

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience similaire dans la fonction publique territoriale ou d'équivalent. Votre sens des responsabilités et votre tempérament de leader seront des atouts indispensables pour mener à bien cette mission. Ouvert aux techniques modernes de gestion, vous posséderez un très bon sens relationnel et ferez preuve de diplomatie. Dynamique, organisé, rigoureux, vous savez faire passer vos idées. De bonnes connaissances en gestion financière seront appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil qui vous fournira une totale confidentialité.

Chantal LEBRUN - 46, chemin des Buclos - 38240 MEYLAN.



Pour conduire et animer l'élaboration
de la Charte du Grand Havre (382 000 habitants),
l'Agence d'urbanisme de la région du Havre (A.U.R.H.)
recrute un
CHEF DE PROJET
*De formation supérieure (développement local, aménagement,
urbanisme), le (la) candidat(e) devra posséder une expérience
confirmée de l'animation du partenariat local et
du management des projets intercommunaux.*
*(Poste à pourvoir rapidement dans le cadre d'un contrat
à durée indéterminée).*

Merci de transmettre vos candidatures sous référence CP/AURH à
Pierre-Olivier ARCHER - Bourse des métiers du développement territorial
Groupe TEN - 93, rue de la Joignière - 75017 Paris.

LA COMMUNAUTÉ DU GRAND ALÈS-EN-CÈVENNES
RECRUTE
DIRECTEUR DE MISSION LOCALE D'INSERTION

PROFIL :
Connaissances dispositifs formation - aptitude à la direction
et animation d'une équipe - maîtrise, gestion budgétaire -
très bon relationnel - expérience professionnelle dans secteur
formation ou insertion.

Adresser candidature Président Communauté
GRAND ALÈS-EN-CÈVENNES, Mairie d'ALÈS 30107 ALÈS CEDEX

Importante ville de la banlieue parisienne

RECHERCHE

SON RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DES BATIMENTS COMMUNAUX
(100 bâtiments)

Sa mission :

- encadrement, gestion, organisation, développement du service fonctionnant 24 heures sur 24;
- mise en place, respect et contrôle des procédures de surveillance;
- sensibilisation des partenaires (entreprises, services internes) à la sécurité d'un patrimoine public;
- suivi et développement des installations de contrôle d'accès.

Profil :

- expérience prouvée et encadrement : 5 ans minimum;
- connaissances techniques des matériels.

Adresser lettre de motivation manuscrite, photo et CV au journal, qui transmettra
sous référence 8689 LE MONDE PUBLICITÉ 15/17, rue du Colonel Pierre-Avia 75902 Paris Cedex 15.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Christine MANOURY-BEYTE et Nathalie GUITTON
THALES CONSULTANTS
ont le plaisir de vous communiquer
92300 LEVALLOIS
leurs nouvelles coordonnées : 01 70 58 12 03 - Fax 47 59 01 58

**Des Organisations publiques
ou Associatives**
*vous offrent des opportunités
de carrières
chaque semaine dans :*
Le Monde
I N I T I A T I V E S

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Groupe financier de premier plan

2 Opérateurs intermédiation de taux

expérimentés de 2 ans aux marchés de taux. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) à COMPTON 5054, rue de Sully - 92513 BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Consultants internes gestion / finances / comptabilité

Le groupe financier de premier plan recherche pour ses filiales industrielles et commerciales des consultants internes expérimentés en gestion, finances et comptabilité. Les candidats doivent être diplômés d'une école de commerce ou d'un institut de gestion, avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans les fonctions mentionnées et être capables de travailler en équipe. Les candidats retenus seront intégrés dans les équipes de travail et bénéficieront d'une formation continue. Les salaires sont attractifs et les conditions de travail sont excellentes. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature (lettre, CV, photo) à COMPTON 5054, rue de Sully - 92513 BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

France Telecom
Organisme National de Soutien Gestion

Société industrielle, leader sur son secteur d'activité, recherche pour l'une de ses unités de production, un

CONTROLEUR de GESTION

Après une solide formation de type ESC ou DESS, votre expérience du contrôle de gestion (5 ans minimum), acquise en milieu industriel dans un environnement international, vous permet de maîtriser la comptabilité analytique et générale, les outils de gestion industrielle et la gestion des stocks.

Contrôler les flux physiques et financiers, optimiser les procédures de contrôle de gestion, analyser les écarts entre coûts réels et standards, préparer et suivre les budgets d'exploitation et d'investissement seront les points forts de votre mission, sous la responsabilité du Directeur Industriel et en étroite collaboration avec le Directeur Financier du Siège.

Pour réussir dans ce poste basé en Normandie et évoluer ensuite au sein de notre Groupe, votre maîtrise de la langue anglaise, vos qualités relationnelles et votre implication seront des atouts majeurs.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum vitae et rémunération actuelle sous la référence PH 703 à COMMUNIQUE 5054, rue de Sully, 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Groupe Bancaire, intervenant majeur sur les marchés (taux d'intérêt, change, actions...) poursuit son développement centré sur 3 métiers.

- Gestion pour compte propre
- Intermédiation
- Gestion pour compte de tiers

services
Vous assistez dans le recrutement bancaire

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (2 ans d'expérience)

Pour répondre à ses objectifs de renforcement permanent de contrôle et de maîtrise du système d'information financière du Groupe, la Direction du contrôle de gestion et de la comptabilité recherche des équipes. Elle propose à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur au sein d'une équipe de cinq personnes :
- de participer au développement et à la gestion du système d'information comptable,
- de réaliser les études comptables et réglementaires relatives aux opérations du groupe.
Formation requise : (Grande Ecole de Commerce, IEP, DESS Banque-Finance)
2 ans d'expérience dans un cabinet d'audit - département Banque - ou dans un établissement financier exerçant des activités de marché.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DES/3137 - OCBT - 1, rue de Madrid - 75008 PARIS.

Un groupe industriel en expansion, 400 personnes, plusieurs sites industriels et de travaux en France et en RFA recherche pour sa filiale industrielle à Arpajon

UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

ESCOption Finances comptabilité ou similaire + 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité et contrôle de gestion, comportant l'utilisation de l'informatique.

La mission : Secourir le Directeur de cette filiale industrielle qui fabrique en série plusieurs gammes de composants modernes pour le bâtiment. Il devra exploiter et appliquer un système de contrôle de gestion et collaborer à la préparation et au suivi des budgets, ainsi qu'au reporting vers la société mère.

Poste d'avenir formateur aux responsabilités évolutives et motivantes.

Merci d'adresser votre CV détaillé sous référence S/1680 à

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
92 37
67044 STRASBOURG CEDEX

LA FISCALITÉ SOUS TOUTES SES FACETTES...

Groupe de distribution en expansion (57 000 pers. - 70 mds de CA) nous recherchons pour notre société holding :

JEUNE FISCALISTE

Rattaché au Directeur Juridique et Fiscal vous aurez pour mission d'assister et de conseiller nos Directions Financière, Comptable, Immobilier...

A 28/32 ans, de formation supérieure en droit et fiscalité, vous avez nécessairement une première expérience de fiscaliste acquise en Cabinet, en entreprise ou dans l'Administration Fiscale. Vous parlez anglais.

Outre votre technicité, vos qualités de communication, votre autonomie et votre réactivité seront des atouts indispensables à votre réussite.

Poste basé à Saint-Etienne.

Adresser-nous une lettre de motivation, un CV, une photo et vos prétentions sous la référence FI/LM à l'adresse suivante : Groupe Casino - Service Gestion de l'encadrement 24, rue de la Montar - 42003 Saint-Etienne Cedex.

Casino
ON CHOISIT CASINO COMME ON CHOISIT SA VIE

Importante Banque Française de dimension internationale recherche un

Juriste International

Paris 300/350 KF
Au sein de la Direction Juridique et en étroite liaison avec ses membres, vous êtes le conseiller juridique des différentes directions et services que vous assistez depuis l'établissement, la négociation des opérations et les contrats internationaux avec les tiers jusqu'à leur suivi.

Vous intervenez principalement sur les opérations bancaires internationales : de financements de projets, financements spéciaux (joint-venture, société d'économie mixte), etc... Vous pourriez également participer à des opérations de restructurations, fusions, acquisitions.

Doté d'une solide formation juridique (DEA, DESS, DICE), vous justifiez d'une expérience réussie de 3/5 ans dans une activité similaire.

Une pratique courante de l'anglais est indispensable. Rigueur, rapidité, sens du service et du travail en équipe vous permettront de mener à bien votre mission, d'être à l'aise avec des interlocuteurs de tous niveaux.

Contactez Christophe Duchastellier au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. CD9182MO.

FTP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Contrôleur de Gestion

Au sein de notre division Mode vous participerez, avec votre équipe, au contrôle de l'activité Gros et Haute Couture : budgets, plans, tableaux de bord, clôture (préparation et validation).

Vous apporterez également votre assistance au démarrage et à l'évolution de nouveaux systèmes informatiques de gestion.

Diplômé(e) d'une école de commerce, vous possédez une expérience de 2 à 4 ans du contrôle de gestion acquise en entreprise ou en cabinet d'audit, dans un environnement informatisé. Vous avez de bonnes connaissances en comptabilité et maîtrisez à la fois les outils micro (Excel de préférence) et macro. Vous pratiquez l'anglais.

Votre ouverture d'esprit, et votre sens du contact alliés à une forte puissance de travail seront les gages de votre intégration au sein d'un environnement en mutation.

Si cette proposition répond à vos attentes professionnelles, merci de nous faire parvenir votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CG/LM à CHANEL - DGRH - Recrutement Cadres - 135 av. Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY / SEINE CEDEX.

CHANEL

ADMINISTRATIO

CIC Banque Scallbert Dupont

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT RELATIONS SOCIALES ET COMMUNICATION INTERNE

etap

Responsable Expansion Economique

DIREC "GRAND

Consultants

FTP

Michael Page Finance

25.000.000.000

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

PRISES

Société industrielle, leader sur son secteur d'activité, l'une de nos unités de production, un

NTROLEUR de GESTION

Après une solide formation de type ESC ou DESS, un contrôle de gestion (5 ans minimum) dans un environnement international, vous maîtrisez la comptabilité analytique et générale, les coûts industriels et la gestion des stocks. Contrôler les flux physiques et financiers, élaborer le budget de gestion, analyser les écarts, contrôler les performances, préparer et suivre les budgets d'exploitation, tel est le rôle de votre mission. Vous êtes le Directeur Industriel et en étroite collaboration avec le Directeur du Siège. Poste à pourvoir dans ce poste basé en Normandie, au sein de notre Groupe. Votre maîtrise de la langue anglaise et vos qualités relationnelles et votre implication sont indispensables. Envoyez votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 295 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

LEUR DE GESTION

Vous avez une expérience en comptabilité et en gestion industrielle. Vous maîtrisez la comptabilité analytique et générale, les coûts industriels et la gestion des stocks. Contrôler les flux physiques et financiers, élaborer le budget de gestion, analyser les écarts, contrôler les performances, préparer et suivre les budgets d'exploitation, tel est le rôle de votre mission. Vous êtes le Directeur Industriel et en étroite collaboration avec le Directeur du Siège. Poste à pourvoir dans ce poste basé en Normandie, au sein de notre Groupe. Votre maîtrise de la langue anglaise et vos qualités relationnelles et votre implication sont indispensables. Envoyez votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 295 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Contrôleur de Gestion

Après une solide formation de type ESC ou DESS, un contrôle de gestion (5 ans minimum) dans un environnement international, vous maîtrisez la comptabilité analytique et générale, les coûts industriels et la gestion des stocks. Contrôler les flux physiques et financiers, élaborer le budget de gestion, analyser les écarts, contrôler les performances, préparer et suivre les budgets d'exploitation, tel est le rôle de votre mission. Vous êtes le Directeur Industriel et en étroite collaboration avec le Directeur du Siège. Poste à pourvoir dans ce poste basé en Normandie, au sein de notre Groupe. Votre maîtrise de la langue anglaise et vos qualités relationnelles et votre implication sont indispensables. Envoyez votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 295 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

HANEL

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CIC Banque Scalbert Dupont

Au sein du Groupe CIC, la BANQUE SCALBERT DUFONT, avec 2400 personnes, 150 agences couvrant les cinq départements du Nord de la France est le premier employeur bancaire de la métropole lilloise. Elle recherche son JURISTE SOCIAL.

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT RELATIONS SOCIALES ET COMMUNICATION INTERNE

Intégré au sein de la Direction des Ressources Humaines, ce juriste de valeur préside le Comité d'Établissement du siège et ses missions concernent :
• les relations de travail et les négociations au niveau de l'entreprise,
• le suivi des accords signés et les relations avec les membres des Institutions représentatives du personnel,
• l'assistance et le conseil auprès des chefs d'établissement en matière d'application du droit du travail,
• la communication interne,
• l'animation d'une équipe de jeunes professionnels performants.
La réussite dans ces fonctions implique :
• une formation maîtrise de droit, complétée par une spécialisation en droit social,
• 8 à 10 ans d'expérience de fonction "personnel", avec une dominante Relations Sociales acquise de préférence en milieu bancaire ou administratif,
• des qualités marquées de médiateur, de dialogue, d'animateur lui permettant de prendre une part active aux responsabilités stratégiques et opérationnelles de la Direction des Ressources Humaines et à la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Poste basé à Lille



Ecrire sous réf. 35C 2569 3M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Etablissement financier de premier plan

Vous rejoindrez, dans la salle des taux, l'équipe de trading-arbitrage obligataire. En binôme avec le spécialiste des obligations scandinaves, vous assurerez la gestion de vos positions (volumes importants) sur le Franc belge, la cotation pour nos sales et enfin la rédaction de notes d'actualité en concertation avec l'économiste de marché. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un opérateur de formation économique, financière ou scientifique (Bac + 5), ayant géré d'importantes positions (2 ans d'expérience) et parlant l'anglais. Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 295 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



Responsable de l'Expansion Economique Nord Meusien

L'Association du réseau des villes du Nord Meusien, composée de huit villes, soit environ 90 000 personnes, recherche son Responsable de l'Expansion Economique. Votre mission : Promouvoir la Meuse nord. Après avoir étudié toutes les possibilités du département, vous serez chargé sur le plan économique d'aider les industriels locaux dans leurs différentes démarches : création de réseau, débouchés économiques... chargé de promouvoir l'implantation d'entreprises nouvelles • responsable de la communication du réseau. Vous travaillerez en lien étroit avec les élus, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprises et autres leaders d'opinion nationaux ou locaux. Il est exigé : Vous êtes diplômé d'études supérieures économiques (école de commerce, Sciences-Po Ecofi...) et avez une expérience réussie dans une mission similaire pour une ville, un département ou une région. Votre réussite dans la Meuse sera aussi celle d'un département attachant au cœur d'une grande région européenne. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 1205/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07. Nous répondrons à toutes les candidatures correspondant aux exigences ci-dessus décrites.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
Un département de Bernard Krief Consulting Group
Washington - Moscou - Bruxelles - Paris

MICHAEL PAGE, leader des cabinets de recrutement en Europe (500 MF pour 350 consultants) recherche dans le cadre de son développement en France des

Consultants

Au sein d'une structure à taille humaine, vous prenez en charge la prospection, le développement et la fidélisation de nouveaux clients. Après une formation spécifique vous aurez la responsabilité de vos missions de recrutement (conseil, négociation, entretien, suivi).

Agé de 26 à 30 ans, de formation type ESC, vous justifiez d'une expérience réussie comme Ingénieur Commercial ou Auditeur au sein d'une structure internationale. Vous parlez couramment anglais.

Votre sens du service, du contact et votre esprit d'entrepreneur sont des atouts indispensables pour réussir.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature à Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. HDP7810MO.



Michael Page Finance

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Vous avez commencé votre carrière dans une entreprise bien structurée. Fort de votre réussite opérationnelle, vous êtes spécialement attiré par les ressources humaines, et peut-être même, êtes-vous déjà devenu Consultant. Vous savez prospecter et développer un marché et vous souhaitez en large autonomie prendre la responsabilité d'un centre de profit.

Aujourd'hui, filiale du Groupe ECCO, notre Cabinet présent dans toutes les grandes régions de France élargit son offre : outre notre métier de base, le recrutement, nous proposons à nos clients des savoir-faire diversifiés dans le champ des Ressources Humaines (Evaluation, bilan de compétences, formation, audit...). Nous cherchons notre

DIRECTEUR "GRANDE REGION NORD"

Basé à Lille, venez promouvoir l'image régionale de notre bureau par vos actions personnelles : vous animez au plan technique et commercial une équipe de 5 collaborateurs et êtes responsable du résultat de l'ensemble. Vous en êtes le principal acteur commercial, car vous avez déjà développé un réseau de relations à haut niveau, en particulier dans la métropole lilloise. Par ailleurs, vous prenez en charge personnellement un certain nombre de missions.

Notre Directeur Général, Denis SESBOUE, se réjouit de recevoir votre candidature (réf. 5976/LM)



ALEXANDRE TIC
14, rue ROYALE - 75008 PARIS

2 enseignants-chercheurs au Département Systèmes & Réseaux

Le responsable du Département Systèmes & Réseaux de l'Institut National des Télécommunications (INT) recherche deux enseignants-chercheurs pour le Département Systèmes & Réseaux. Les candidats doivent être titulaires d'un doctorat en informatique ou en électronique, avoir une expérience professionnelle de 5 ans minimum, et être capable de mener à bien des projets de recherche. Les candidats doivent également avoir une expérience de l'enseignement universitaire. Les candidats doivent adresser leur dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 295 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Envoyez CV + lettre manuscrite + prétentions à : Institut National des Télécommunications, Secrétariat Général, 9 rue Charles Fourier 91012 Evry-Corbeil-Essonnes Cedex. Enseignants-chercheurs de France Télécom.

Nicole Annessi et son équipe vous prient de bien vouloir noter leurs nouvelles coordonnées.

19, rue de la Trémoille - 75008 Paris

Tél. : (1) 47 20 24 34 - Fax : (1) 47 20 24 30



LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Un nouvel élan pour votre carrière

Vous êtes dynamique, vous possédez une expérience dans la gestion des affaires au niveau européen.

Notre société, leader dans son industrie avec un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars, cherche actuellement à accroître sa présence en Europe. Si vous êtes un cadre expérimenté, énergique et créatif, et si vous êtes tenté par le défi de mettre sur pied une activité de premier ordre dans le domaine des services, l'un des postes suivants peut vous offrir des perspectives de carrières intéressantes:

DIRECTEUR DU MARKETING (réf. F1)

Responsable de l'intégralité de l'action marketing avec pour objectif de prendre de la part de marché dans le domaine des services et reportant au Directeur Général, il prend notamment en charge le développement et le positionnement des produits, la segmentation du marché, et l'analyse de la concurrence, la politique de prix, et la communication corporate. Ce poste s'adresse de préférence à des candidats disposant d'une expérience réussie dans le marketing d'au moins 10 ans au sein d'une société de services européenne, et diplômé d'une grande Ecole de gestion ou de Commerce.

POUR LES POSTES DE DIRECTEURS SUIVANTS :
Nous recrutons des directeurs pour assurer le développement de nos nouvelles activités. Ces directeurs reportent au niveau Direction Général. Ces postes s'adressent de préférence à des candidats ayant une expérience de 5 à 8 ans dans une multinationale et ayant un diplôme universitaire ou de grande Ecole.

DIRECTEUR DU MARKETING (réf. F2)

Responsable de l'évaluation et du développement des stratégies marketing, il identifie les opportunités commerciales, et effectue des analyses de la clientèle et de la concurrence servant de base à la politique produits et à la tarification.

DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION ET DE L'INGENIERIE DES OPERATIONS (réf. F3)

Responsable de l'évaluation, de la planification et de la mise en place des stratégies et du code de procédures opérationnelles, il travaille en collaboration avec la Direction Général pour mettre en place le réseau et les installations nécessaires au fonctionnement performant de l'activité.

L'ensemble des postes proposés ci-dessus offrent une rémunération attractive ainsi que des avantages sociaux compétitifs. Une connaissance parfaite de l'anglais et, si possible, de l'allemand et/ou du français sera un plus apprécié. Tous ces postes sont basés à notre siège, dans un pays de la Communauté Européenne, et nécessitent des voyages fréquents à l'étranger. Si vous pensez être l'homme de notre réussite, merci de nous faire part de vos motivations et de vos expériences dans les domaines décrits ci-dessus, dans votre réponse à ces annonces. Veuillez envoyer votre curriculum vitae EN ANGLAIS, en rappelant la référence qui correspond au poste de votre choix à COMMUNIQUE, 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILANCOURT.

DIRECTEUR INFORMATIQUE (réf. F4)

Responsable de la conception et du développement de l'architecture des systèmes stratégiques de la société, au service des clients et des équipes internes, il identifie les technologies de pointe (matériel, logiciels, réseau, gestion des données) et leurs applications pour les principales fonctions de l'entreprise.

DIRECTEUR FINANCIER/COMPTABLE (réf. F5)

Responsable de l'ensemble des questions financières de l'entreprise, il met notamment en place les procédures et contrôles financiers, établit les prévisions financières, et prend en charge la comptabilité et la consolidation des résultats.

Nous offrons également des postes d'analyses. Donnez une impulsion nouvelle à votre carrière en établissant, avec nous, cette activité. Nous offrons des opportunités dans les domaines de marketing, de la planification des opérations, de l'informatique et de la finance/comptabilité.

ANALYSTES ECONOMIQUES (réf. F6)

A partir des informations glanées sur le terrain ou par d'autres sources, il élabore des budgets et des analyses financières, maintient des outils analytiques sur support informatique, et élabore des présentations de la Direction. Ce poste s'adresse de préférence à des candidats diplômés d'université ou de grande Ecole, ayant une solide formation analytique, et ayant une expérience professionnelle antérieure appropriée.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Burke®

Leader Mondial du Conseil
Marketing recherche des

Consultants JUNIORS

De formation supérieure Grande Ecole ou Université, et désirant s'investir TOTALEMENT dans un métier d'EXPERT, les candidats devront avoir un double profil :
- rigueur et goût pour les chiffres,
- sens du contact avec une clientèle de haut niveau.

Après une période de formation aux techniques d'études BURKE, les candidats prendront progressivement en charge la vente à une clientèle existante et à prospecter.

Maîtrise de l'anglais totalement indispensable.

Envoyer C.V. avec photo et lettre manuscrite à
BURKE MARKETING - Nathalie LALEVE
78/80, av. du Général de Gaulle - 93174 BAGNOLET Cedex.

SECODIP



SECODIP SOFRES
(1000 personnes, IMD de CA),
est le premier Groupe français
spécialisé dans les études de
marchés et les sondages.
Dans la perspective d'une
modernisation importante de
notre panel de consommateurs,
nous recrutons notre

GRUPE SOFRES

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

De formation Grande Ecole de Commerce, avec de préférence une spécialisation marketing, vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans en marketing produit Grande Consommation qui vous a familiarisé avec les études et les négociations commerciales.

Directement opérationnel, vous assurerez la prospection de nouveaux clients et développerez les nouveaux produits auprès de notre clientèle déjà existante. Votre maîtrise de l'analyse des besoins en entreprise et votre sens commercial vous permettront de proposer des solutions adaptées et de convaincre des interlocuteurs de haut niveau.

Pour assurer ces missions, vous serez assisté d'une équipe de 5 personnes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. DCM sur enveloppe à SECODIP - DRH - BP 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex.

Cabinet Conseil en Organisation et en Informatique de
Gestion spécialisé dans les Moyens de Paiement,
l'Informatique Bancaire et l'Assistance à la Maîtrise
d'Ouvrages recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous êtes âgé de 28/30 ans environ et possédez une expérience commerciale réussie de 3 à 5 ans dans la vente de prestations intellectuelles dans nos domaines d'activité, acquise au sein d'un Cabinet Conseil ou d'une SE.

Rattaché directement au Directeur Général, vous serez responsable de l'action commerciale auprès d'une clientèle Grands Comptes essentiellement bancaire. Vous participerez également à la stratégie marketing et à l'élaboration de propositions en collaboration avec les Consultants et les Responsables Techniques.

Votre efficacité commerciale est confortée par une solide connaissance des Moyens de Paiement, de l'informatique et du monde Bancaire. Vous possédez des qualités de clarté d'esprit, de synthèse et de créativité. Vous êtes dynamique, tenace et organisé : votre sens de la négociation, vos qualités d'écoute et de diplomatie feront de vous l'interlocuteur privilégié d'une clientèle de haut niveau.

L'évolution au sein du Cabinet est envisageable vers la responsabilité d'un département technique ou d'un centre de profit. Poste basé à Paris.



Si vous souhaitez rejoindre
une structure dynamique et
ambitieuse, merci d'adresser
votre dossier de candidature
sous la réf. COM à SME Conseil -
Département Recrutement -
24 rue des Jeûneurs - 75002 Paris.

SECTEUR

Production - Informatique

CHEF DE PROJET TELECOMMUNICATIONS

**ADJOINT
DU DIRECTEUR
INFORMATIQUE**

**IN
D'ETUDES**

2 à 3 ans d'exp.

Vous serez responsable :

- de la gestion technique et administrative du service ;
- de la planification et de la programmation des travaux ;
- de la coordination des équipes ;
- de la gestion des budgets ;
- de la gestion des ressources humaines ;
- de la gestion des relations avec les clients ;
- de la gestion des relations avec les fournisseurs ;
- de la gestion des relations avec les autres services ;
- de la gestion des relations avec les autorités ;
- de la gestion des relations avec les médias ;
- de la gestion des relations avec le public ;
- de la gestion des relations avec les associations ;
- de la gestion des relations avec les syndicats ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs du secteur ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la société ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'économie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la culture ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la politique ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la justice ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la santé ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'éducation ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la recherche ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'innovation ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la technologie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'industrie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'agriculture ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la pêche ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la forêt ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'énergie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'environnement ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la sécurité ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la défense ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la justice ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la santé ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'éducation ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la recherche ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'innovation ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la technologie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'industrie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'agriculture ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la pêche ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la forêt ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'énergie ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de l'environnement ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la sécurité ;
- de la gestion des relations avec les autres acteurs de la défense ;

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

القطاع

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Organisation Internationale recrute pour Lyon un

CHEF DE PROJET TELECOMMUNICATIONS

Vous serez chargé :

- de coordonner la mise en place d'équipements de télécommunications dans différentes régions du monde,
- d'assurer le suivi de la gestion du réseau et de gérer son évolution.

A ces titres, vous serez le correspondant privilégié de nos interlocuteurs dans ces régions, des sociétés qui assureront la mise en place et la maintenance, du service Recherche et Développement.

De formation Bac + 3 ou 4, vous avez une première expérience des réseaux de télécommunications X-25 et messagerie X-400, des connaissances dans le domaine de la micro-informatique, des réseaux locaux et base de données réparties. Vous possédez également une expérience de gestion de projets au sens pratique : relations contractuelles, problèmes de mise en place administratifs et techniques...

Pour ce poste, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable ; celle de l'espagnol est fortement souhaitée.

Merci de bien vouloir adresser lettre détaillée + photo + niveau de rémunération actuel, sous réf. 824 (sur l'enveloppe) à Media System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

CONTRAT DE 3 ANS

Votre challenge : l'assurance qualité !
au sein d'un important groupe français de dimension internationale

CHEFS DE PROJET CONFIRMES

BORDEAUX - GRENOBLE - ORLÉANS

A 40 ans environ, de formation bac + 4/5 souhaitée et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie, acquise en SSII, de 7 à 10 ans en conduite de projets informatiques. Vous maîtrisez non seulement les aspects ingénierie et méthodologie, mais aussi l'aspect assurance qualité ISO 9000.

L'entité "Développements informatiques", chargée de l'ingénierie des logiciels applicatifs de gestion pour l'ensemble de cet important groupe, vous propose de rejoindre ses équipes et de mettre votre expérience au profit de son action en vue de l'obtention de la certification AFAQ.

Rattaché au Directeur de la Qualité et basé au sein de l'un des centres de production de logiciels, vous aurez un rôle de soutien et de conseil en matière d'ingénierie et de méthodologie, en vue de développer la qualité technique des productions : missions d'études et de contrôle, coordination des activités de production, promotion des normes, méthodes et outils nécessaires à la réalisation de l'assurance qualité, dynamisation des actions de mise en œuvre du système Qualité.

Environnement technique : IBM/BULL/client-serveur, MVS, GCOS8, UNIX, OS2, Merise, PacBase.

Outre votre professionnalisme, vos qualités de rigueur, de management et votre sens relationnel contribueront à votre réussite à ce poste.

Réf. PB (Bordeaux), réf. PG (Grenoble), réf. PO (Orléans)

Merci d'adresser, sous la référence choisie et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à :

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Filiale française d'un grand groupe industriel international basée à 150 km de Paris.

ADJOINT DU DIRECTEUR INFORMATIQUE

C.D.D. de 18 mois

30 à 40 ans, Bac + 2 minimum, anglais très bien maîtrisé, expérience du management acquise dans l'industrie et maîtrise parfaite de l'AS 400 sont exigés. Connaissance de BPCS ou de MAC PAC et/ou expérience migration Grands Systèmes vers Minis seront un plus. C.D.D. de 18 mois à partir de septembre 93.

Adressez votre candidature (C.V., lettre manuscrite avec prétentions et photo), sous réf. AMMB à notre Conseil Cabinet INFORGE 16, rue Kléber - 92130 ISSY les Moulineaux.

En mai 1992, notre Groupe, DATAID, a rejoint l'une des plus puissantes entreprises mondiales de communication et d'informatique : AT&T, déjà très active en Europe dans le domaine des services informatiques avec une présence de 4500 personnes.

Dans le cadre de notre expansion, nous recrutons des :

INGENIEURS D'ETUDES EXPERIMENTES

2 à 3 ans d'expérience (Ingénieur ou Bac + 5)

Vous maîtrisez l'un des trois environnements suivants :

- le développement de logiciels embarqués, le C++ et les méthodes de conception orienté objet,
- les environnements UNIX, C, Assembleur 68000, compilateurs croisés et SADT,
- spécialiste du génie logiciel technique, vous connaissez les outils de spécification (ASA, TEAMWORK...) et vous avez une bonne expérience d'un ou plusieurs AGL techniques et/ou outils de gestion de configuration.

Jean-François GERVET vous remercie d'adresser votre candidature à DATAID EUROSOFT - 38, bd Henri Sellier 92150 SURESNES.



MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GRUPE SCHNEIDER

Le Groupe Schneider, c'est 97 000 personnes, une présence dans 130 pays, un chiffre d'affaires de 61 milliards de francs et 3 métiers : la distribution électrique, le contrôle industriel, l'installation électrique. Merlin Gerin recherche des

ingénieurs d'études réseaux électriques

En tant que pôle de compétences en électrotechnique, vous réaliserez des études de stabilité de réseaux, harmoniques, surtension de manœuvre et de foudre, fiabilité... Vous serez chargé d'aider et de conseiller les départements et clients en matière d'installations électriques et d'acquiescer de nouvelles connaissances nécessaires aux besoins de Merlin Gerin.

Ingénieur électrotechnicien, avec de fortes compétences en réseaux, vous avez une bonne expérience théorique et pratique des installations électriques en industriel et distribution publique.

Postes basés à GRENOBLE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. CFR 538 à Merlin Gerin, Direction des Ressources Humaines, Recrutement Ingénieurs et Cadres, 38050 Grenoble Cedex 09.

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Ingénieur en Informatique

Débutant ou Expérimenté

Intégré dans une équipe Recherche et Développement et évoluant dans le cadre d'un projet, vous participerez à la conception et au développement de nouvelles architectures de paiement. Jouant un rôle d'interface entre les études et les industriels, vous suivrez la réalisation de ces projets.

De formation Ingénieur avec une spécialisation en informatique, et disposant de connaissances en matière de sécurité informatique, ainsi que dans le domaine de la carte à mémoire, vous recherchez un poste vous permettant de valoriser vos qualités relationnelles et vos compétences en négociation technique et commerciale.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Poste basé dans l'Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence

RG/12/930831/LM à notre Conseil R. GARNIER qui vous garantira toute confidentialité.

ABGOR - 27 rue de Turin - 75008 PARIS.



